

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 7–11 juin 2010

RAPPORTS ANNUELS

Point 4 de l'ordre du
jour

Pour approbation

F

Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2010/4*
27 mai 2010
ORIGINAL: ANGLAIS

* Réimprimé pour raisons techniques

RAPPORT ANNUEL SUR LES RÉSULTATS DE 2009

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur exécutif adjoint et Directeur de l'Administration générale, OD ⁱ	M. A. Abdulla	tél.: 066513-2401
Directrice exécutive adjointe, HS ⁱⁱ	Mme S. Sisulu	tél.: 066513-2005
Directrice exécutive adjointe et directrice financière, RM ⁱⁱⁱ	Mme G. Casar	tél.: 066513-2885
Directeur exécutif adjoint, ER ^{iv}	M. R. Lopes da Silva	tél.: 066513-2200
Directrice, RMP ^v	Mme R. Hansen	tél.: 066513-2008
Conseillère pour les programmes, RMP	Mme K. Oppusunggu	tél.:066513-3068

i Département des opérations

ii Bureau pour les solutions au problème de la faim

iii Département de la gestion des ressources et de l'obligation redditionnelle

iv Département des relations extérieures

v Division de la gestion des résultats et
de l'obligation redditionnelle

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

PROJET DE DÉCISION

Le Conseil approuve le Rapport annuel sur les résultats de 2009 (WFP/EB.A/2010/4), notant que celui-ci constitue un exposé complet des résultats obtenus par le PAM pendant l'année écoulée.

Le **Rapport annuel sur les résultats** du PAM est le principal outil au moyen duquel l'institution rend compte de son action et tire les enseignements de l'expérience, et il constitue pour le Conseil et les donateurs l'un des principaux mécanismes de contrôle. Il suit les méthodes de gestion axée sur les résultats en vigueur au PAM et met l'accent sur la chaîne de résultats: intrants, produits, effets directs, processus, difficultés et enseignements tirés. Il s'appuie sur les systèmes comptables et les systèmes d'établissement de rapports de l'institution, et il est le fruit d'une vaste concertation avec les divisions, les unités techniques, les bureaux régionaux, les bureaux de pays et les partenaires. Cette année, le PAM utilise pour la première fois un certain nombre de nouveaux outils de mesure des résultats conformes au Plan stratégique, et la structure du rapport a été remaniée. Les résultats de toutes les opérations du PAM seront récapitulés; toutefois, un sous-ensemble de projets a été répertorié pour rendre compte des tendances, des expériences et des enseignements dégagés lors de la compilation et de l'évaluation des effets de l'action du PAM.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Projet de décision	2
Avant-propos de la Directrice exécutive	5
Résumé	7
Contribution du PAM aux objectifs du Millénaire pour le développement	11
PARTIE I: CONTEXTE STRATÉGIQUE	13
• La faim dans le monde gagne du terrain	13
• Le rôle du PAM évolue	15
PARTIE II: BILAN DES RÉSULTATS PAR OBJECTIF STRATÉGIQUE	21
• Aperçu général et méthodologie	22
• Produits par objectif stratégique	22
• Effets directs par objectif stratégique	24
• Objectif stratégique 1: Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans des situations de crise	24
• Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets	31
• Objectif stratégique 3: Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition	35
• Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition	39
• Objectif stratégique 5: Renforcer les capacités des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux	52

PARTIE III: PERFORMANCE DE L'ORGANISATION PAR PRIORITÉ DE GESTION	57
• Vue d'ensemble	57
• Priorité de gestion 1: Mobilisation des ressources	58
• Priorité de gestion 2: Gestion des ressources	65
• Priorité de gestion 3: Apprentissage et innovation	73
• Priorité de gestion 4: Organisation des processus internes	76
• Priorité de gestion 5: Efficacité opérationnelle	78
PARTIE IV: PERSPECTIVES	85
• S'appuyer sur l'expérience de l'année 2009	85
• Répondre aux évolutions extérieures	87
ANNEXES	
I. Notes générales	93
II. Cadre de résultats stratégiques 2008–2013	94
III. A – Aperçu général des rapports sur les effets directs, 2009	102
B – Liste de projets	105
IV. Personnel du PAM ayant un contrat d'une durée d'un an ou plus	107
V. Profil de l'aide alimentaire dans le monde	108
VI. Achat de produits alimentaires par le PAM en 2009	109
VII. Contributions totales confirmées en 2009	113
VIII. Dépenses	116
A – Ventilation des dépenses directes par catégorie de pays et région (2006–2009)	116
B – Ventilation des dépenses directes par pays, région et catégorie d'activités (2006–2009)	119
C – Ventilation des dépenses directes par catégorie de pays et région (2006–2009)	123
IX. Partenariat avec des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales	124
A – Partenariats avec des organismes des Nations Unies et des organisations internationales	124
B – Organisations non gouvernementales et secteurs de coopération	125
Liste des sigles utilisés dans le présent document	126

AVANT-PROPOS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE

Pour le PAM, 2009 aura été encore une année pleine de défis. Alors même que le nombre de personnes qui souffrent de la faim à travers le monde franchissait pour la première fois dans l'histoire de l'humanité le seuil du milliard, nous avons été confrontés à un rétrécissement de l'espace humanitaire au sein duquel il est possible d'atteindre sans risques les populations et le personnel du PAM et d'autres organismes à vocation humanitaire ont été la cible d'attaques sans précédent.

En dépit de ces difficultés, le PAM est parvenu à sauver des vies en apportant une assistance alimentaire et nutritionnelle à 101,8 millions de personnes, dont 84 millions de femmes et d'enfants, touchés par des conflits, tempêtes, sécheresses, déplacements de populations, crises financières et autres fléaux qui les ont privées de nourriture. Le PAM n'aurait pu venir en aide à ces populations vulnérables qui ne mangent pas à leur faim sans le généreux soutien des pays, des entités privées et des particuliers qui ont donné 4 milliards de dollars alors que la situation économique était difficile.

L'explosion des besoins de ceux qui ont faim enregistrée ces dernières années nous a clairement fait comprendre que nous vivons aujourd'hui dans un monde où le risque est devenu de règle: la crise alimentaire, la crise de l'énergie et la crise financière montrent à quel point certains pays sont vulnérables face à des chocs externes capables de précipiter des millions de personnes dans la famine et de faire peser sur toute une génération un risque de retard de croissance. Or les retards de croissance entraînent des troubles du développement irréversibles qui retentissent sur la santé des enfants, leurs capacités cognitives et, à terme, sur leur productivité économique.

Pour pallier ce risque, nous répondons aux besoins urgents et nous aidons les pays à renforcer les capacités de résistance. Au Pakistan par exemple, nous venons en aide à 5,5 millions de personnes qui ne peuvent plus faire face aux prix élevés des aliments: lorsque la violence a explosé l'an dernier, nous avons amplifié nos interventions en quelques semaines pour venir en aide à 2,6 millions de personnes supplémentaires affectées par des conflits. Lorsqu'une succession de tempêtes dévastatrices a frappé les Philippines, nous avons rapidement intensifié la fourniture de vivres à l'appui du traité de paix à Mindanao dont bénéficiaient 1 million de personnes pour venir en aide à 1,1 million de personnes supplémentaires victimes des inondations. Cette capacité à amplifier rapidement les interventions pour porter secours aux populations vulnérables est essentielle lors de catastrophes naturelles.

Au PAM, il est de notre devoir de continuer à travailler aux côtés des pays pour faire en sorte que nos nouvelles interventions soient déployées avec plus d'efficacité et plus d'efficience à l'appui du relèvement des populations et des économies. Le PAM a apporté un soutien à 21 millions d'enfants sous forme de repas scolaires et à 20 millions de personnes sous forme de vivres pour la création d'avoirs, permettant ainsi d'améliorer les infrastructures communautaires et de bonifier des terres, tout en contribuant à répondre aux besoins alimentaires des ménages. Le PAM continue de s'efforcer de faire toujours mieux pour apporter à ceux qui en ont besoin les aliments dont ils ont besoin au moment où ils en

ont besoin, afin de maximiser l'efficacité de l'impact nutritionnel sur les populations au service desquelles nous intervenons.

Les stratégies détaillées de sécurité alimentaire pilotées par les pays tendent à mobiliser un appui croissant: l'Union africaine s'emploie à promouvoir les investissements africains dans des programmes intégrés de sécurité alimentaire et d'adaptation aux changements climatiques dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine. Durant l'été 2009, les dirigeants des nations du G8 réunis à L'Aquila se sont engagés à soutenir les stratégies de sécurité alimentaire conduites par les pays, et nous assistons aujourd'hui à la multiplication d'initiatives régionales et nationales. En 2009, la coopération stratégique entre les institutions s'occupant d'alimentation établies à Rome a pris une ampleur sans précédent, notamment avec la signature d'un accord portant sur la mise en place d'un secrétariat conjoint pour épauler le Comité de la Sécurité alimentaire mondiale, qui a trouvé un second souffle.

Compte tenu de ces évolutions, il est plus important que jamais de mettre en œuvre le Plan stratégique du PAM dans son intégralité, car ce plan place le PAM dans une situation unique pour faire face aux crises tout en appuyant des stratégies de sécurité alimentaire menées par les pays. Le PAM dispose d'une panoplie fiable de solutions au problème de la faim, allant des Achats au service du progrès, qui permettent de relier les petits paysans aux marchés, aux interventions centrées sur la nutrition.

Le présent Rapport annuel sur les résultats est très différent des éditions précédentes en ce qu'il présente les données en référence au Plan stratégique (2008–2013) et au Cadre de résultats stratégiques. Nous voulons continuer de montrer l'exemple en appliquant les principes les plus rigoureux de reddition des comptes, de transparence et de mesure des résultats, et nous devons avoir la certitude que les indicateurs que nous avons retenus pour établir chaque année nos rapports sur les résultats sont adaptés aux éléments fondamentaux de notre travail – de la logistique et des achats à la livraison de produits alimentaires dans certains des environnements les plus difficiles au monde. À mesure que nous avançons, nous prenons conscience qu'il faudra plusieurs cycles de rapports pour parvenir à définir les paramètres pertinents. Par exemple, nous étudions la possibilité d'intégrer des données paramétrées sur des critères de référence et des indicateurs régionaux et locaux, afin de faire en sorte que les informations présentées reflètent les réalités du terrain. Nous voulons que le Rapport annuel sur les résultats restitue des informations qui soient utiles et instructives pour les responsables en première ligne de l'action du PAM, et, surtout, d'informations qui nous aident, concrètement, à apporter de la nourriture à ceux qui ont faim.

L'édition 2010 du rapport met en évidence la portée et l'ampleur probantes des solutions que le PAM met en œuvre pour faire face au problème de la faim. Le soutien constant apporté par les donateurs témoigne de la confiance que tant de pays placent en notre aptitude à venir en aide aux populations vulnérables qui souffrent de la faim. Au cours de l'année écoulée, nous avons pris de nouvelles mesures afin de renforcer la transparence dans la définition des priorités et l'affectation des ressources, par exemple avec la mise en place du Comité chargé de l'allocation stratégique des ressources. Nous avons également appliqué pour la première fois un nouveau Cadre de résultats stratégiques qui définit les indicateurs d'effets directs sur lesquels s'appuie la mesure de la performance aux fins du présent rapport. Si l'on y ajoute d'autres systèmes récemment mis en place tels que WINGS II et les Normes comptables internationales du secteur public, le PAM dispose de plusieurs outils puissants pour améliorer la mesure des résultats et les rapports dans ce domaine.

Josette Sheeran
Directrice exécutive





RÉSUMÉ

En 2009, le PAM a apporté à 101,8 millions de personnes qui souffrent de la faim dans 75 pays une assistance dont elles avaient cruellement besoin. Un tel bilan n'aurait pas été possible sans les 190 gouvernements et donateurs privés qui ont apporté des contributions à hauteur de 4,2 milliards de dollars. Mais à travers le monde, le nombre de ceux qui ne mangent pas à leur faim a atteint 1,02 milliard, chiffre le plus élevé jamais enregistré depuis 1970, année à partir de laquelle de telles statistiques ont été recueillies.

Le Rapport annuel sur les résultats est le principal outil au moyen duquel le PAM rend compte de son action et tire les enseignements de l'expérience, et il constitue pour le Conseil et les donateurs l'un des principaux mécanismes de contrôle. Il s'appuie sur les systèmes comptables et les systèmes d'établissement de rapports de l'institution pour mettre en évidence, au terme d'une vaste concertation interne, la chaîne de résultats obtenus au cours de l'année écoulée, en détaillant intrants, produits, effets directs, processus, difficultés et enseignements tirés.

Rapport annuel sur les résultats de 2009 – une nouvelle approche

Le présent Rapport annuel sur les résultats est très différent des précédents, tant par la présentation que par le contenu. Elle propose un nouveau niveau d'analyse et de gestion de l'information aligné sur le nouveau Plan stratégique (2008–2013) et le Cadre de résultats stratégiques. En outre, ce rapport applique, pour la première fois au PAM, une approche qui consiste à mettre en évidence les progrès accomplis sur le plan de la gestion organisationnelle au regard de cinq priorités de gestion. L'élaboration du rapport a notamment pu s'appuyer sur de meilleures informations dont le PAM dispose désormais grâce au progiciel de gestion intégré WINGS II et aux Normes comptables internationales pour le secteur public.

Il s'agissait à l'évidence d'une année de transition en raison de l'application de cette nouvelle approche, et il ne faut pas nier qu'un certain nombre de difficultés d'ordre méthodologique se sont présentées. En ce qui concerne l'analyse des résultats obtenus au regard des objectifs stratégiques, un certain nombre de projets n'avaient pas été mis en concordance avec le Plan stratégique ou dotés des paramètres de mesure correspondants. Le processus d'alignement des projets sur le Cadre de résultats stratégiques, y compris l'ajustement des partenariats et des systèmes de suivi au niveau des pays permettant de recueillir et d'analyser les données requises pour mesurer les efforts directs, n'est pas encore achevé. De même, c'est la première année que le PAM rend compte des avancées obtenues sur le plan de la gestion organisationnelle au regard des priorités de gestion, lesquelles seront affinées au cours de l'année 2010.

Structure du rapport

Le corps du rapport se compose de quatre parties:

Partie I: Contexte stratégique. Cette partie analyse les problèmes planétaires qui ont eu un retentissement sur la performance du PAM et présente les solutions retenues par le PAM pour y faire face.

Partie II: Résultats par objectif stratégique. Cette partie rend compte des effets directs et des produits obtenus par le PAM au regard de chacun des objectifs stratégiques inscrits dans le Plan stratégique du PAM (2008-2013). Elle répond donc à la question “Quoi?”.

Partie III: Résultats organisationnels au regard des priorités de gestion. Cette partie rend compte du travail accompli pour réaliser les objectifs stratégiques du PAM sous l’angle de la qualité, de l’efficacité et de l’efficience. Elle répond donc à la question: “Comment?”.

Partie IV: Perspectives. Cette partie met en lumière les défis à venir et présente les perspectives stratégiques.

Les **Annexes** présentent des statistiques détaillées et des informations sur les résultats indiqués dans le rapport.

Contexte stratégique

En 2009, le PAM a été confronté à un certain nombre de défis majeurs alors qu’il devait faire face à la progression de la faim dans le monde et intervenir dans des environnements de plus en plus hostiles.

- **Recrudescence de la faim.** Selon les dernières estimations concernant la faim dans le monde, 1,02 milliard de personnes n’ont pas mangé à leur faim en 2009 – ce chiffre est le plus élevé jamais enregistré. Sous l’effet conjugué de la crise économique mondiale et de la hausse des prix des aliments, la faim dans le monde a considérablement augmenté en 2009, situation encore aggravée par 245 catastrophes naturelles qui ont touché 58 millions de personnes.
- **Interventions du PAM.** En 2009, première année de mise en œuvre du nouveau Plan stratégique, le PAM a entamé sa mutation, la priorité passant de l’aide alimentaire à la mise en place de solutions au problème de la faim. Non seulement le PAM a renforcé ses interventions d’urgence, répondant ainsi à sa vocation première, mais il a lancé un certain nombre d’initiatives nouvelles, parmi lesquelles: i) l’amélioration des méthodes de lutte contre la malnutrition; ii) la mise en œuvre de l’initiative Achats au service du progrès afin d’améliorer les débouchés des petits paysans; iii) l’utilisation des transferts monétaires et des bons d’alimentation pour répondre aux besoins alimentaires tout en protégeant les marchés.
- **Renforcement de la sécurité du personnel.** Au mois d’octobre, le PAM a subi une agression sans précédent qui le visait directement avec l’attentat à la bombe perpétré contre son bureau de pays au Pakistan. Cette atrocité, à laquelle il faut ajouter les agressions dont ont été victimes des membres du personnel du PAM et des personnes intervenant pour son compte en Afghanistan, en territoire palestinien occupé, au Soudan et en Somalie, a mis en lumière la recrudescence des dangers dans un espace humanitaire qui se rétrécit de jour en jour. Le PAM a continué de protéger ses bureaux et d’améliorer la formation de manière à renforcer la sécurité de son personnel.

Bilan des résultats au regard des objectifs stratégiques

Les points forts du bilan des résultats obtenus dans le cadre des opérations du PAM au regard des cinq objectifs stratégiques sont les suivants:

- **Nouvelle méthodologie.** Comme dans le passé, les données issues des rapports normalisés sur les projets constituent la base des informations présentées dans le Rapport annuel sur les résultats. Toutefois, le nouveau Cadre de résultats stratégiques en étant à sa première année d'application, on a opté pour une méthodologie transitoire. Sur 189 projets en cours, 143 ont été mis en concordance avec le Cadre de résultats stratégiques pour les besoins de l'établissement des rapports¹. Pour ce faire, les bureaux de pays ont choisi parmi les 29 indicateurs d'effets directs figurant dans le Cadre de résultats stratégiques pour suivre les résultats au regard des objectifs stratégiques. Du fait de la transition, le PAM en est aux premiers stades de l'établissement des rapports à partir de ces nouveaux indicateurs, d'où une image incomplète des effets des projets. Il convient donc de considérer que cette nouvelle méthodologie est encore en chantier et sera affinée tout au long de l'année 2010.
- **Recentrage sur les interventions humanitaires.** Les deux tiers des 4,6 millions de tonnes d'aide alimentaire distribuées ont été acheminées dans le cadre d'interventions humanitaires, ce qui témoigne du rôle de premier plan que le PAM joue dans ce domaine et de la place prioritaire qu'occupe cet aspect de son action. Les effets directs ont été positifs: l'analyse établie à partir de données comparables fait état d'une amélioration ou d'une stabilisation dans 50 pour cent des interventions nutritionnelles d'urgence et 86 pour cent des interventions visant à protéger les moyens de subsistance ont entraîné des améliorations.
- **Assistance ciblée au service de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.** Dans le cadre des programmes ciblés, les bénéficiaires des interventions du PAM ont été à 80 pour cent des femmes et des enfants – ce pourcentage prend en compte l'assistance directe à 6 millions d'enfants souffrant de malnutrition – afin de contribuer à réduire la mortalité infantile, conformément au quatrième Objectif du millénaire pour le développement; 21 millions d'écoliers ont reçu des repas scolaires ou des rations à emporter, au titre de la contribution du PAM à la réalisation du deuxième Objectifs du Millénaire pour le développement.
- **Tendance à l'amélioration des rapports (mais l'effort doit être poursuivi).** L'analyse de séries de données comparables² fait apparaître une amélioration ou une stabilisation de la situation dans le cadre de 76 pour cent des interventions du PAM. Plusieurs des outils de mesure qui ont été expérimentés ont été jugés faciles à utiliser et de nature à fournir des paramètres utiles aux fins des évaluations de 2010. Toutefois, il sera essentiel d'améliorer les rapports en fonction d'indicateurs convenus dans les années qui viennent.

¹ Comme les 46 projets restants prenaient fin en 2009, l'adoption des nouveaux indicateurs n'a pas été imposée.

² Les séries de données ne comportant qu'une seule valeur ne sont pas prises en compte.

Résultats organisationnels par priorité de gestion

En 2009, le PAM a élaboré un nouveau système de "priorités de gestion" pour évaluer avec quelle efficacité la gestion organisationnelle et les structures financières appuient la réalisation des objectifs stratégiques. Ces priorités de gestion sont les suivantes:

- **Mobilisation de ressources.** Au total, les recettes de contributions se sont élevées à 4,2 milliards de dollars en 2009, soit un montant inférieur de 833 millions de dollars – 17 pour cent – au niveau record atteint en 2008, mais supérieur de 1,5 milliard à la moyenne de la période 2005–2007. Ces contributions correspondaient à seulement 65 pour cent des besoins estimés, soit 6,5 milliards de dollars en 2009. Les partenariats avec le secteur privé ont permis de mobiliser 145 millions de dollars en espèces et en nature.
- **Gestion des ressources.** Le volume de vivres distribué a augmenté pour atteindre 4,6 millions de tonnes en 2009, soit 23 pour cent de plus que l'année précédente, sous l'effet conjugué de l'accroissement des activités opérationnelles et de la baisse des prix des produits alimentaires. Cette amplification des interventions s'est traduite par des dépenses chiffrées à 4,2 milliards de dollars. Le PAM a continué de chercher à faire des économies grâce à la collaboration administrative avec les institutions établies à Rome et à des initiatives pour la neutralité climatique. Grâce aux activités de promotion de l'image de marque du PAM, l'exposition médiatique et la notoriété de son action n'ont cessé de progresser.
- **Apprentissage et innovation.** En 2009, le PAM a dépensé 173 millions de dollars provenant de ressources extrabudgétaires pour financer des dons et des fonds fiduciaires à l'appui de l'amélioration de la qualité et du renforcement des capacités, essentiellement sur le terrain. Une initiative mondiale de grande ampleur s'adressant à la direction a été lancée afin de développer les compétences nécessaires à la mise en œuvre du Plan stratégique. EPWeb, la plateforme intranet sur laquelle les informations opérationnelles du PAM sont mises en ligne, a été profondément remaniée en 2009, et la fréquentation du site a progressé de 22 pour cent par rapport à 2008. L'expansion de l'assistance alimentaire a mis en lumière la nécessité de résoudre le problème que pose l'application à des activités qui ne dépendent pas du volume le modèle classique qui consiste à calculer les financements en fonction du volume. Dans l'intervalle, des procédures provisoires ont été mises en place de manière à obtenir le recouvrement intégral des coûts; des solutions durables sont en cours d'élaboration à la faveur de l'examen du cadre de financement.
- **Organisation des processus.** L'an passé, le PAM a acheté 2,6 millions de tonnes de produits alimentaires, dont 80 pour cent provenant de 75 pays en développement. Compte tenu du reliquat de stocks de l'année précédente, cela correspond à une diminution de 8 pour cent en volume; ces achats ont coûté 965 millions de dollars, soit 32 pour cent de moins qu'en 2008, en raison de la baisse des prix des produits alimentaires. Dans le cadre des Achats au service du progrès, 40 organisations paysannes dans 13 pays pilotes ont signé avec le PAM des contrats portant sur la fourniture de 39 000 tonnes de vivres. En juillet, le PAM a mené à bien le passage de WINGS I à WINGS II, une transition qui impliquait la reconfiguration en profondeur des principaux processus opératoires du PAM, lesquels sont désormais mieux intégrés et plus proches des processus opératoires en usage dans d'autres institutions.

- **Efficacité opérationnelle.** En 2009, le PAM a fourni des services logistiques à des organisations d'aide humanitaire dans 40 pays, et il a assuré la direction de modules de la logistique à l'occasion de nouvelles situations d'urgence survenues dans les pays suivants: Bénin, Indonésie, Pakistan, Philippines, République démocratique populaire lao, Samoa, Territoire palestinien occupé et Zimbabwe. Les appareils du PAM ont transporté 324 000 passagers et 12 000 tonnes de fret humanitaire vers 200 destinations situées dans 14 pays d'intervention. Le PAM a mis en œuvre 83 pour cent de ses projets en collaboration avec d'autres institutions des Nations Unies et organisations internationales; la solidité des partenariats avec les ONG et les partenaires de réserve s'est confirmée.

Perspectives

Pour le PAM, le premier impératif demeure de trouver les moyens les plus efficaces et les plus efficaces de répondre aux besoins des pauvres qui souffrent de la faim.

Une stratégie d'ensemble va contribuer à mettre le PAM en mesure de relever ce défi. La stratégie prévoira des partenariats solides avec les donateurs et des modalités plus innovantes de collecte de fonds qui l'aideront à mobiliser des ressources additionnelles. Les stratégies nutritionnelles qui seront mises au point pour permettre aux groupes de population visés de bénéficier des aliments nutritifs dont ils ont besoin au moment où ils en ont besoin contribueront à améliorer l'efficacité des interventions et à en renforcer l'impact. L'amélioration des systèmes de gestion des résultats, par exemple à travers les mesures mises en place en 2009, à l'instar du Cadre de résultats stratégiques, permettront de faire remonter des informations plus précises sur les effets directs et les produits, ce qui se traduira au bout du compte par un renforcement de la conception des programmes et contribuera à améliorer les systèmes de gestion organisationnelle.



Contribution du PAM aux objectifs du Millénaire pour le développement

2007 2008 2009 Δ
2007–2009 ▲ Augmentation — Stabilité ▼ Diminution

OMD 1 Réduire l'extrême pauvreté et la faim

BÉNÉFICIAIRES

86,1	102,1	101,8	▲	millions de personnes souffrant de la faim dans 75 pays (77 pays en 2008, 80 pays en 2007)
71,0	83,9	84,1	▲	millions de femmes et d'enfants

CHIFFRES CLÉS

1,9	1,9	2,0	▲	millions de réfugiés
8,8	9,5	14,1	▲	millions de personnes déplacées
0,8	0,9	2,1	▲	millions de rapatriés

VOLUME DE L'AIDE ALIMENTAIRE

3,3	3,9	4,6	▲	millions de tonnes d'aliments distribués
2,1	2,8	2,6	▲	millions de tonnes d'aliments achetés

PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE DU PAM

88,5	87,7	89,7	▲	pourcentage des ressources multilatérales affectées au développement parvenu aux pays répondant aux critères de priorité
74,0	66,0	70,0	▼	pourcentage des ressources multilatérales affectées au développement parvenu aux pays les moins avancés
79,4	75,6	82,0	▲	pourcentage du volume d'aliments achetés dans les pays en développement
72,0	68,0	67,1	▼	pourcentage des ressources du PAM parvenu aux pays d'Afrique subsaharienne

OMD 2 Assurer l'éducation primaire pour tous

19,3	20,5	20,7	▲	millions d'écoliers ayant reçu des repas scolaires ou des rations à emporter
46,6	49,3	46,7	▲	pourcentage de filles

Contribution du PAM aux objectifs du Millénaire pour le développement

2007 2008 2009 Δ
2007-2009 ▲ Augmentation — Stabilité ▼ Diminution

OMD 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

52,2	51,9	52,2	—	pourcentage de femmes ou filles parmi les bénéficiaires
240	266	342	▲	milliers de femmes occupant des fonctions de responsabilité au sein des comités de gestion des vivres
5,1	6,7	6,5	▲	millions de femmes ayant reçu des rations alimentaires familiales aux points de distribution dans le cadre des distributions générales de vivres
4,2	5,1	5,2	▲	millions de cartes de ration familiale établies au nom d'une femme dans le cadre des distributions générales de vivres

OMD 4 Réduire la mortalité infantile

53,6	62,2	62,1	▲	millions d'enfants ayant bénéficié d'une aide dans le cadre des opérations du PAM
5,7	6,3	5,9	▲	millions d'enfants souffrant de malnutrition ayant bénéficié d'un soutien nutritionnel spécial

OMD 5 Améliorer la santé maternelle

2,0	2,8	2,8	▲	millions de femmes vulnérables ayant bénéficié d'un soutien nutritionnel supplémentaire dans le cadre d'interventions portant sur la santé maternelle et infantile
-----	-----	-----	---	--

OMD 6 Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

20	17	15	▼	pays ayant reçu une aide du PAM sur les 25 pays où la prévalence du VIH/sida est la plus élevée
1,8	2,4	2,6	▲	millions de personnes touchées par le VIH et le sida ayant reçu une aide alimentaire du PAM
50	47	43	▼	pays ayant reçu une aide au titre d'activités de prévention de la tuberculose et du VIH/sida

OMD 7 Assurer un environnement durable

17,1	21,3	20,4	▲	millions de personnes ayant reçu une aide alimentaire du PAM pour les inciter à créer des avoirs, à suivre une formation, à renforcer leur capacité de résistance aux crises et à préserver leurs moyens de subsistance
------	------	------	---	---

OMD 8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement				
15	15	18	▲	partenaires de réserve
12	10	9	▼	missions d'évaluation conjointe de la production et des disponibilités alimentaires conduites avec la FAO
8	14	13	▲	missions d'évaluation conjointe conduites avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
84	150	115	▲	entreprises et entités privées ayant apporté un appui sous forme de dons en espèces et en nature (pour une valeur de 145 millions de dollars en 2009)
2 815	2 837	2 398	▼	organisations non gouvernementales ayant travaillé avec le PAM

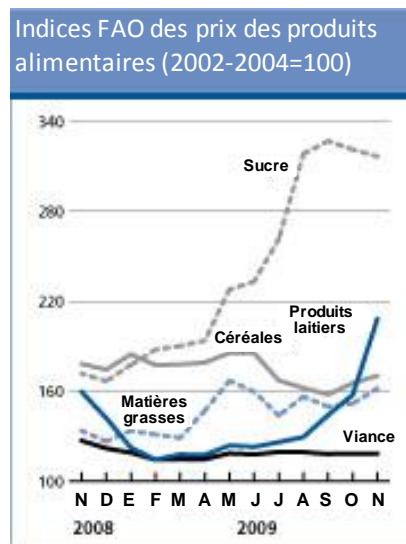


PARTIE I: CONTEXTE STRATÉGIQUE

La faim dans le monde gagne du terrain

1. Selon les estimations les plus récentes concernant la faim dans le monde, 1,02 milliard de personnes n'ont pas mangé à leur faim en 2009 – ce chiffre est le plus élevé jamais enregistré depuis 1970, année à partir de laquelle on dispose de statistiques comparables³.
2. À l'échelle mondiale, les livraisons d'aide alimentaire n'ont pas augmenté à la cadence de la faim dans le monde. En 2009, 5,7 millions de tonnes ont été livrées, ce qui représente le plus bas niveau depuis 1961 et un volume nettement inférieur à la moyenne annuelle de plus de 7 millions de tonnes enregistrée entre 2004 et 2006 (voir l'annexe V); les livraisons d'aide alimentaire se chiffraient à 6,5 millions de tonnes en 2008 et à 6,0 millions de tonnes en 2007. Les interventions de secours ont absorbé 76 pour cent du total des livraisons d'aide alimentaire de 2009, dont le PAM a fourni 67 pour cent.

3. La crise économique mondiale qui a suivi le pic des prix des produits alimentaires enregistré entre 2006 et 2008 a pesé lourd dans la forte progression de la faim dans le monde constatée en 2009. Sous l'effet de la contraction de la demande, les prix des aliments ont chuté au cours du premier semestre, mais l'indice des prix des produits alimentaires établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour un panier composé de céréales, d'oléagineux, de produits laitiers, de viande et de sucre n'a cessé d'augmenter au second semestre. En novembre, cet indice s'est établi à 168 points en moyenne, niveau le plus élevé depuis septembre 2008, bien qu'inférieur de 21 pour cent au chiffre record atteint en juin 2008. Avant l'envolée des prix enregistrée en 2007–2008, l'indice n'avait jamais franchi la barre des 120 points et s'était la plupart du temps situé au dessous du seuil de 100 points.



4. Cette progression de la faim dans le monde est déstabilisante, car la sous-alimentation n'est pas la conséquence de disponibilités de produits vivriers limitées. Les chiffres de la FAO font état d'une récolte céréalière abondante en 2009: manifestement, le monde peut produire suffisamment de nourriture pour couvrir les besoins de la consommation. Le problème n'est pas le manque d'aliments, mais le manque d'accès dans les situations d'urgence ou en raison de

³ FAO. 2009. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde: Crises économiques – répercussions et enseignements*. Rome.

conflits, de la pauvreté ou de faibles rendements agricoles dus à la dégradation de l'environnement.

5. La Stratégie internationale de prévention des catastrophes de l'Organisation des Nations Unies a recensé 245 catastrophes naturelles en 2009, dont 224 liées au climat, qui ont coûté la vie à 7 000 personnes⁴. Les catastrophes naturelles ont touché 58 millions de personnes et les dégâts causés se chiffrent à 19 milliards de dollars des États-Unis. Il est avéré que la surveillance du climat et les alertes précoces en cas d'accident météorologique, associées à la planification préalable des secours et des interventions en cas d'urgence, ont permis de sauver des vies.

L'impact de la crise économique sur les ménages

En 2009, le PAM a achevé un certain nombre d'études qui feront date; menées en Arménie, au Bangladesh, au Ghana, au Nicaragua et en Zambie, ces études avaient pour objet de déterminer l'impact de la crise économique mondiale sur l'économie et les ménages des pays en développement. Les personnes les plus touchées, qui ne sont pas nécessairement les plus pauvres, appartiennent à un nouveau groupe de population: main d'œuvre urbaine non qualifiée, familles qui vivent des envois de fonds et salariés des secteurs d'exportation qui ont été licenciés. Les pays et les canaux de transmission (envois de fonds, exportations et investissements étrangers directs) retenus pour ces études de cas ont été choisis de manière à pouvoir transposer les constatations à d'autres pays dont la situation est analogue.

Selon les études de suivi conduites au premier trimestre 2010, de nombreux ménages ressentent encore les répercussions de la crise, en dépit des premiers signes de reprise. Les principales constatations sont les suivantes:

- **Pertes d'emploi.** En 2009, tous les pays étudiés ont subi un recul des exportations qui s'est traduit par des licenciements. Au Bangladesh, la contraction des exportations de jute et de vêtements a entraîné la perte de 100 000 emplois, soit un chiffre très inférieur aux 300 000 licenciements redoutés en début d'année, les baisses de salaire et la réduction des horaires de travail ayant permis de limiter les dégâts. En Arménie, le grand nombre d'emplois perdus s'explique dans une large mesure par l'effondrement du secteur du bâtiment et du secteur manufacturier en Russie et en Europe, mais ceux qui ont pu conserver leur emploi ont gardé les mêmes salaires et les mêmes horaires de travail qu'au début de l'année 2009. Au Nicaragua, la diminution des exportations, en recul de 20 pour cent, a favorisé le licenciement de 20 000 personnes, en particulier dans l'agroalimentaire et le textile. Au Ghana, les pertes d'emploi ont été atténuées initialement par l'expansion du secteur du cacao, qui attire les travailleurs migrants en raison de la hausse de la rémunération des emplois non qualifiés, mais aussi grâce à la reprise amorcée dans le secteur du bois, après le ralentissement brutal consécutif à la crise financière mondiale. Les ménages exerçant une activité dans ces secteurs ont le sentiment que leurs revenus se sont effrités par rapport à l'année précédente en raison du fléchissement des cours de l'huile de palme, de la baisse de la production d'aliments de base, de la contraction des envois de fonds et de la hausse des prix de revient. En Zambie, le secteur des exportations de cuivre s'est redressé, mais aucune reprise n'est en vue pour le tourisme; la moitié des salariés licenciés ont été réembauchés en raison de la bonne santé des cours du cuivre et des perturbations de l'approvisionnement en cuivre chilien.
- **Recul de l'émigration et des envois de fonds.** C'est en Arménie, au Bangladesh et au Ghana que les reculs les plus significatifs des envois de fonds ont été observés. En Arménie, ces transferts, qui représentent une source importante de revenus pour un quart de la population, ont diminué d'un tiers depuis le début de l'année 2009. Au Bangladesh, leur fréquence a diminué de moitié, et les montants sont en baisse de 40 pour cent, ce qui se traduit par un recul de 60 pour cent de la part des envois de fonds dans les revenus des ménages. En revanche, l'émigration du Nicaragua vers les États-Unis d'Amérique et le Costa Rica s'est poursuivie à un rythme plus soutenu, les migrants cherchant à réduire leur endettement.

⁴ Chiffres du Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED) en Belgique publiés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

- **Endettement, baisse du pouvoir d'achat et mécanismes de survie.** Les pertes d'emplois et la diminution des envois de fonds ont mis le pouvoir d'achat et les budgets des ménages à rude épreuve. L'élément le plus marquant est le recours accru à l'emprunt et l'accélération de l'endettement, en particulier en Arménie, au Bangladesh, au Nicaragua et en Zambie, ce qui s'est traduit par un recul des dépenses de santé et d'éducation au sein des populations les plus vulnérables, spécialement en Arménie. Au Ghana, les petits exploitants du nord du pays, qui ne sont pas tous logés à la même enseigne en ce qui concerne la couverture par les services sociaux, doivent faire face à la baisse des prix des produits agricoles et à la diminution des envois de fonds de membres de la famille habitant d'autres régions du pays; en Zambie, dans la province méridionale, de nombreuses personnes qui vivent avec le VIH n'ont plus les moyens de se procurer l'alimentation à haute teneur en protéines qui conditionne l'efficacité de leur traitement. Au Bangladesh, en revanche, la fourniture de manuels scolaires gratuits aux élèves de l'enseignement primaire et secondaire a permis de réduire la part des dépenses d'éducation de 20 pour cent et d'augmenter la fréquentation de 10 pour cent par rapport à 2008. Dans tous les pays étudiés, les ménages continuent de recourir à des mécanismes de survie, de diversifier leurs sources de revenus moyennant une participation accrue des femmes, de retarder ou de réduire les dépenses de santé et d'éducation et de consommer des aliments moins onéreux et moins nutritifs.

Globalement, l'impact sur les ménages ruraux a été considérable en raison de la contraction subie par le secteur agricole tiré par les exportations sous l'effet de la récession mondiale, en particulier en Arménie, au Bangladesh et au Nicaragua. Dans les cinq pays étudiés, les gouvernements se sont employés à donner la priorité aux dépenses sociales et à mettre en place des mesures de protection sociale ou à améliorer les mesures existantes lorsque c'était nécessaire. Pour répondre à la crise économique mondiale, le PAM a poursuivi ou amplifié les interventions initialement prévues pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires. La plupart de ces interventions ont pour objet d'appuyer les programmes de protection sociale, l'attention étant plus particulièrement portée sur les transferts monétaire au Bangladesh, l'alimentation scolaire au Nicaragua et au Ghana, la nutrition au Ghana, les activités Vivres contre travail, Vivres pour la formation et Espèces contre travail en Arménie et au Ghana et les systèmes de bons d'alimentation électroniques en Zambie. Le PAM continue d'apporter son soutien aux pouvoirs publics en matière de renforcement des capacités, l'objectif étant de répondre plus efficacement à l'insécurité alimentaire et de maintenir et d'amplifier les programmes d'aide sociale.

Le rôle du PAM évolue

6. En 2009, le PAM a été confronté à divers défis majeurs puisqu'il a fallu:
 - Amplifier les initiatives engagées à l'appui du Plan stratégique (2008–2013);
 - Accroître les ressources plus importantes pour répondre aux besoins d'un plus grand nombre de personnes souffrant de la faim; et
 - revoir les dispositifs de sécurité pour améliorer la protection du personnel qui opère dans des régions peu sûres, afin de poursuivre l'appui que le PAM apporte aux populations vulnérables.

Nouvelles initiatives

7. Le Plan stratégique (2008–2013) marque une réorientation de l'action du PAM qui n'est plus centrée sur la fourniture d'une aide alimentaire pour privilégier l'apport de solutions au problème de la faim, lesquelles ne se limitent pas à l'aide alimentaire et à d'autres formes de transferts alimentaires directs. Le Plan stratégique modifiait la démarche du PAM en ce sens que l'outil qu'est l'aide alimentaire ne constituerait plus le point de départ dont on déterminerait le mode d'emploi pour servir des objectifs humanitaires et des objectifs de développement. Désormais, le PAM partirait du problème à résoudre – la faim – et définirait les outils les plus appropriés pour y faire face en fonction de chaque situation. En 2009, trois initiatives ont été lancées dans le droit fil de cette nouvelle approche:
 - améliorer les méthodes de lutte contre la malnutrition;
 - mettre en œuvre l'initiative Achats au service du progrès (P4P) afin d'améliorer les débouchés des petits paysans;

- utiliser les transferts monétaires et les bons d'alimentation pour répondre aux besoins alimentaires tout en soutenant les marchés.
8. Le PAM doit adapter ses règles et procédures pour créer les conditions du recentrage défini dans le Plan stratégique: en particulier, les procédures de mobilisation de ressources et de financement ne doivent plus lier les contributions et les dépenses au taux par tonne de produits alimentaires. À l'avenir, le PAM pourra souvent être conduit à axer ses interventions sur la fourniture de services techniques et de services de conseil qui ne peuvent être budgétisées sur la base du coût à la tonne.

Actions nutritionnelles et sécurité alimentaire

9. Une nouvelle approche plus performante visant à optimiser les bienfaits nutritionnels par des initiatives plus efficaces et mieux ciblées reposant sur l'alimentation a été élaborée au cours de l'année 2009 afin de traduire les incidences nutritionnelles du Plan stratégique dans les faits. À l'avenir, partant du constat que la faim et la dénutrition ont des répercussions importantes sur la santé, la croissance économique et la prospérité, les programmes d'assistance alimentaire du PAM feront en sorte que toutes les activités soutenues permettent d'obtenir un bénéfice nutritionnel. Ce principe implique d'accorder une plus grande attention à la prévention et au traitement de la dénutrition; il s'agit notamment de se préoccuper de la qualité nutritionnelle des rations du PAM plutôt que des seuls besoins énergétiques et de faire appel aux nouveaux produits enrichis en nutriments.
10. Les nouveaux produits enrichis en nutriments, tels que les suppléments alimentaires prêts à consommer ou les micronutriments en poudre, permettent au PAM de cibler les besoins nutritionnels de différents groupes de bénéficiaires de manière sûre et économique. Ils représentent une nouvelle possibilité de rompre le cercle vicieux de la faim qui se perpétue de génération en génération en axant les interventions de prévention sur les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants de moins de deux ans. Ces nouveaux produits alimentaires peuvent également s'avérer efficaces pour la récupération nutritionnelle des adultes, qui est un élément important des programmes de traitement antirétroviral et de lutte contre la tuberculose.
11. Compte tenu de ce qui précède, les évaluations des besoins doivent fournir des données sur l'état nutritionnel des personnes qui composent les ménages et des ménages dans leur ensemble, et préciser s'ils ont accès à des aliments de bonne qualité en quantité suffisante pour couvrir leurs besoins nutritionnels. Les nouvelles méthodes de collecte de données permettent notamment de prendre en compte des indicateurs anthropométriques utiles à la conception des interventions nutritionnelles. Les évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et les évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence devront désormais systématiquement comprendre une évaluation de l'accès des nourrissons et des jeunes enfants à des aliments adaptés à leur âge. Dans cette perspective, le PAM a commencé à expérimenter le module d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants mis au point par l'organisation mondiale de la santé (OMS) en 2009.

Achats au service du progrès

12. L'initiative Achats au service du progrès (P4P) est un programme quinquennal, lancé dans les derniers mois de l'année 2008, qui fait appel à de nouvelles modalités d'achat afin de contribuer à améliorer la situation économique des petits paysans en achetant des produits alimentaires locaux. Cela permet avec les mêmes dépenses de projet de venir en aide à deux groupes de populations distincts: les petits paysans, qui bénéficient de meilleurs débouchés, et les bénéficiaires du projet, qui consomment les aliments fournis par le PAM. Ce dernier alimente la demande en denrées que produisent les petits paysans, mais le programme P4P s'appuie aussi sur toute une série de partenaires: les pouvoirs publics, les institutions des Nations Unies, les organisations internationales, les organisations non-gouvernementales (ONG), les institutions de microfinance, les instituts de recherche et les acteurs du secteur privé fournissent les compétences techniques en matière de production agricole et de traitement après récolte; de surcroît, ils facilitent l'accès aux intrants agricoles et au crédit, assurent le renforcement des capacités, consolident les organisations paysannes et aident les préposés aux entrepôts.
13. L'un des principaux objectifs du programme P4P consiste à partager avec les partenaires des 21 pays pilotes les enseignements tirés en matière d'intégration aux marchés des paysans à faibles revenus, dont la plupart sont des femmes. Le PAM expérimente actuellement de nouvelles modalités d'achat telles que les contrats directs et les contrats à terme, la mise en concurrence d'organisations paysannes et de petits négociants pour la fourniture de quantités limitées de produits alimentaires, la mise en relation des petits paysans avec les structures de transformation et les acheteurs du secteur privé, l'achat de produits dans le cadre de systèmes de récépissés d'entrepôts et les échanges de produits alimentaires. Les achats au titre de l'initiative P4P dans les pays pilotes représentera environ 10 pour cent de la totalité des achats du PAM.
14. Au terme de la première année complète d'expérimentation, le PAM a pu tirer les enseignements exposés ci-dessous.
- Il reste difficile d'obtenir des contributions en espèces au moment opportun pour procéder aux achats d'aliments.
 - L'élargissement de l'accès au crédit pour financer les regroupements et les achats de récoltes renforcerait l'aptitude des organisations paysannes à commercialiser leur production. Les sommes prêtées aux petits paysans sont modiques, et les emprunts sont assortis de taux d'intérêt élevés. Le PAM compte sur ses partenaires pour faciliter l'accès au crédit.
 - L'un des principaux défis à relever consiste à améliorer la qualité des aliments que les organisations paysannes fournissent, de manière à satisfaire aux normes nationales et aux normes du PAM. À cet effet, il faut investir à toutes les étapes de la production: de l'amélioration des semences à la transformation et au traitement après récolte, en passant par la plantation.
 - Il est nécessaire pour les organisations paysannes d'améliorer leurs compétences de gestion commerciale et d'acquérir l'expérience en manutention pour livrer en temps voulu et sur de longues distances. Beaucoup d'entre elles ont besoin d'une aide pour améliorer la gestion, la planification des activités et la tenue des registres. L'amélioration des infrastructures de stockage et du matériel de traitement après-récolte permettra de réduire les fortes pertes.

- Il s'est avéré difficile de mettre en pratique les objectifs que le PAM s'est fixés en matière d'égalité entre les sexes, de manière à assurer la promotion des agricultrices dans les organisations ciblées et à faire en sorte que les femmes obtiennent une part plus importante des avantages économiques. Selon les estimations, les femmes représentent 70 pour cent des petits exploitants d'Afrique subsaharienne, mais seulement 20 pour cent des membres des organisations paysannes et 10 pour cent de leurs dirigeants.

Utilisation des transferts monétaires et des bons d'alimentation

15. Le recours aux bons d'alimentation et aux transferts monétaires est monté en puissance, puisque le PAM est passé de 9 activités pilotes en 2008 à 20 en 2009, ce qui reflète l'évolution vers la fourniture d'une assistance alimentaire plus souple. Les interventions en cours ciblent 2,5 millions de bénéficiaires. Les bons d'alimentation et les transferts monétaires ouvrent aussi de nouvelles possibilités d'aider les gouvernements à mettre en place et à développer les systèmes de filet de protection sociale, dans l'optique d'en transférer ultérieurement la responsabilité.
16. Au Bangladesh⁵, Le PAM a mis en place une activité Vivres contre travail afin de créer des possibilités d'emploi pour 62 000 travailleurs agricoles qui avaient été touchés par le cyclone Sidr en 2008. La plupart des participants ont perçu un salaire équivalant à 2,2 dollars par jour; ceux qui vivent dans des zones où les marchés sont peu développés recevant de la nourriture et de l'argent. Les ONG locales ont procédé à la sélection des participants, à la définition des activités, à la supervision de la mise en œuvre et à la distribution des salaires en appliquant les directives concernant les aides en espèces. On a pu constater une amélioration sensible de la consommation d'aliments parmi les participants: la proportion des ménages situés dans la catégorie "acceptable" a augmenté de 31 points de pourcentage par rapport à une saison normale. Toutefois, l'association espèces et nourriture s'est avérée plus efficace que l'aide en espèces seulement. Par ailleurs, les procédures de transfert monétaire en vigueur au PAM ont causé de graves difficultés: l'efficacité du programme s'est améliorée après que les causes des retards dans les transferts d'argent du PAM aux bénéficiaires par l'intermédiaire des ONG chargées de l'exécution aient été éliminées.
17. Au Burkina Faso⁶, le PAM a distribué 1,8 million de coupons d'alimentation en 2009. Il ressort de l'évaluation à moyen terme que l'aide du PAM a évité aux ménages du groupe cible de tomber dans le dénuement et leur a permis de retrouver une consommation alimentaire du même niveau qu'avant la crise des prix des aliments. Les bons d'alimentation donnaient aux bénéficiaires la possibilité de choisir quand et où recevoir une assistance et quel type et quelle quantité d'aliments acheter.

⁵ Opération d'urgence 107880: Aide d'urgence servant de filet de sécurité en faveur des groupes vulnérables touchés par la flambée des prix des produits alimentaires et les catastrophes naturelles au Bangladesh.

⁶ Opération d'urgence 107730: Réponse d'urgence à l'augmentation des prix des denrées alimentaires dans les grandes villes du Burkina Faso.

18. Au Malawi⁷, le PAM a expérimenté trois formes d'aide (espèces uniquement, nourriture uniquement, et espèces et nourriture) à l'appui de la construction d'avoires communautaires s'inscrivant dans le cadre de la prévention des catastrophes et de la planification préalable dans les districts vulnérables de Chikwawa et Machinga, où l'insécurité alimentaire s'explique principalement par des difficultés d'accès, plutôt que par l'absence de nourriture. Plusieurs problèmes imprévus se sont posés, découlant pour l'essentiel de ruptures des filières d'acheminement des espèces et des vivres; le manque d'indications concernant la nouvelle répartition des rôles entre les unités chargées des finances et des programmes du bureau de pays, du bureau régional et du siège a également gêné la mise en œuvre. En conséquence, il n'a pas été possible de procéder aux transferts prévus en temps voulu, ce qui a contraint certains bénéficiaires à se tourner vers des stratégies de survie non productives; les prêteurs et les négociants ont pratiqué des méthodes de tarification abusives qui ont bien souvent dévalorisé la valeur des transferts monétaires. De nombreux participants vivant en zone rurale manquaient d'expérience des opérations bancaires et de la gestion financière, ce qui n'a fait qu'aggraver ces difficultés. L'éducation et l'autonomisation des participants sont des éléments essentiels d'une gestion et d'une utilisation efficaces des transferts monétaires.
19. Dans le Territoire palestinien occupé⁸, Le PAM a lancé en Cisjordanie un programme de bons d'alimentation en zone urbaine pour contrer les répercussions du niveau élevé des prix des produits alimentaires sur les marchés mondiaux. Dans le cadre de cette activité, les bénéficiaires ont reçu des bons mensuels d'une valeur monétaire fixe qu'ils pouvaient échanger contre des aliments produits localement dans un certain nombre de magasins sélectionnés. Cette opération a permis de stimuler l'économie locale en relançant l'activité d'entreprises comme les boulangeries ou les laiteries. Les bénéficiaires ont fait savoir qu'ils préféraient de beaucoup le programme de bons d'alimentation parce qu'il leur donnait un plus large choix d'aliments traditionnels. Le PAM étudie aujourd'hui la possibilité de mettre en place un système de bons d'alimentation électronique afin de faciliter la tenue des comptes.
20. On trouvera dans les deuxième et troisième parties du présent rapport le détail des enseignements propres à un certain nombre de pays.

⁷ Intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 105860: Aide aux personnes exposées à l'insécurité alimentaire victimes des effets des catastrophes naturelles et du VIH/sida.

⁸ Opération d'urgence 107740: Réponse d'urgence à l'augmentation des prix des denrées alimentaires en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza.

Initiatives visant à répondre aux catastrophes météorologiques

La multiplication des accidents climatiques constitue une menace planétaire face à laquelle le Secrétaire général des Nations Unies a appelé à des initiatives concertées. En 2009, le PAM a intensifié sa collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le Comité permanent interorganisations, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) du PNUD, Africa Federation, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB), l'Union africaine (UA) et des sociétés privées telles que Nyala Insurance et SwissRe. Cette collaboration avait pour objet d'élaborer des initiatives et des projets pilotes innovants visant à renforcer les capacités des pouvoirs publics et des populations à faire face aux répercussions du changement climatique et des catastrophes naturelles; il s'est notamment agi de prolonger l'expérimentation d'un système d'assurance indexée sur les intempéries en Chine et en Éthiopie et de réaliser des études de faisabilité en Chine, en Éthiopie, au Kenya et au Mali. Afin de renforcer la complémentarité avec les organismes qui fournissent des données et des analyses sur le climat et les catastrophes météorologiques, le PAM a signé un Mémoire d'accord avec l'OMM, dont il a entériné le cadre mondial; un mémorandum d'accord analogue est en négociation avec le PNUE.

Répondre aux besoins des populations de plus en plus nombreuses qui souffrent de la faim

21. Dans le but de s'assurer les ressources lui permettant de venir en aide à ceux toujours plus nombreux qui souffrent de la faim dans le monde, le PAM a déployé en 2009 une stratégie de mobilisation de ressources reposant sur quatre éléments:
 - Continuer à renforcer l'appui apporté par les donateurs habituels, y compris en accédant aux nouveaux dispositifs de financement qu'ils offrent;
 - accroître la coopération avec les nouveaux donateurs;
 - développer le recours aux fonds thématiques et aux fonds fiduciaires multidonateurs; et
 - encourager les contributions des gouvernements hôtes et des États bénéficiaires.
22. Les partenariats avec le secteur privé ont été très vigoureux. Malgré le ralentissement tempéré par la conjoncture économique générale, les partenariats noués de longue date par le PAM sont restés stables; les principaux partenaires étaient décidés à renouveler les accords et le PAM a conclu un nouveau partenariat avec LG Electronics, première multinationale asiatique à appuyer le PAM sur la scène internationale.
23. En 2009, le total des contributions confirmées au PAM a atteint 4 milliards de dollars. Quelque 15 pays ont versé leur montant record et le PAM a reçu des financements provenant de nouvelles sources de donateurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ainsi que de fonds thématiques et de fonds fiduciaires multidonateurs, comme le Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale mis en place par la Banque mondiale. Il a passé des accords avec de nouveaux donateurs sur une base pluriannuelle.
24. Le niveau record du soutien des donateurs dans le climat économique de 2009 est un résultat appréciable ainsi qu'une solide marque de reconnaissance pour le travail du PAM et un témoignage de la confiance qu'inspire sa mission salvatrice. Néanmoins, les besoins continuent à augmenter plus rapidement que les financements.

25. Le PAM est venu en aide à 101,8 millions de bénéficiaires, ce qui représente une baisse par rapport au nombre record de 102,1 millions enregistré en 2008. Les gains de rentabilité économiques obtenus dans les opérations du PAM, notamment au moyen des achats locaux et régionaux ainsi que par le recours au préfinancement et aux achats anticipés afin d'obtenir les produits en temps voulu, ont encore renforcé la capacité du PAM à utiliser avec efficacité les fonds des donateurs.

Améliorer la sécurité du personnel

26. Il est déjà très difficile en soi de s'attaquer aux causes profondes de la faim au moyen des nouvelles approches, mais les attaques dont sont victimes le personnel du PAM et celui d'autres institutions des Nations Unies et organismes d'aide humanitaire rendent cette tâche encore plus ardue. Ce constat a pris toute sa force en octobre 2009, lorsque cinq membres du personnel du PAM ont été tués et quatre grièvement blessés dans un attentat suicide à la bombe perpétré contre le bureau du PAM à Islamabad. Les conducteurs des camions qui livrent l'aide alimentaire du PAM dans des régions où règne l'insécurité sont également vulnérables: cinq d'entre eux ont été tués en Afghanistan, dans le Territoire palestinien occupé et au Soudan. Au total, neuf membres du personnel et six contractuels ont perdu la vie en raison d'actes de violence en 2009. Pour le PAM, la sécurité du personnel est primordiale. Pourtant, en dépit des menaces, les agents du PAM sont nombreux à risquer leur vie chaque jour pour assurer que l'aide parvienne aux populations les plus vulnérables.
27. En tant qu'organisme d'aide humanitaire intervenant en première ligne et responsable de la vie de millions de victimes de guerres et de troubles civils, le PAM a adopté autant que faire se peut une culture de la sécurité du personnel reposant sur le principe du "comment rester" afin de faire en sorte de répondre aux besoins de ceux qui souffrent de la faim, où qu'ils vivent. La nécessité d'une gestion cohérente des risques liés à la sécurité et la définition de la notion de "risque acceptable" font partie intégrante de ce principe.
28. Jusqu'à l'attentat d'Islamabad, l'accent était mis sur la protection des locaux du PAM contre les attentats au véhicule piégé; cet attentat suicide a montré la nécessité de repenser les stratégies en matière de sécurité. Le PAM avait déjà adopté une démarche préventive face aux problèmes des attentats à la bombe: 30 bâtiments avaient fait l'objet d'une évaluation depuis novembre 2008, 9 projets ayant été achevés, et le choix des bâtiments abritant les bureaux de pays s'opérait en fonction de la capacité à résister à l'explosion d'une bombe; en 2009, dans les mois qui ont précédé l'attentat, le PAM a dépensé 300 000 dollars pour renforcer la sécurité grâce à l'installation de barrières de sécurité, au renforcement des murs et à la pose de revêtements anti-souffle. Ces aménagements ont contribué à limiter les pertes en vies humaines à Islamabad.

29. Le PAM a également recherché des solutions pour améliorer la sécurité des conducteurs de camions par le biais de la formation et grâce à des dispositifs tels que la localisation et le suivi par satellite afin de les protéger lors de leurs déplacements. Des fonctionnaires du PAM chargés de la sécurité ont participé aux négociations pour la libération des chauffeurs et la récupération des véhicules volés, et ils ont assumé la liaison avec les familles en cas d'enlèvement pour les tenir informées.

30. En dépit des menaces considérables qui pèsent sur la sécurité en Afghanistan et au Pakistan, la livraison mensuelle de vivres à 3 millions de bénéficiaires et le pré-positionnement de stocks de produits alimentaires ont été assurés grâce à la mise en place de 50 petits centres de transit et de deux corridors logistiques dans la Province de la Frontière du Nord-Ouest.

31. Compte tenu de sa vaste expérience des situations d'urgence, et en sa qualité de chef de file du module mondial des télécommunications d'urgence, le PAM est l'interlocuteur de référence pour les télécommunications de sécurité; à ce titre, sa mission consiste à conseiller le réseau de gestion de la sécurité en matière de politique, de mise en œuvre, de normes et de services. Le PAM a mené à bien un travail de grande ampleur concernant la planification préalable des télécommunications d'urgence, qui a permis de recenser dans 27 pays les carences des télécommunications interinstitutions au regard des Normes minimales de sécurité opérationnelle (Normes MOSS). L'objectif était double: aider la communauté d'action humanitaire à améliorer la coordination sur le terrain et à moderniser les installations de télécommunication d'urgence lorsque cela s'avère nécessaire, et renforcer la sécurité du personnel.

PARTIE II: BILAN DES RÉSULTATS PAR OBJECTIF STRATÉGIQUE

Aperçu général et méthodologie

32. La Partie II du Rapport annuel sur les résultats de 2009 rend compte des résultats globaux des opérations du PAM au regard de chacun des objectifs stratégiques énoncés dans le Plan stratégique du PAM (2008-2013). Ainsi que l'a demandé le Conseil, le PAM a commencé à mesurer les 29 indicateurs figurant dans le Cadre de résultats stratégiques, qui a été approuvé par le Conseil en février 2009. L'adaptation des projets à ce cadre, qui suppose de revoir les partenariats dans les pays ainsi que les systèmes de suivi qui permettent de recueillir et d'analyser les données nécessaires pour suivre les effets directs, est encore en cours.
33. En 2009, le PAM a entrepris d'ajuster les nouveaux projets et de réajuster les projets finissant après 2009 en fonction des indicateurs du Cadre de résultats stratégiques. Sur les 189 projets en cours d'exécution⁹ en 2009, 143 (76 pour cent) ont été ajustés; les 46 autres projets, qui arrivaient à terme en 2009, n'ont pas adopté les nouveaux indicateurs¹⁰. Les bilans des résultats qui font l'objet du présent rapport sont fondés sur les projets ajustés.
34. Lorsqu'ils ont ajusté leurs projets, les bureaux de pays ont fait un choix parmi les 29 indicateurs d'effet direct du Cadre de résultats stratégiques, en vue de suivre les résultats au regard des objectifs stratégiques¹¹. Des informations ont été reçues sur l'ensemble des indicateurs. Certains indicateurs étant nouveaux, et du fait de la capacité limitée de collecte et d'analyse des données, seuls sept indicateurs ont été mesurés en 2009 par plus de dix projets aux fins du présent rapport, comme indiqué dans le tableau ci-après. Ces sept indicateurs et les 193 séries de données comparables s'y rapportant, dont les résultats des enquêtes de référence et de suivi, forment donc la base sur laquelle se fonde le rapport sur l'évolution des effets directs du PAM. Les informations concernant les 22 autres indicateurs sont limitées à des descriptions et à des éléments anecdotiques isolés spécifiques à des projets.

⁹ 52 programmes de pays/projets de développement; 35 opérations d'urgence; 66 interventions prolongées de secours et de redressement et 36 opérations spéciales.

¹⁰ Les résultats communiqués par ces projets figurent dans l'Aperçu général des rapports sur les effets directs (se reporter à l'annexe III A pour les projets non-ajustés), mais ils n'ont pas été inclus dans la présente section.

¹¹ Les raisons de l'absence de rapports sont diverses. Certains projets n'ont démarré qu'à la fin de 2009; les indicateurs d'effets directs ne seront donc mesurés que plus tard. Dans d'autres cas, les organisations partenaires (ONG, homologues du gouvernement et partenaires de l'ONU) n'ont pas communiqué les données nécessaires. Enfin, les bureaux de pays ne disposaient pas toujours des moyens voulus pour recueillir les données.

Tableau 1: Évolution des effets directs au regard des indicateurs du PAM pour lesquels plus de dix projets ont transmis des séries de données comparables

Indicateur	Nombre effectif de projets ayant communiqué des informations sur l'indicateur	Nombre total de séries de données comparables	Évolution des résultats indiquant une amélioration ou une stabilisation (%)
Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans ¹²	19	19	47
Score de consommation alimentaire des ménages ¹³	54	31	88
Scolarisation: taux annuel moyen de variation des effectifs de garçons et de filles inscrits	16	13	84
Taux de fréquentation	46	70	77
Ratio filles/garçons	45	40	80
Prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes et les enfants ciblés	11	8	100
Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants ciblés de moins de 5 ans (en pourcentage du rapport poids/âge)	20	12	75

35. À partir des projets ajustés en fonction du cadre de résultats stratégiques, une série de projets a été sélectionnée pour mesurer l'évolution des tendances, rendre compte de l'expérience et tirer les enseignements de la collecte et de la mesure des indicateurs d'effets directs.

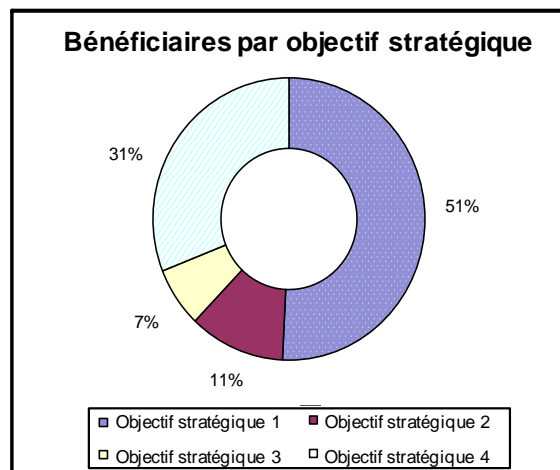
Produits par objectif stratégique

36. Les valeurs relatives aux bénéficiaires, aux distributions de produits alimentaires et aux dépenses directes se fondent sur les estimations des pourcentages annuels recueillies au niveau des bureaux de pays pour chaque objectif stratégique. Certains bureaux de pays, qui reconvertissent les projets pour les adapter aux objectifs stratégiques et au Cadre de résultats stratégiques, ont besoin d'un appui supplémentaire pour déterminer quels sont les objectifs et les buts qui s'appliquent et dans quels contextes. Après le réajustement et l'examen du cadre de financement, le PAM continuera d'affiner en 2010 la manière dont les opérations et les méthodes de collecte de données prennent en compte les objectifs stratégiques et les activités correspondantes.

¹² Selon une pratique courante, cet indicateur est fondé sur un échantillonnage aléatoire à l'intérieur de la zone géographique élargie desservie par le PAM, et il ne vise donc pas directement les enfants recevant une assistance du PAM.

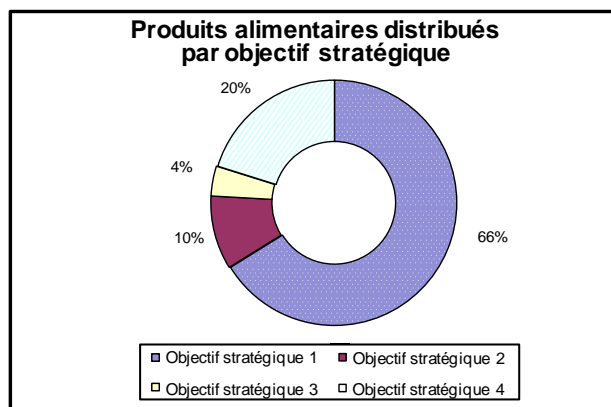
¹³ L'évolution des résultats reflète la consommation alimentaire des ménages, dont il est rendu compte en tant qu'indicateur au titre des Objectifs stratégiques 1, 2, 3 et 4, avec différentes valeurs cibles qui correspondent à différents degrés de gravité.

37. En 2009, les trois quarts des bénéficiaires du PAM ont reçu une assistance dans le cadre des 143 projets adaptés au Cadre de résultats stratégiques analysés aux fins du présent rapport. Sur ce total, la moitié a bénéficié de l'assistance de projets correspondant à l'Objectif stratégique 1, lequel affirme le rôle prédominant que doit jouer le PAM lorsqu'il s'agit de sauver des vies et de protéger les moyens de subsistance. Parmi les



bénéficiaires de projets correspondant à cet objectif, 86 pour cent ont reçu une assistance dans le cadre de distributions générales de vivres. Parmi les bénéficiaires restants, 31 pour cent ont reçu une assistance au titre de l'Objectif stratégique 4, 11 pour cent au titre de l'Objectif stratégique 2 et sept pour cent au titre de l'Objectif stratégique 3. La proportion élevée de bénéficiaires attribués à certains objectifs stratégiques – l'Objectif stratégique 4 par exemple – s'explique par les types d'interventions mises en œuvre, qui atteignent un grand nombre de bénéficiaires mais ne couvrent qu'une partie de leurs besoins alimentaires.

38. Les projets analysés ont absorbé 87 pour cent des produits alimentaires du PAM distribués en 2009; 66 pour cent des produits alimentaires ont été affectés à des activités correspondant à l'Objectif stratégique 1, principalement des distributions générales de vivres. La proportion élevée de produits distribués au

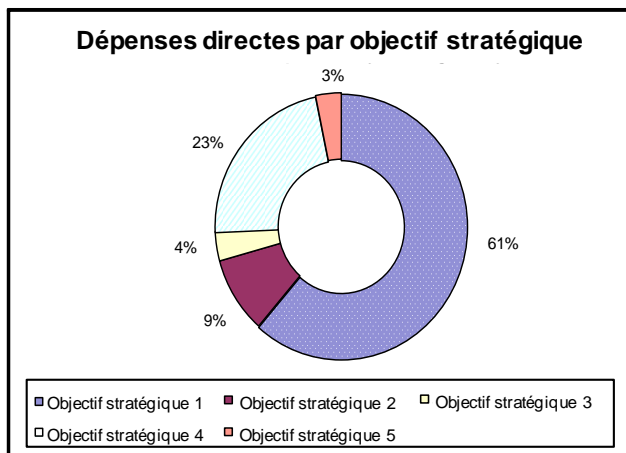


titre de l'Objectif stratégique 1 est la conséquence des types d'interventions mises en œuvre au titre des programmes de secours et des premières phases du redressement: dans ces circonstances, le PAM couvre généralement presque tous les besoins alimentaires des bénéficiaires, ce qui se traduit par des quantités de produits alimentaires plus importantes, tandis que dans d'autres types d'interventions, l'assistance du PAM a normalement pour objet de couvrir une partie seulement de ces besoins.

39. L'Objectif stratégique 1 représente la plus grande part des dépenses directes. L'évolution favorable des dépenses directes au titre de l'Objectif stratégique 1 par rapport aux quantités distribuées s'explique par le coût moins élevé des produits alimentaires utilisés pour les secours: par exemple, habituellement,

l'assortiment alimentaire

prévu pour les opérations secours se compose en grande partie de céréales en vrac; en revanche, les dépenses directes au titre de l'Objectif stratégique 4 correspondent à des produits alimentaires plus coûteux comme les aliments composés distribués dans le cadre des interventions à vocation nutritionnelle.



40. Pour la première fois, le présent rapport annuel sur les résultats rend compte des dépenses directes des activités mises en œuvre au titre de l'Objectif stratégique 5. En 2009, ces activités, liées principalement au renforcement des capacités, ont représenté trois pour cent des dépenses directes des projets.

Effets directs par objectif stratégique

Objectif stratégique 1 – Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans des situations de crise

Tableau 2: Objectif stratégique 1 – Buts et indicateurs

Buts	
1.	Sauver des vies dans les situations d'urgence et ramener la malnutrition aiguë causée par un choc en deçà du seuil critique
2.	Protéger les moyens de subsistance et renforcer l'autosuffisance dans les situations d'urgence et les premières phases de redressement
3.	Porter secours aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux autres groupes et communautés vulnérables dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été compromise par un choc
Indicateurs	
1.1.1	Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans
1.1.2	Prévalence du faible périmètre brachial
1.2.1	Taux brut de mortalité
1.2.2	Taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans
1.3.1	Score de consommation alimentaire des ménages

Vue d'ensemble des résultats

41. Les interventions du PAM au titre de l'Objectif stratégique 1 se déroulent dans des contextes en constante mutation, dans lesquels des facteurs indépendants de la volonté du PAM, tels que des conflits ou l'impact persistant de chocs, peuvent faire obstacle aux progrès et prolonger les souffrances des bénéficiaires. Ces interventions devraient donc être considérées comme des initiatives permettant aux populations de pourvoir à leurs besoins nutritionnels avec dignité et préservant leur capacité à assurer leur sécurité alimentaire.
42. Sur les séries de données comparables relatives à l'Objectif stratégique 1, seuls deux indicateurs ont été mesurés dans plus de dix projets: "prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans" et "score de consommation alimentaire des ménages".

Effets directs – Résultats

Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (en pourcentage du rapport poids/taille)

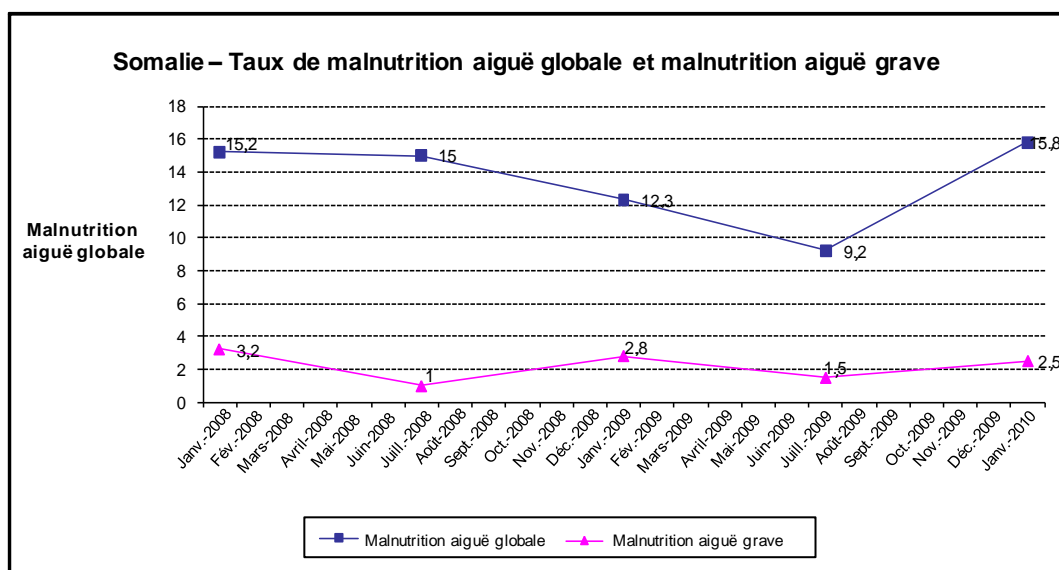
43. La malnutrition aiguë se manifeste par un retard de croissance due à une perte de poids rapide ou à l'impossibilité de prendre du poids. La malnutrition aiguë globale englobe les enfants souffrant de malnutrition moyenne ou grave ainsi que ceux qui souffrent d'œdème, c'est-à-dire d'une accumulation excessive de fluide extracellulaire. Il est généralement admis qu'une prévalence de 10 pour cent de la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, sans facteurs aggravants, est le niveau de référence au-delà duquel la situation nutritionnelle est jugée grave. Une prévalence de la malnutrition aiguë globale égale ou supérieure à 10 pour cent accompagnée de facteurs aggravants, tels que des taux de mortalité élevés, qu'il

s'agisse des taux bruts et/ou des taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, ou bien une prévalence égale ou supérieure à 15 pour cent indiquent que le seuil critique est dépassé. Dans les pays ou les situations où les taux de malnutrition aiguë sont supérieurs à 15 pour cent pendant toute l'année, une diminution annuelle de 10 pour cent est une valeur cible acceptable.

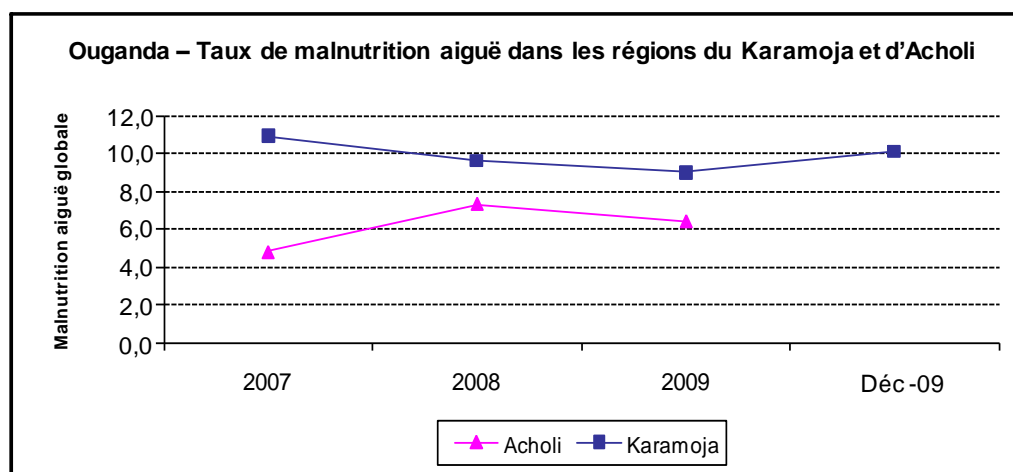
44. Pour faire face au problème de la malnutrition aiguë, il faut normalement associer une assistance alimentaire comportant des aliments composés ou des suppléments à base de lipides à des activités de formation et de mobilisation des communautés dans les domaines de la santé, de l'eau et de l'assainissement. Le PAM travaille habituellement en partenariat avec les ministères de la santé, avec les fonctionnaires du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR) et de l'OMS qui font partie des équipes de pays des Nations Unies et avec des ONG, dans le cadre d'une approche globale visant à combattre la malnutrition aiguë.
45. Sur les 19 séries de données mesurant l'évolution de cet indicateur, 47 pour cent seulement ont indiqué une amélioration en 2009, contre 62 pour cent en 2008. Sur les 15 projets qui avaient fixé des valeurs cibles pour cet indicateur, seuls 7 projets les ont atteintes.
46. Au Burundi¹⁴, en 2009, l'assistance du PAM s'est concentrée sur les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans qui vivent dans les régions septentrionales, où les taux de malnutrition sont les plus préoccupants. Même si les taux d'admission dans les centres de nutrition ont augmenté dans l'ensemble du pays en 2009, les taux de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans sont tombés de 8,4 pour cent en août 2008 à 6,9 pour cent en décembre 2009 dans les zones ayant bénéficié de l'assistance du PAM.
47. En Somalie¹⁵, une baisse constante des taux de malnutrition parmi les personnes déplacées a été enregistrée dans la région de Shabelle, grâce en partie à des distributions générales ininterrompues de produits alimentaires. En juillet 2009, à la suite d'une réduction des ressources destinées aux opérations en Somalie, le PAM a revu sa stratégie de ciblage et d'affectation des ressources afin de préserver la sécurité alimentaire des ménages. La réduction des rations pourrait avoir entraîné une augmentation des taux de malnutrition en janvier 2010.

¹⁴ IPSR 105281: Appui à la stabilisation et au redressement: protéger et créer des moyens d'existence et améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables.

¹⁵ Opération d'urgence 108120: Assistance alimentaire au titre des secours d'urgence et de la protection des moyens de subsistance.



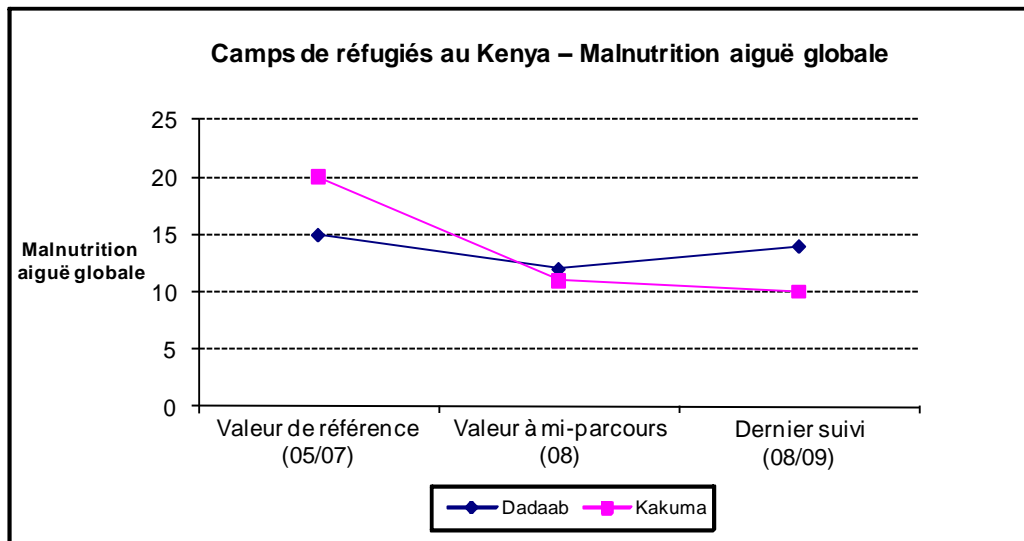
48. En Ouganda¹⁶, la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans les régions du Karamoja et d'Acholi a régressé depuis 2007, en partie grâce aux interventions du PAM et de ses partenaires dans les domaines de la nutrition et de la sécurité alimentaire. La sécheresse qui a sévi d'avril à novembre 2009, conjuguée à une insécurité permanente due aux vols de bétail, a entraîné une détérioration de la situation nutritionnelle dans le Karamoja.



49. Depuis 2007, les taux de malnutrition ont chuté dans le camp de réfugiés de Kakuma au Kenya¹⁷, en raison de l'amélioration des mesures d'assistance préventives et curatives et du maintien des rations alimentaires distribuées par le PAM. En revanche, en 2009, à la suite d'un afflux important de réfugiés somaliens dont l'état nutritionnel était souvent précaire, les taux de malnutrition ont augmenté dans le camp de réfugiés de Dadaab.

¹⁶ IPSR 101213: Activités prolongées de secours en faveur des personnes déplacées et des réfugiés; Opération spéciale 108111: Assistance d'urgence aux communautés victimes de la sécheresse de 2008 dans la région du Karamoja, dans le nord-est de l'Ouganda

¹⁷ IPSR 102583: Aide alimentaire en faveur des réfugiés somaliens et soudanais.



Prévalence du faible périmètre brachial

50. Chez les enfants, la mesure du périmètre brachial en un point médian entre le haut de l'épaule et l'extrémité du coude est une méthode d'évaluation de la malnutrition aiguë et un indicateur prévisionnel fiable de la mortalité. En 2009, le PAM a commencé à utiliser cette méthode à titre expérimental pour évaluer l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans. Quatre projets ont mesuré l'évolution de cet indicateur.

Tirer des enseignements de la mise en œuvre: le périmètre brachial

En Somalie¹⁸, où la prévention de la mortalité est le principal objectif du PAM, les taux de mortalité ont été évalués au moyen d'enquêtes nutritionnelles transversales. Il s'agit toutefois d'indicateurs secondaires dont la fiabilité peut être compromise par les facteurs ci-après: i) l'échantillon et l'enquête ne sont pas conçus pour calculer la mortalité, mais pour évaluer la prévalence de la malnutrition aiguë; et ii) la méthode – des entretiens suivis d'une visite de rappel au bout de 90 jours – s'est avérée peu fiable. En conséquence, d'importantes variations des taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans ont été enregistrées sur différentes périodes et il a été difficile de déterminer quels facteurs ont pesé sur les taux de mortalité, tels que les conflits, les déplacements, les maladies et la malnutrition, ou d'évaluer l'impact des différentes interventions, telles que les distributions de produits alimentaires, l'accès aux soins de santé, la vaccination, l'eau, et les programmes d'assainissement et d'hygiène.

En 2009, le PAM a commencé à avoir recours à la mesure du périmètre brachial, qui donne une meilleure indication du risque de mortalité que le rapport poids/taille. Les partenaires intervenant en Somalie dans le domaine de la nutrition utilisent aussi cette mesure comme critère d'admission dans les programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique. Cependant, le groupe sectoriel sur la nutrition en Somalie a décidé que, par souci de conformité avec les normes internationales, le périmètre brachial ne serait pas l'indicateur officiel de mesure des taux de malnutrition nationaux. La relation entre la prévalence calculée d'après le périmètre brachial et celle établie en fonction du rapport poids/taille n'est pas claire, en particulier depuis le passage aux nouvelles normes de l'OMS en matière de croissance.

¹⁸ Opération d'urgence 108120: Assistance alimentaire au titre des secours d'urgence et de la protection des moyens de subsistance.

Au Pakistan¹⁹, l'utilisation du critère de mesure du périmètre brachial a permis d'améliorer le ciblage de l'assistance en faveur des enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes souffrant de malnutrition et d'évaluer l'impact de l'intervention. Les données sur les questions relatives à la nutrition sont rares au Pakistan et il aurait fallu beaucoup de temps pour mener une enquête anthropométrique complète. La mesure du périmètre brachial s'est avérée être relativement simple à effectuer et elle a nécessité peu de matériel spécial ou de connaissances spécialisées; les agents de santé n'ont eu besoin que d'une courte formation. Un dépistage initial a permis de recueillir des données de référence en vue de futures analyses comparatives, mais il n'a pas été possible d'effectuer des études de suivi en 2009 pour des raisons de sécurité.

Taux brut de mortalité et taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans

51. Le taux brut de mortalité est le rapport entre le nombre de décès survenus pendant une période donnée et l'effectif total de la population au milieu de cette période. Dans les situations d'extrême urgence, le taux brut de mortalité est souvent exprimé en nombre de décès pour 10 000 personnes par jour. Le PAM accepte que les valeurs cibles soient spécifiques à chaque projet, bien que la communauté internationale considère comme grave toute situation où le nombre de décès par jour pour 10 000 personnes est supérieur à un; un taux de deux décès par jour pour 10 000 personnes correspond à une "situation de crise impossible à maîtriser".

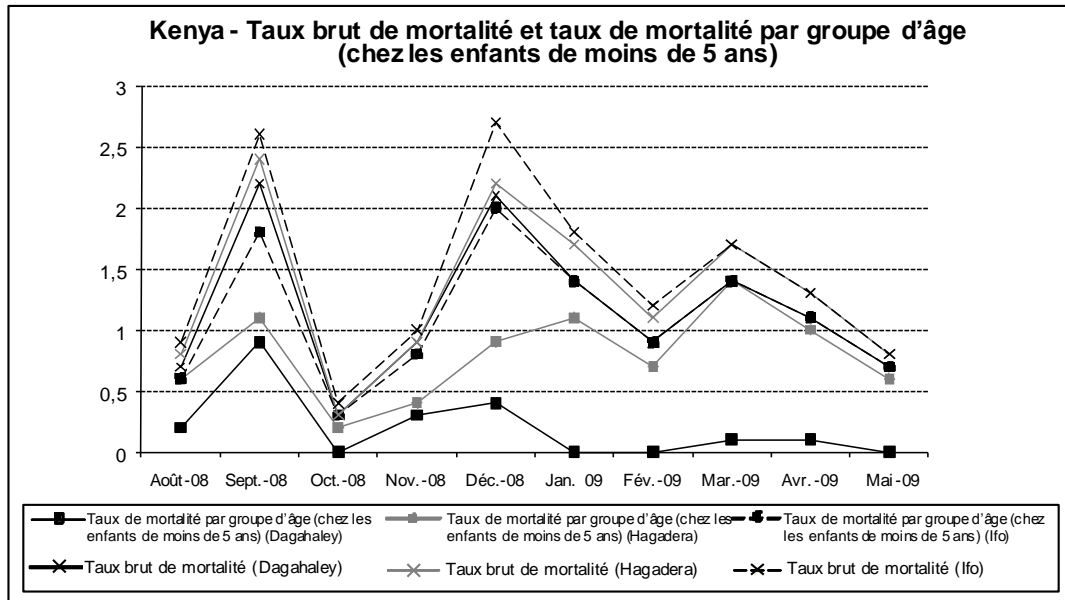
52. Le taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans est le rapport entre le nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans survenus pendant une période donnée et le nombre d'enfants de cette tranche d'âge. Dans les situations d'extrême urgence, il est souvent exprimé en nombre de décès pour 10 000 enfants de moins de 5 ans par jour. Les valeurs cibles sont spécifiques à chaque projet, mais un taux de deux décès pour 10 000 enfants de moins de cinq ans par jour correspond à une situation grave et un taux de quatre décès à une "situation impossible à maîtriser".

53. En 2009, trois projets ont mesuré l'évolution des taux brut de mortalité ou des taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans. Parmi ceux-ci, l'IPSR menée au Kenya²⁰, où les taux bruts de mortalité étaient particulièrement élevés en 2006 dans la région de Samburu, dans la zone pastorale orientale, en raison des situations de stress sévère dues à la sécheresse. Grâce à l'aide alimentaire, ces taux sont tombés à moins de un décès pour 10 000 par jour, à l'exception de la région de Tana River et de la zone pastorale septentrionale. Le taux brut de mortalité était également élevé dans les régions de Mandera et de Wajir au début de 2009. Le manque d'accès à l'eau salubre, conjuguée à l'insuffisance des soins prodigués aux enfants, aux mauvaises pratiques alimentaires et à l'accès limité aux soins de santé, sont autant de facteurs qui ont contribué à l'augmentation du taux brut de mortalité. Ces questions sont actuellement traitées par d'autres partenaires. Dans les trois zones que comprend le camp de réfugiés de Dadaab – Dagahaley, Ifo et Hagadera – les taux bruts de

¹⁹ Opération d'urgence 108280: Assistance alimentaire en faveur des personnes déplacées et des populations touchées par le conflit dans la Province de la frontière du Nord-Ouest et les zones tribales sous administration fédérale au Pakistan.

²⁰ IPSR 106660: Protection et reconstitution des moyens de subsistance dans les zones arides et semi-arides du Kenya.

mortalité sont restés dans des limites acceptables d'août 2008 à juillet 2009. Les principales causes de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans sont les infections respiratoires, la diarrhée et le paludisme.



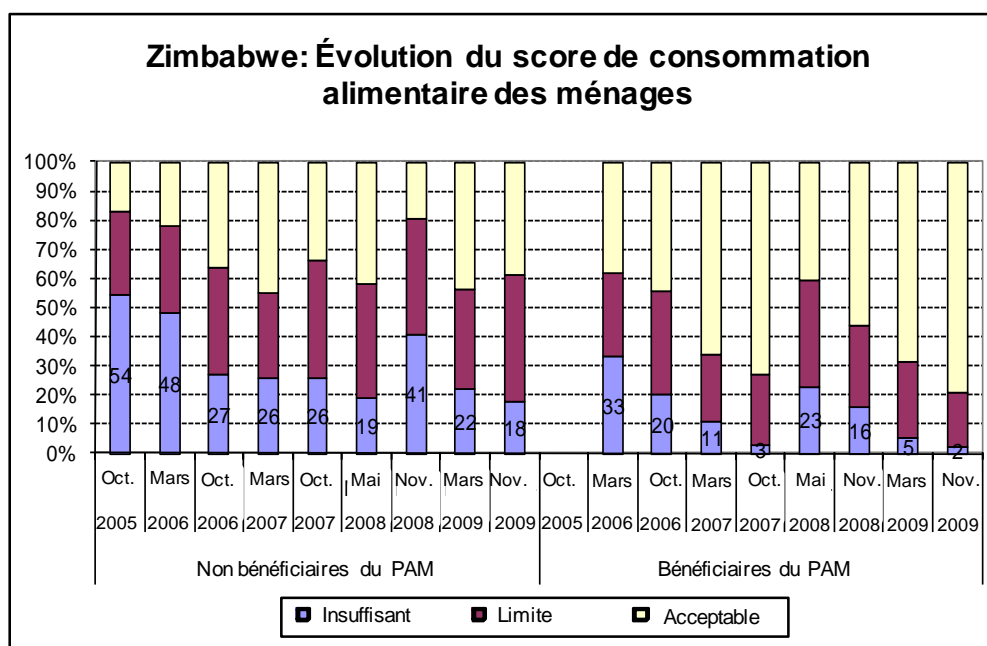
Score de consommation alimentaire des ménages

54. Le score de consommation alimentaire des ménages indique la fréquence avec laquelle les différents groupes alimentaires sont consommés sur sept jours. Plus le score est élevé, meilleure est la consommation alimentaire; un faible score indique une consommation alimentaire insuffisante sur le plan de la quantité, (apport calorique), et de la qualité (apport nutritif). Il existe trois catégories de consommation alimentaire: i) consommation alimentaire insuffisante; ii) consommation alimentaire limite; et iii) consommation alimentaire acceptable. Sur les 32 projets qui ont rendu compte de cet indicateur en 2009 au titre de l'Objectif stratégique 1, 14 ont transmis des données comparables, parmi lesquelles 12 ont indiqué des améliorations: l'un de ces projets était l'IPSR menée en Afghanistan²¹, d'où il ressort que la plupart des ménages classés dans la catégorie "consommation insuffisante" sont passés dans la catégorie "limite", tandis que la plupart des ménages de la catégorie "limite" passaient dans la catégorie "acceptable".

²¹ IPSR 104270: Activités de secours et de redressement consécutives à un conflit en République islamique d'Afghanistan.

Tableau 3: Score de consommation alimentaire des ménages en Afghanistan		
Indicateur	Enquête de référence (décembre 2007)	Enquête de suivi (décembre 2009)
% de ménages ayant une consommation insuffisante	65,2	2,5
% de ménages ayant une consommation limite	34,2	63,2
% de ménages ayant une consommation acceptable	0,6	34,3

55. Au Zimbabwe²², cette méthode a confirmé que l'intervention du PAM permettait d'améliorer la consommation alimentaire des ménages. Comme indiqué ci-dessous, la catégorie "acceptable" comptait une proportion plus élevée de bénéficiaires du PAM que de non bénéficiaires pour chaque période d'échantillonnage, et une proportion largement inférieure de bénéficiaires du PAM appartenait à la catégorie "insuffisante". Le pourcentage de bénéficiaires du PAM classés dans la catégorie "insuffisante" a reculé entre 2006 et 2009; s'agissant des non bénéficiaires, ce pourcentage a varié et est resté le plus souvent supérieur à 20 pour cent des personnes interrogées.



²² IPSR 105950: Intervention prolongée de secours en faveur des groupes vulnérables.

Tirer des enseignements de la mise en œuvre: le score de consommation alimentaire des ménages

En Afghanistan²³, le score de consommation alimentaire des ménages s'est avéré utile pour prendre la mesure des effets immédiats des distributions générales de vivres. Les données ont été aisément recueillies par les partenaires d'exécution et les agents chargés du suivi, même s'il a été nécessaire d'apporter quelques modifications mineures aux formulaires et d'apporter des compléments de formation. Le score de consommation alimentaire des ménages a été adopté par le gouvernement comme indicateur normalisé pour l'enquête nationale d'évaluation des risques et de la vulnérabilité, effectuée au niveau national et statistiquement représentative au niveau provincial. Cette méthode a permis de calculer le score de consommation alimentaire des ménages pour les populations exposées à l'insécurité alimentaire et pour la population en général, utilisée comme groupe de contrôle.

En Afrique australe, le score de consommation alimentaire des ménages est l'un des principaux indicateurs permettant d'évaluer la sécurité alimentaire; il est utilisé dans le cadre du système de surveillance des communautés et des ménages du PAM²⁴, et plus particulièrement du suivi après distribution, lequel a lieu deux fois par an pendant la période de soudure et la saison des récoltes. Grâce à l'utilisation généralisée du score de consommation alimentaire des ménages, il a été possible d'établir des comparaisons entre les pays d'Afrique australe. Ce score a été adopté car il est facile à utiliser, permet de recueillir des informations simples et ne requiert aucune compétence technique de la part des enquêteurs ni des personnes interrogées. Mesurer les quantités consommées ou déterminer si les besoins nutritionnels sont satisfaits reste toutefois une tâche délicate. Il a parfois été difficile d'effectuer l'analyse quantitative nécessaire pour établir la valeur de l'indicateur.

Initiatives à l'appui de l'Objectif stratégique 1

56. En 2009, dans le cadre de son projet sur la protection, le PAM a dispensé une formation à son personnel, à ses partenaires et à ses homologues gouvernementaux en vue d'accroître leur capacité d'intervention en cas de situation d'urgence. Cette formation couvrait des aspects tels que le droit international, les principes humanitaires, l'analyse du contexte, la prévention de l'exploitation et de la violence sexuelles, le principe consistant à "ne pas nuire" et les négociations humanitaires.
57. En 2008, des vols de produits alimentaires, des bousculades et des agressions contre des bénéficiaires ont été signalés sur les sites de distribution de produits alimentaires du PAM de la région du Karamoja, dans le nord-est de l'Ouganda²⁵. Afin d'améliorer la sécurité des distributions alimentaires, le bureau de pays a analysé les risques que celles-ci faisaient courir aux bénéficiaires et aux communautés et il a mis en place en 2009 de nouvelles mesures, à savoir:
- recrutement d'ONG internationales indépendantes comme partenaires d'exécution;

²³ IPSR 104270: Activités de secours et de redressement consécutives à un conflit en République islamique d'Afghanistan.

²⁴ La surveillance des communautés et des ménages est une initiative régionale en cours depuis 2003, qui couvre le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe. Le principal objectif du PAM est d'utiliser ce système de surveillance pour mesurer les effets directs de ses interventions d'aide alimentaire, en étudiant les effets à court et à moyen terme sur les ménages bénéficiaires du PAM et sur les ménages non bénéficiaires, ainsi que l'évolution des moyens d'existence et de la sécurité alimentaire. La surveillance des communautés et des ménages est intéressante en tant qu'outil de gestion, et elle s'est avérée utile au PAM pour ses décisions opérationnelles au sujet des interventions d'aide alimentaire.

²⁵ Opération d'urgence 108111: Assistance d'urgence aux communautés victimes de la sécheresse de 2008 dans la région du Karamoja, dans le nord-est de l'Ouganda.

- enregistrement et vérification à l'échelle régionale;
- actions de sensibilisation sur les sites de distribution;
- participation plus marquée des dirigeants locaux aux distributions de vivres;
- exclusion de l'armée et de la police des distributions de vivres; et
- formation aux mesures de protection à l'intention du personnel employé par le PAM et par ses partenaires.

Grâce à ces mesures, les distributions de produits alimentaires au Karamoja sont désormais plus sûres, plus équitables, plus transparentes et mieux organisées. La défiance à l'égard des communautés et des dirigeants locaux a diminué, et ils font en sorte que la distribution de produits alimentaires ne vienne pas attiser les troubles sociaux dans la région du Karamoja.

Produits – Résultats

Tableau 4: Objectif stratégique 1 – Indicateurs de résultat (produits)						
Nombre de bénéficiaires (en milliers)						
Femmes	Filles	Hommes	Garçons	Total		
10 444	13 241	8 646	12 819	45 150		
Bénéficiaires, quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par principales activités						
Types d'activités	Bénéficiaires (en milliers)	% de bénéficiaires	Produits alimentaires distribués (en milliers de tonnes)	% de produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (en millions de dollars)	% des dépenses directes
Transferts monétaires et bons d'alimentation	429	1,0	-	-	15	0,8
Alimentation scolaire d'urgence	2 613	5,8	59	2,2	37	1,9
Distribution générale de vivres	38 924	86,2	2 451	92,7	1 701	89,1
Apport complémentaire de micronutriments	1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Alimentation complémentaire	3 183	7,0	132	5,0	97	5,6
Opérations spéciales					49	2,6
TOTAL	45 150	100,0	2 644	100,0	1 908	100,0

Objectif stratégique 2 - Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets

Tableau 5: Objectif stratégique 2 – Établissement de rapports et résultats

Buts

1. Appuyer et renforcer les capacités des gouvernements de se préparer aux situations de faim aiguë provoquées par des catastrophes, de les évaluer et de réagir en conséquence
2. Protéger et renforcer la résistance aux chocs des communautés, notamment l'adaptation aux changements climatiques, grâce à des programmes de protection sociale ou de création d'avoirs

Indicateurs

- 2.1.1 Indice de préparation aux catastrophes
- 2.2.1 Score de consommation alimentaire des ménages
- 2.3.1 Score des ménages relatif aux avoirs
- 2.3.2 Score des communautés relatif aux avoirs

Vue d'ensemble des résultats

58. En 2009, 35 projets ajustés ont rendu compte d'activités au titre de l'Objectif stratégique 2²⁶, parmi lesquels 18 (51 pour cent) ont transmis des données sur les indicateurs du PAM relatifs aux effets directs. Un indicateur "score de consommation alimentaire des ménages" a été mesuré dans plus de 10 projets.

Effets directs – Résultats

Indice de préparation aux catastrophes

59. L'indice de préparation aux catastrophes permet d'évaluer dans quelle mesure un gouvernement, avec l'appui du PAM, a la volonté et les capacités d'établir des plans d'urgence et de les mettre à jour régulièrement, aux échelons national et infranational, et s'il dispose de systèmes de suivi de la sécurité alimentaire et d'alerte rapide. S'agissant de la prise en charge par le gouvernement, il met l'accent sur la pérennité plutôt que sur la qualité. L'indice compte quatre catégories: extrêmement faible (0-1); faible (2-4); moyen (5-7); et élevé (8-9). Un projet a rendu compte de ce nouvel indicateur en 2009.
60. En consultation avec le Comité national de préparation aux catastrophes formé d'institutions publiques, d'organismes des Nations Unies, d'organisations humanitaires, d'ONG et de donateurs, l'Afghanistan²⁷ a calculé en 2009 son indice de préparation aux catastrophes. En raison des graves problèmes de sécurité et, partant, de l'absence de plusieurs parties prenantes au moment de la collecte des données, il n'a pas été possible de tenir une réunion consultative; des échanges de vues individuels ont eu lieu pour expliquer l'objet et la nature de cet indice, à la suite de quoi les personnes interrogées ont été invitées à remplir un questionnaire

²⁶ Les activités de deux autres projets n'avaient pas débuté en raison d'un manque de fonds, auquel s'étaient ajoutées la capacité limitée des partenaires coopérants ou des difficultés sur le plan de la sécurité.

²⁷ IPSR 104270: Activités de secours et de redressement consécutives à un conflit en République islamique d'Afghanistan

et à attribuer des points à chacune des questions. Le formulaire comprenait des sections intitulées "il y a un an" et "cette année", ce qui a permis d'obtenir à la fois des données de référence et des données de suivi. D'après les résultats, l'Afghanistan se place dans la catégorie "moyen" et son indice, qui est passé de 5,2 en 2008 à 5,7 à la fin de 2009, s'est amélioré.

Score de consommation alimentaire des ménages

61. En 2009, 12 projets ont rendu compte de cet indicateur – qui est défini dans le cadre de l'Objectif stratégique 1 – au titre de l'Objectif stratégique 2. En Afghanistan²⁸, d'après cet indicateur, le programme de bons d'alimentation a contribué à améliorer la consommation alimentaire des ménages, comme en témoigne le nombre important des ménages de la catégorie "insuffisant" qui sont passés dans la catégorie "limite". La proportion des ménages dans la catégorie "acceptable" a également progressé.

Indicateur	Enquête de référence (décembre 2007)	Enquête de suivi (décembre 2009)
% de ménages ayant une consommation insuffisantes	40,8	8,1
% de ménages ayant une consommation limite	55,9	60,7
% de ménages ayant une consommation acceptable	3,3	31,1

Score des ménages relatif aux avoirs

62. Le score des ménages relatif aux avoirs mesure l'augmentation des avoirs utiles qui permettent aux ménages de mieux résister aux chocs. Ces "avoirs axés sur la capacité de résistance" appartiennent au ménage ou bien sont partagés avec d'autres ménages, tels que les voisins. On peut citer pour exemple les parcelles boisées privées, les fourneaux économes en combustible, les arbres fruitiers, le matériel d'apiculture, les outils agricoles et les installations de stockage des semences améliorées. En définissant la proportion de ménages pauvres ou riches en ressources, on peut se faire une idée assez précise de leur capacité de faire face à n'importe quel choc; les ménages dont le score relatif aux avoirs est le plus élevé sont mieux préparés en cas de choc ou d'épisode d'insécurité alimentaire. Un seul projet, mené au Kenya, a effectué une enquête de référence en 2009 pour mesurer cet indicateur, ce qui lui permettra d'évaluer l'évolution future.

²⁸ Ibid.

Tirer des enseignements de la mise en œuvre: le score des ménages relatif aux avoirs

L'utilisation au Malawi²⁹, en 2009, du score des ménages relatif aux avoirs a montré que, si l'on veut obtenir un échantillon statistiquement significatif, les données concernant cet indicateur doivent être recueillies au moyen d'une enquête de grande envergure. S'agissant d'un petit projet, cette activité pourrait absorber 10 pour cent des fonds disponibles pour la distribution et le suivi. La répartition des avoirs en productifs et non productifs varie énormément de pays à pays: au Malawi par exemple, une bicyclette peut être un avoir productif, car les vélos-taxis sont une source de revenus courante et les ménages pourraient y avoir recours en cas de pénurie alimentaire. Il faut examiner si les bicyclettes peuvent être considérées comme un avoir productif.

Au Kenya³⁰, une enquête de référence fondée sur le score des ménages relatif aux avoirs a été réalisée en décembre 2009 afin de mesurer l'impact des activités de redressement. Cet indicateur a permis d'améliorer la capacité du PAM d'évaluer l'insécurité alimentaire, et la collecte des données concernant ce score fait maintenant partie du processus de suivi.

Score des communautés relatif aux avoirs

63. Le score des communautés relatif aux avoirs mesure l'augmentation du nombre d'avoirs grâce auxquels une communauté et les ménages qui la composent résistent mieux aux chocs. Ces avoirs "axés sur la capacité de résistance" sont utilisés par la plupart des ménages et ils sont gérés et entretenus par la communauté. On peut citer pour exemple les routes praticables par tous les temps ou les digues qui empêchent les rivières de déborder. Cet indicateur devrait être utilisé pour mesurer les tendances: un score plus élevé à la fin d'un projet indique un accroissement de la résistance de la communauté aux chocs. Quatre projets ont rendu compte de cet indicateur en 2009.

Tirer des enseignements de la mise en œuvre: le score des communautés relatif aux avoirs

Au Bangladesh³¹, l'assistance du PAM vise principalement à construire des ouvrages communautaires, tels que des routes et des digues, et à surélever le sol pour qu'il se trouve au-dessus des niveaux des crues. En 2009, le PAM a utilisé le score des communautés relatif aux avoirs pour passer en revue les 112 communautés participant à l'activité et il a constaté que cet indicateur avait augmenté dans 95 pour cent des communautés ciblées, pourcentage largement supérieur à la valeur cible de 80 pour cent. Les infrastructures avaient souffert des inondations dues à la mousson dans cinq pour cent des communautés seulement. Ces résultats remarquables s'expliquent en grande partie par la participation des communautés au choix et à la mise en service des ouvrages qu'elles souhaitaient construire, et ce dès le début des opérations.

Au Bangladesh³², le score des communautés relatif aux avoirs a été un indicateur utile pour suivre les effets directs: la simplicité de l'outil de collecte des données a aussi été un avantage. Toutefois, l'expérience menée au Bangladesh a montré qu'en modifiant la méthode, l'indicateur pouvait être amélioré: par exemple, des éléments tels que le nombre de

²⁹ IPSR 105860: Aide aux personnes exposées à l'insécurité alimentaire victimes des effets des catastrophes naturelles et du VIH/sida.

³⁰ IPSR 102583: Aide alimentaire en faveur des réfugiés somaliens et soudanais.

³¹ Programme de pays Bangladesh 104100 (2007-2010).

³² Ibid.

ménages ayant tiré profit de l'initiative ou la superficie des terres agricoles protégées des inondations aideraient à évaluer l'ampleur des avantages tirés des nouveaux avoirs. De même, pour déterminer la fonctionnalité de la nouvelle infrastructure, il faut établir dans quelle mesure elle permet de faire face à une catastrophe; par défaut, il a fallu s'appuyer sur les suppositions des personnes interrogées quant à la protection que devrait offrir l'infrastructure.

L'efficacité du score des communautés relatif aux avoirs a été également testée en Afghanistan³³ en 2009 et il en est ressorti que l'obstacle le plus ardu était la formation du personnel employé par le PAM et ses partenaires, et ce malgré la simplicité d'utilisation de cet outil. Cet exercice a toutefois montré que ce score est utile pour mesurer l'impact de la création d'avoirs.

Initiatives à l'appui de l'Objectif stratégique 2

Assurance en cas de catastrophe

64. Le PAM et le FIDA ont établi conjointement un mécanisme de gestion des risques climatiques pour atténuer la vulnérabilité des petits exploitants agricoles face aux phénomènes climatiques extrêmes grâce à des programmes d'assurance indexée. En 2009, un projet a été lancé en Éthiopie avec l'appui de la Fondation Bill et Melinda Gates et de la Banque mondiale. À la suite de phénomènes climatiques extrêmes dans la corne de l'Afrique en 2009, le projet a versé à 137 paysans éthiopiens 25 000 dollars d'indemnisation, soit 50 pour cent du montant total assuré en fonction des rendements moyens futurs estimés. Le partenariat entre le PAM, la Banque mondiale et le Gouvernement éthiopien a permis de créer un dispositif national de financement des risques de sécheresse et d'inondation pouvant déclencher le déblocage de fonds d'urgence pour un montant allant jusqu'à 180 millions de dollars sur cinq ans.

Incidence sur l'environnement et sur la sécurité humaine

65. L'impossibilité de trouver une solution au problème de l'accès au bois de feu et des énergies de substitution dans des contextes humanitaires a eu des conséquences catastrophiques sur la sécurité des personnes, notamment celle des femmes et des filles, et sur l'environnement. En 2009, le PAM s'est engagé à examiner les risques pour la sécurité, la protection sociale et l'environnement que provoquent les déplacements de personnes ainsi que la diminution des réserves de bois de feu en cas de catastrophe.
66. Au Soudan³⁴, dans les zones arides, des centaines de milliers de réfugiés et de femmes doivent s'aventurer de plus en plus loin dans la brousse pour ramasser du bois de feu. Ils arrachent les buissons et coupent les arbres, portant atteinte à un écosystème déjà fragile. Mais ils peuvent aussi à tout moment être victimes d'agressions ou de viols. En 2009, le PAM a commencé à distribuer des fourneaux de terre économes en combustible à 100 000 femmes dans le Nord du Darfour; comme ces fourneaux consomment moins de bois de feu, les femmes courent

³³ IPSR 104270: Activités de secours et de redressement consécutives à un conflit en République islamique d'Afghanistan.

³⁴ Opération d'urgence 107600: Aide alimentaire en faveur des populations touchées par le conflit au Soudan.

moins souvent de risques. Par ailleurs, les nouveaux fourneaux produisent moins de fumée et sont donc moins dangereux pour la santé.

Produits – Résultats

Tableau 7: Objectif stratégique 2 – Indicateurs de résultat (produits)						
Nombre de bénéficiaires (en milliers)						
Femmes	Filles	Hommes	Garçons	Total		
2 108	2 956	1 930	3 124	10 117		
Bénéficiaires, quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par principales activités						
Types d'activités	Bénéficiaires (en milliers)	% de bénéficiaires	Produits aliment. distribués (en milliers de tonnes)	% de produits aliment. distribués	Estimation des dépenses directes (en millions de dollars)	% des dépenses directes
VCA*/VCT**	8 708	86,1	326	84,0	233	80,3
VPF***	222	2,2	7	1,9	9	3,0
Distribution générale de vivres	1 187	11,7	55	14,0	45	15,4
Renforcement des capacités (préparation aux catastrophes/ situations d'urgence)	-	-	-	-	1	0,2
Opérations spéciales	-	-	-	-	3	1,1
TOTAL	10 117	100,0	388	100,0	291	100,0

* Vivres pour la création d'avoirs

** Vivres contre travail

*** Vivres pour la formation

Objectif stratégique 3 – Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition

Tableau 8: Objectif stratégique 3 – Buts et indicateurs

Buts

1. Faciliter le retour des réfugiés et des personnes déplacées en leur fournissant une assistance alimentaire et nutritionnelle
2. Aider les communautés et les familles à rétablir leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle après un choc

Indicateurs

- 3.1.1 Score de consommation alimentaire des ménages
- 3.1.2 Indicateur des stratégies de survie
- 3.2.1 Score des communautés relatif aux avoirs
- 3.3.1 Taux de rétention scolaire

Vue d'ensemble des résultats

67. En 2009, 38 projets ajustés ont rendu compte d'activités liées à l'Objectif stratégique 3. Aucun indicateur relevant de l'Objectif stratégique 3 n'a été mesuré par plus de dix projets, mais les résultats correspondant aux scores de consommation alimentaire des ménages ont été inclus dans le tableau 1, avec ceux concernant le même indicateur dont il est rendu compte au titre des Objectifs stratégiques 1, 2 et 4.

Indicateurs de résultat (effets directs)

Score de consommation alimentaire des ménages

68. Seuls quatre projets ont rendu compte de cet indicateur en 2009 au titre de l'Objectif stratégique 3. Parmi eux, l'IPSR menée en Géorgie³⁵, où le PAM a cherché à maintenir un niveau suffisant de consommation alimentaire chez les personnes déplacées, les populations nouvellement réinstallées et les groupes vulnérables souffrant d'insécurité alimentaire. Une évaluation complémentaire de la sécurité alimentaire réalisée en octobre 2009 a fait apparaître une nette amélioration de la consommation alimentaire des bénéficiaires grâce aux rations du PAM composées de céréales. L'attribution de jardins potagers à la plupart des personnes déplacées, dans les zones d'installation, leur a permis de démarrer leur propre production alimentaire: associée aux mesures d'incitation des VCA et des VCT, cette initiative a assuré un revenu complémentaire utile pour améliorer la diversité de leur alimentation.

³⁵ IPSR 107870: Assistance aux populations touchées par le conflit et renforcement de leurs capacités.

Tableau 9: Score de consommation alimentaire des ménages en Géorgie

Indicateur	Valeur de référence (septembre 2008)	Valeur à mi- parcours (mars 2009)	Valeur de suivi (octobre 2009)
Pourcentage de ménages ayant une consommation faible	11	16	0
Pourcentage de ménages ayant une consommation limite	80	74	32
Pourcentage de ménages ayant une consommation acceptable	9	10	68

Indicateur des stratégies de survie

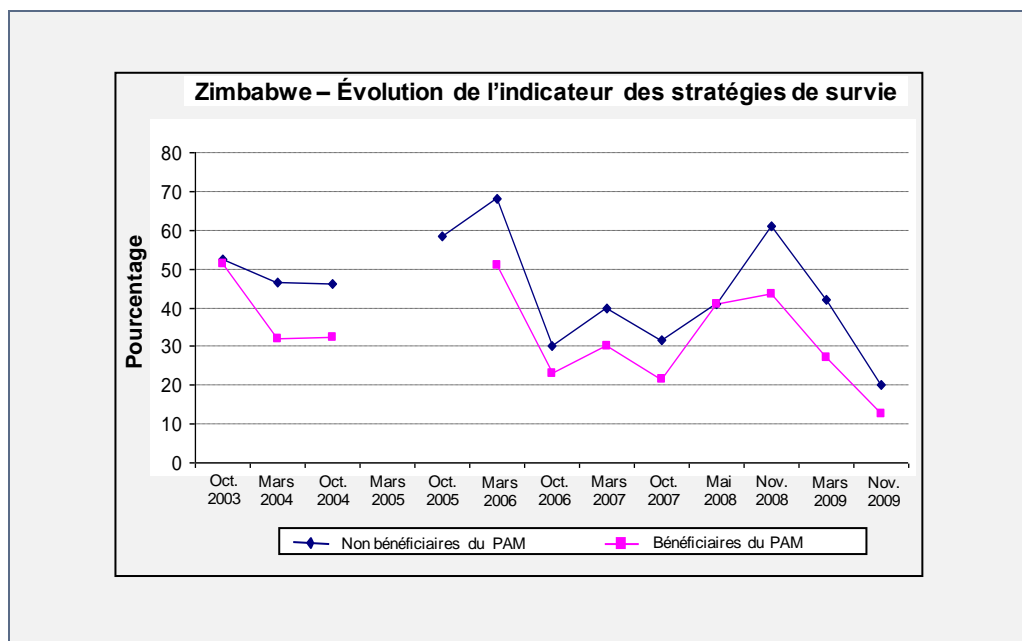
69. L'indicateur des stratégies de survie fait la synthèse de la fréquence et de la rigueur des stratégies de survie adoptées par les ménages confrontés à des pénuries alimentaires. Les stratégies types consistent notamment à se tourner vers des aliments moins chers, réduire la taille des repas et leur nombre, vendre des avoirs, émigrer ou retirer les enfants de l'école. Seuls quatre projets ont rendu compte de cet indicateur en 2009 mais en ne transmettant qu'une valeur, ce qui ne permet pas d'établir une comparaison.

Tirer des enseignements de la méthode appliquée: l'indicateur des stratégies de survie

En Afrique australe, l'utilisation de l'indicateur des stratégies de survie, dans le cadre du suivi après-distribution du système de surveillance des communautés et des ménages, a montré qu'il était relativement facile de se servir de cet indicateur, car il permettait de recueillir des renseignements simples et n'impliquait pas que les enquêteurs ou les enquêtés possèdent de vastes compétences techniques. Toutefois, l'utilisation de cet indicateur a posé de sérieuses difficultés liées à la détermination du seuil type spécifique à chaque pays qui devait s'appliquer. La région étudiée actuellement la possibilité d'établir un seuil global en se fondant sur les données recueillies depuis 2003 et sur les corrections saisonnières qui ont été relevées.

Au Zimbabwe³⁶, les stratégies de survie, telles que la réduction du nombre des repas et de la taille des portions, sont devenues monnaie courante en raison de l'insécurité alimentaire chronique qui sévit depuis plusieurs années. Sur des périodes de temps prolongées, ces comportements pourraient ne plus être considérés comme des "stratégies de survie". Par conséquent, l'amélioration apparente de l'indicateur des stratégies de survie constatée au Zimbabwe (voir le graphique) ne reflète peut-être pas une réelle amélioration de la situation des ménages échantillonnés en matière de sécurité alimentaire, telle que le rétablissement des niveaux de consommation antérieurs à la crise, mais plutôt une adaptation permanente à une crise prolongée.

³⁶ IPSR 105950: Intervention prolongée de secours en faveur des groupes vulnérables.



Score des communautés relatif aux avoirs

70. Seuls deux projets ont rendu compte de cet indicateur en 2009 au titre de l'Objectif stratégique 3. L'un d'eux était l'IPSR menée en Afghanistan³⁷, où 740 000 personnes ont participé aux activités de création d'avoirs du PAM en 2009. Des problèmes de sécurité ont limité l'échantillonnage des projets, mais des données ont été recueillies auprès de 284 projets sur 728 (39 pour cent). Les formulaires inclus dans l'analyse ont fait apparaître que les interventions du PAM avaient donné des résultats encourageants: le score relatif aux avoirs de 84 pour cent des communautés avait augmenté et le score moyen était passé de 1,08 à 2,7.

Taux de rétention scolaire

71. Le taux de rétention scolaire indique si un élève inscrit au début de l'année scolaire n'abandonne pas l'école. C'est un indicateur de la mesure dans laquelle l'alimentation scolaire permet de retenir les enfants à l'école pendant ou après une crise ou durant une période de transition. Un seul projet a rendu compte de ce nouvel indicateur en 2009, au titre de l'Objectif stratégique 3.
72. Le taux de rétention scolaire au Libéria³⁸ était de 78 pour cent au cours de l'année scolaire 2008/2009 – 79 pour cent pour les garçons et 77 pour cent pour les filles; ce pourcentage est inférieur à la valeur cible de 90 pour cent fixée pour les filles et les garçons dans les situations d'après crise.

³⁷ IPSR 104270: Activités de secours et de redressement consécutives à un conflit en République islamique d'Afghanistan.

³⁸ IPSR 108210: Assistance alimentaire durant la transition entre redressement et développement durable au Libéria.

Tirer des enseignements de la méthode appliquée: le taux de rétention scolaire

Les problèmes ci-après ont été recensés à la suite de l'utilisation du taux de rétention scolaire comme indicateur par le Libéria³⁹ en 2009:

- Absence de données fiables. Le bureau de pays a eu recours aux données du Ministère de l'éducation sur les taux de fréquentation, d'abandon et de scolarisation. Les prévisions nationales relatives aux bénéficiaires ne concordaient pas avec les chiffres effectifs.
- Absence de données de référence. Il n'existait aucune base de données permettant de mettre en évidence l'évolution des taux de rétention scolaire.
- Détermination du taux d'abandon. Les élèves quittent souvent l'école pendant des périodes de temps prolongées, mais il est possible qu'il ne s'agisse pas d'un abandon permanent.
- Causalité. Il peut être difficile de déterminer le rôle de l'aide alimentaire parmi les facteurs qui contribuent à retenir les enfants à l'école.

Initiatives à l'appui de l'Objectif stratégique 3

73. La violence sexiste à l'égard des femmes est un grave sujet de préoccupation pour le PAM. D'après des enquêtes menées en Afghanistan⁴⁰, ce type de violence touche tous les niveaux de la société; dans 90 pour cent des cas signalés, les auteurs des sévices sont les maris, les pères, les frères et même les fils. De nombreux facteurs sont à la base de la violence familiale, mais les défenseurs des droits des femmes font observer que la pauvreté et la faim jouent un rôle prédominant. L'assistance du PAM en faveur des femmes n'est pas conçue pour lutter contre la violence familiale, mais en contribuant à alléger le fardeau économique des familles pauvres, elle a souvent une action bénéfique. La plupart des spécialistes conviennent qu'une plus grande indépendance financière encourage fréquemment les femmes à demander de l'aide si elles sont victimes de sévices.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ IPSR 104270: Activités de secours et de redressement consécutives à un conflit en République islamique d'Afghanistan.

Bilan des résultats (produits)

Tableau 10: Objectif stratégique 3 – Indicateurs de résultat (produits)						
Nombre de bénéficiaires (en milliers)						
Femmes	Filles	Hommes	Garçons	Total		
1 224	1 861	1 095	1 923	6 108		
Bénéficiaires, quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par principales activités						
Types d'activités	Bénéficiaires (en milliers)	% de bénéficiaires	Produits aliment. distribués (en milliers de tonnes)	% des produits aliment. distribués	Estimation des dépenses directes (en millions de dollars)	% des dépenses directes
Transferts monétaires et/ou bons d'alimentation	77	1,3	-	-	1	1,2
VCA/VCT	3 969	65,0	105	66,9	51	45,6
VPF	457	7,5	13	8,1	11	9,3
Distribution générale de vivres	44	0,7	4	2,3	1	0,7
Alimentation scolaire	1 556	25,5	36	22,7	31	27,8
Opérations spéciales					17	15,4
TOTAL	6 108	100,0	157	100,0	112	100,0

Objectif stratégique 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition

Tableau 11: Objectif stratégique 4 – Buts et indicateurs

Buts

1. Aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération
2. Relever le niveau de l'éducation, de la nutrition et de la santé de base grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle et à des outils destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle
3. Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes touchées par le VIH et le sida, la tuberculose ou d'autres pandémies

Indicateurs

- | | |
|-------|---|
| 4.1.1 | Augmentation en pourcentage de la production d'aliments enrichis, y compris les compléments alimentaires et les suppléments nutritionnels spéciaux |
| 4.1.2 | Score de consommation alimentaire des ménages |
| 4.2.1 | Taux de scolarisation ⁴¹ |
| 4.2.2 | Taux de fréquentation |
| 4.2.3 | Ratio garçons/filles |
| 4.2.4 | Taux de passage en classe supérieure |
| 4.2.5 | Taux de scolarisation des orphelins et autres enfants vulnérables ⁴² |
| 4.2.6 | Taux de fréquentation des orphelins et autres enfants vulnérables |
| 4.3.1 | Prévalence des retards de croissance chez les enfants ciblés de moins de 2 ans (en pourcentage du rapport taille/âge) |
| 4.3.2 | Prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes et les enfants |
| 4.3.3 | Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants ciblés de moins de 5 ans (en pourcentage du rapport poids/âge) |
| 4.4.1 | Pourcentage de patients tuberculeux inscrits à un programme de traitement de brève durée sous surveillance directe au cours d'une année donnée qui ont mené leur traitement à bonne fin |
| 4.5.1 | Pourcentage d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH qui poursuivent leur thérapie antirétrovirale 6 à 12 mois après le début du traitement |

Vue d'ensemble des résultats

74. En 2009, 66 projets alignés ont rendu compte d'indicateurs relatifs à l'éducation et 56 d'indicateurs nutritionnels, au titre de l'Objectif stratégique 4. Sur ce total, 59 projets d'alimentation scolaire (98 pour cent) et 32 projets à vocation nutritionnelle⁴³ (58 pour cent) ont rendu compte d'un ou plusieurs indicateurs du PAM relatifs aux effets directs. L'accroissement du nombre de projets qui ont rendu compte d'indicateurs du PAM par comparaison avec d'autres objectifs stratégiques s'explique par plusieurs facteurs: i) il est plus facile de recueillir des données de suivi dans des contextes stables; et ii) au fil des années, le PAM a effectué des investissements visant à établir au niveau des pays des systèmes et des partenariats pour suivre les progrès réalisés au regard des indicateurs relatifs à la nutrition et à l'alimentation scolaire.

⁴¹ Comprend des données sur les effectifs d'enfants inscrits et sur les taux de variation des taux de scolarisation absolus et nets.

⁴² Comprend des données sur l'augmentation des effectifs d'orphelins et autres enfants vulnérables inscrits et le pourcentage d'orphelins et autres enfants vulnérables des ménages bénéficiaires qui sont inscrits.

⁴³ Trois projets ayant duré moins de trois mois, ils n'étaient pas tenus de rendre compte des indicateurs du PAM.

75. Sur 209 séries de données comparables sur l'alimentation scolaire, au titre de l'Objectif stratégique 4, 74 pour cent ont indiqué une amélioration ou une stabilisation de la situation; 26 séries de données sur la nutrition ont été jugées comparables⁴⁴. Le pourcentage d'indicateurs du PAM (effets directs) relatifs à la nutrition qui ont révélé une amélioration de l'état nutritionnel est passé de 71 pour cent en 2008 à 85 pour cent en 2009. Les indicateurs relatifs au VIH et à la tuberculose ont fait l'objet d'un plus grand nombre de rapports: 83 pour cent des interventions concernant le VIH et la tuberculose qui ont rendu compte des indicateurs du PAM ont fait apparaître une amélioration ou une stabilisation.

Indicateurs de résultat (effets directs)

Augmentation en pourcentage de la production d'aliments enrichis, y compris les compléments alimentaires et les suppléments nutritionnels spéciaux

76. Enrichir les aliments signifie accroître leur teneur en vitamines et minéraux pendant le traitement afin d'améliorer leur qualité nutritionnelle, ce qui a donc un effet bénéfique sur la santé publique. Les valeurs cibles relatives à l'enrichissement des aliments sont spécifiques à chaque pays: elles tiennent compte de la capacité de production ainsi que des travaux entrepris pour accroître la capacité des gouvernements, du secteur privé, des coopératives, du PAM et des partenaires. Quatre projets ont fait rapport sur l'évolution de cet indicateur en 2009, indiquant tous une amélioration.
77. Le PAM appuie le programme d'enrichissement de la farine en Égypte⁴⁵, qui vise à garantir que la farine utilisée dans le pain baladi, aliment de base, est enrichie en fer et en acide folique en vue de prévenir les carences en micronutriments, en particulier l'anémie. En 2009, grâce à cette activité, 70 pour cent de la farine de blé a été enrichie; 500 meuniers provenant de 106 moulins ont été formés aux techniques d'enrichissement et au contrôle de la qualité, et sensibilisés aux questions de nutrition. Les valeurs cibles fixées pour la production de farine enrichie ont été dépassées, et une évaluation des effets du programme sur les niveaux de fer sera achevée en 2010.)
78. La production locale d'aliments composés en République populaire démocratique de Corée⁴⁶ a démarré en 1999, lorsque le PAM a importé une chaîne de traitement du mélange maïs-soja et l'a installée dans une usine de transformation des aliments. Le nombre d'usines a été progressivement augmenté et, en 2009, 13 étaient en service, mais la production d'aliments composés enrichis était encore inférieure aux besoins. La seule solution était de réparer le matériel usé des chaînes de production existantes: le PAM a donc recruté des experts du Royaume-Uni qui, en collaboration avec des techniciens locaux, ont modernisé le matériel

⁴⁴ Par définition, des données sont comparables lorsqu'elles proviennent de sources suffisamment similaires et appliquant des méthodes compatibles.

⁴⁵ Programme de pays Égypte 104500 (2007-2011).

⁴⁶ Opération d'urgence 107570: Aide d'urgence en faveur des groupes de population touchés par les inondations et la flambée des prix des produits alimentaires et des carburants en République populaire démocratique de Corée.

afin d'accroître la productivité. La capacité de production d'aliments enrichis du Gouvernement a progressé de 114 pour cent entre 2007 et 2008 et la production a augmenté de nouveau de 50 pour cent entre 2008 et 2009.

Innovation: Unités de production alimentaire conteneurisées

En 2009, le PAM a commencé à mettre au point des unités de production alimentaire conteneurisées – des conteneurs d'expédition de six mètres dans lesquels des chaînes de production sont installées pour produire des aliments composés selon les spécifications du PAM. Ces unités transportables normalisées peuvent être installées pratiquement n'importe où et sont dotées de "services" visant à faciliter leur installation rapide; elles ont pour objet de produire des aliments composés à partir des approvisionnements locaux, dans les six semaines qui suivent leur arrivée. Les unités seront stockées dans les Entrepôts de fournitures humanitaires des Nations Unies à partir desquels elles seront transportées par mer, accompagnées d'un stock des ingrédients qui doivent être traités au cours des premières semaines d'une crise. Il est proposé d'installer de telles unités en Afghanistan et en Irak en 2010.

Score de consommation alimentaire des ménages

79. Six projets ont rendu compte de cet indicateur en 2009 au titre de l'Objectif stratégique 4, indiquant tous une amélioration.
80. En Colombie⁴⁷, le PAM vise à améliorer la situation nutritionnelle de 170 000 femmes et enfants déplacés à la suite du conflit interne et de l'insécurité. En 2007, 51 pour cent des personnes déplacées et des ménages vulnérables appartenaient aux catégories "faible" ou "limite", la diversité de leur régime alimentaire et la fréquence de leur consommation étant limitées; en 2009, seuls 10 pour cent des ménages reentraient encore dans ces catégories. Grâce à l'assistance du PAM, les ménages ont amélioré leur consommation de lait, fruits, légumes et viande; les enfants ont augmenté leur consommation de légumes de 20 pour cent. Toutefois, la consommation alimentaire n'est qu'un élément parmi les multiples causes d'insécurité nutritionnelle en Colombie: elle doit être complétée par des interventions dans les domaines de la santé, de l'assainissement, de l'environnement et de l'appui psychologique.

Scolarisation: taux annuel moyen de variation des effectifs de filles et de garçons

81. Autrefois, le PAM mesurait les effectifs scolarisés en chiffres absolus. Le nouvel indicateur relatif à la scolarisation est le taux annuel moyen de variation du nombre de filles et de garçons inscrits dans les écoles bénéficiant d'une assistance du PAM. Le Programme s'est fixé pour valeur cible globale une augmentation du taux de scolarisation de 6 pour cent par an.
82. Parmi les projets alignés, 44 ont rendu compte des taux de scolarisation au titre de l'Objectif stratégique 4. Toutefois, seuls 18 projets, soit 41 pour cent, ont fait le point sur la variation des taux de scolarisation, l'indicateur du PAM. Onze d'entre

⁴⁷ IPSR 105880: Aide alimentaire aux personnes déplacées et autres groupes exposés à une très forte insécurité alimentaire victimes de la violence.

eux ont fait état d'une progression et deux d'une diminution des taux de scolarisation⁴⁸.

83. En 2009, du fait de la réduction des ressources destinées au programme de pays du Burkina Faso⁴⁹, le PAM a été contraint de classer ses activités par ordre de priorité. En consultation avec le Gouvernement, la priorité a été accordée à l'alimentation scolaire, dans le cadre du programme de pays, afin de veiller à ce que les écoles primaires ciblées continuent de recevoir une assistance. Par contre, les rations à emporter et les collations du matin ont été réduites de février à avril, et l'appui aux cours d'alphabétisation a été fortement amputé. En 2009, le taux de scolarisation a chuté par rapport aux niveaux élevés de 2007, en raison de la suspension des repas scolaires et d'une réorientation de la politique gouvernementale visant à inscrire les enfants tous les deux ans et non plus tous les ans dans des écoles à classe unique.

Tableau 12: Scolarisation dans les écoles recevant une assistance du PAM au Burkina Faso

Indicateur	2005	2007	2009
Scolarisation: taux annuel moyen de variation des effectifs de garçons et de filles (en %)	35	49	41

84. L'alimentation scolaire dans les régions de Kanem et Guerra au Tchad⁵⁰ a contribué à accroître et stabiliser la scolarisation dans le primaire, malgré la situation très tendue sur le plan de la sécurité et les ruptures d'approvisionnement. Il est ressorti de l'analyse de 337 écoles recevant une assistance depuis 2006 que, malgré les progrès enregistrés, il reste très difficile d'améliorer la scolarisation des filles, dont le taux d'accroissement n'a atteint que la moitié de celui des garçons.

Tableau 13: Scolarisation dans les écoles recevant une assistance du PAM au Tchad

Indicateur	2006/07	2007/08	2008/09
Effectifs scolarisés: nombre de garçons et de filles dans les écoles primaires recevant une assistance du PAM	67 208	72 116	74 412
Scolarisation: taux annuel moyen de variation (en %) des effectifs de garçons et de filles	n/a	7.3	3.2

85. Au Sud-Soudan⁵¹, le PAM n'a pas pu appuyer les activités d'alimentation scolaire en 2009 en raison de l'aggravation de l'insécurité, qui a entraîné un recul de 20 pour cent de la scolarisation entre 2008 et 2009. Par suite d'une pénurie, des réserves de vivres destinées initialement à l'alimentation scolaire ont été utilisées

⁴⁸ Trois projets n'ont communiqué qu'une valeur, ce qui n'a pas permis d'établir de comparaison.

⁴⁹ Programme de pays Burkina Faso 103990 (2006-2010).

⁵⁰ Programme de pays Tchad 104780 (2007-2010).

⁵¹ Opération d'urgence 107600: Aide alimentaire en faveur des populations touchées par le conflit au Soudan.

pour combler des déficits dans le cadre de l'intervention d'urgence en faveur de 250 000 personnes victimes de la sécheresse, du conflit ethnique et de la hausse des prix des céréales.

Tableau 14: Scolarisation dans les écoles recevant une assistance du PAM au Soudan

Indicateur	2008	2009
Effectifs scolarisés: nombre de garçons et de filles dans les écoles primaires recevant une assistance du PAM	421 000	338 642
Scolarisation: taux annuel moyen de variation (en %) des effectifs de garçons et de filles	n/a	-19.6

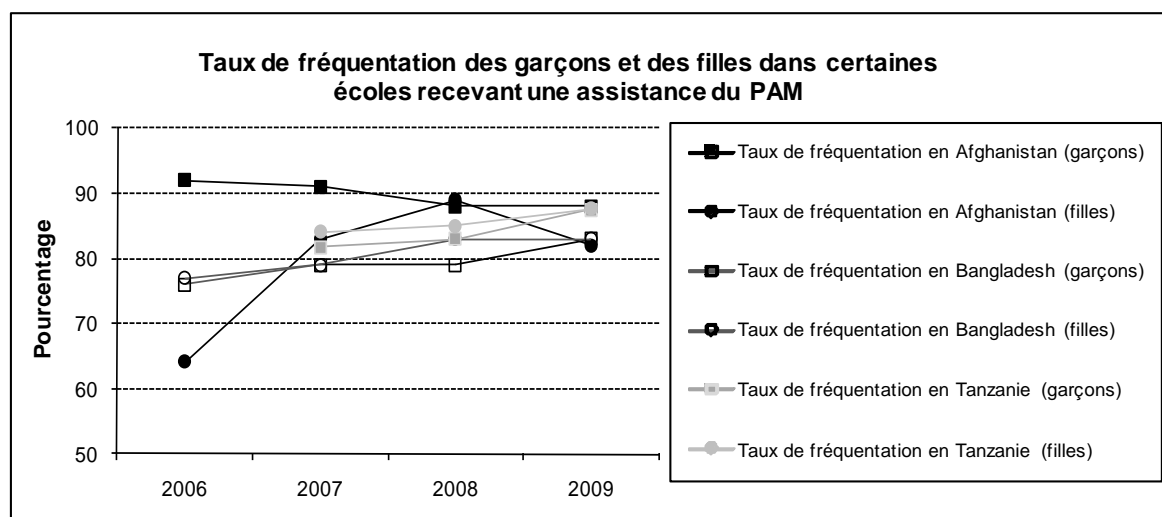
Taux de fréquentation: nombre de jours pendant lesquels les filles et les garçons vont en classe, en pourcentage du nombre total de jours de classe

86. La fréquentation indique si une fille ou un garçon inscrit au début d'une année scolaire va régulièrement en classe. Pour les écoles recevant une assistance au titre de l'Objectif stratégique 4, le PAM s'est fixé comme valeur cible globale un taux de fréquentation de 90 pour cent.
87. En 2009, 46 projets alignés ont rendu compte des taux de fréquentation au titre de l'Objectif stratégique 4; certains ont communiqué des données ventilées. Sur les 81 séries de données transmises, 70 étaient comparables: parmi celles-ci, 77 pour cent ont indiqué une amélioration ou une stabilisation en 2009.
88. Au Bangladesh⁵², 500 000 enfants bénéficient d'une alimentation scolaire dans des zones exposées à une très forte insécurité alimentaire. Depuis 2006, la fréquentation moyenne a progressé de 7 points de pourcentage, mais le taux d'amélioration a fléchi vers la fin de la période, car il est de plus en plus dur d'attirer les groupes difficiles à atteindre.
89. En Tanzanie⁵³, le PAM prête assistance à 214 000 écoliers du primaire en vue d'améliorer les taux de scolarisation et de fréquentation. Dans les écoles appuyées par le PAM, les taux de fréquentation sont passés de 83 pour cent en 2007 à 88 pour cent en 2009. Une évaluation de l'impact réalisée en 2008 a permis de constater que, dans les classes moyennes (4ème et 5ème années d'études), l'écart entre les écoles appuyées par le PAM et celles qui ne le sont pas atteignait 7 pour cent. Les élèves de ces classes moyennes sont souvent retirés de l'école pour prêter main-forte à la maison et dans l'exploitation agricole, mais dans les écoles appuyées par le PAM, les taux de fréquentation ont même augmenté dans ces classes.

⁵² Programme de pays Bangladesh 104100 (2007-2010).

⁵³ Programme de pays Tanzanie 104370 (2007-2010).

90. En Afghanistan⁵⁴, le PAM apporte une assistance alimentaire pour faire face à la faim temporaire et favoriser la scolarisation et la fréquentation, en mettant l'accent sur les filles. Au cours des trois dernières années, les taux de fréquentation des garçons et des filles dans les écoles recevant une assistance du PAM ont progressé. La distribution de repas scolaires a encouragé un plus grand nombre de ménages à envoyer leurs enfants à l'école, en particulier dans les zones rurales où les écoles sont trop éloignées pour que les enfants puissent rentrer à la maison pour le déjeuner. Du fait de l'insécurité croissante, les filles n'ont pas pu aller à l'école, et leurs effectifs ont chuté en 2009.



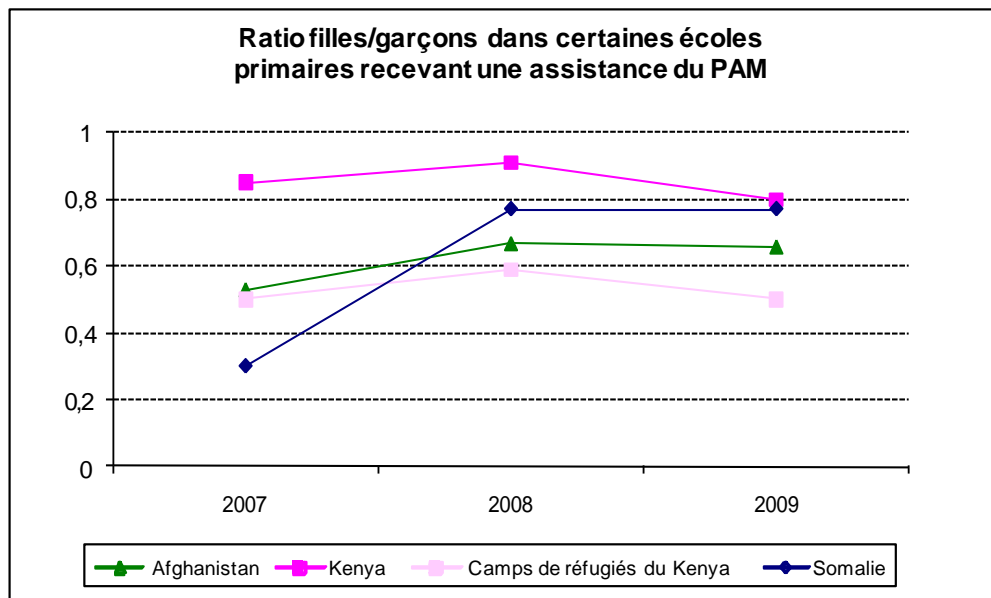
Ratio filles/garçons

91. Le ratio filles/garçons mesure la différence entre les effectifs des filles et des garçons appartenant à un même groupe de population qui sont inscrits sur le registre de l'école au début d'une année scolaire, quel que soit leur âge. Pour les écoles recevant une assistance au titre de l'Objectif stratégique 4, la valeur cible globale du ratio filles/garçons dans les écoles bénéficiant de l'aide du PAM est égale à 1.
92. En 2009, 45 projets alignés ont rendu compte de cet indicateur d'effet direct au titre de l'Objectif stratégique 4. Trente et un d'entre eux (70 pour cent) ont fait état de ratios filles/garçons améliorés ou stables dans les écoles recevant une assistance du PAM. Dans les régions où les facteurs culturels continuent de faire obstacle à la participation des filles à l'enseignement de base, il faut renforcer les actions de sensibilisation.
93. En Afghanistan, un plus grand nombre de familles ont envoyé leurs filles à l'école en 2009 et ne les ont pas retirées, encouragées par la fourniture d'huile prévue en cas de scolarisation des filles, ce qui s'est traduit par une augmentation de 25 pour cent du ratio filles/garçons depuis 2007. Cependant, en raison des conditions de sécurité défavorables, qui ont une incidence plus grave sur les filles, il est

⁵⁴ IPSR 104270: Activités de secours et de redressement consécutives à un conflit en République islamique d'Afghanistan.

extrêmement difficile de maintenir cet acquis et d'améliorer la scolarisation et la fréquentation des filles.

94. En Somalie⁵⁵, le ratio filles/garçons dans les écoles primaires recevant une assistance du PAM est passé de 0,66 en 2007 à 0,71 en 2008 et 0,77 en 2009. Cette amélioration peut être attribuée à la fourniture régulière de la ration à emporter des filles, qui a incité les familles à les envoyer à l'école.
95. Le ratio filles/garçons dans les écoles des camps de réfugiés du Kenya⁵⁶ s'est amélioré entre 2006 et 2008, mais il a diminué en 2009. Ce recul s'explique principalement par l'afflux important de nouveaux réfugiés et l'encombrement croissant des écoles. Les écoles étant dans l'impossibilité d'accueillir de nouveaux élèves, les ménages ont dû choisir quels enfants scolariser et ils ont généralement décidé d'envoyer les garçons à l'école. Afin de résoudre ce problème, le PAM a mis en place un dispositif de rations à emporter mensuelles de 500 g de sucre, destinées aux filles qui vont à l'école pendant 80 pour cent au moins d'un trimestre.



Taux de passage des filles et des garçons dans la classe supérieure

96. Le taux de passage dans la classe supérieure – si l'élève réussit l'examen final à la fin d'un cycle d'enseignement – permet d'évaluer l'efficacité du programme d'enseignement. Réussir l'examen final est une condition nécessaire pour passer au niveau d'enseignement supérieur. Pour les écoles recevant une assistance au titre de l'Objectif stratégique 4, le PAM a fixé pour le taux de passage en classe supérieure une valeur cible globale de 50 pour cent. Moins de dix projets ont rendu compte de cet indicateur en 2009.

⁵⁵ IPSR 101911: Aide alimentaire à des fins de secours et de protection des moyens de subsistance.

⁵⁶ IPSR 102583: Aide alimentaire en faveur des réfugiés somaliens et soudanais.

L'école primaire d'Enguike en Tanzanie

En 2003, le PAM a commencé à distribuer des collations le matin et un repas cuisiné le midi à chaque élève de l'école primaire d'Enguike, en Tanzanie. En 2004, les premiers élèves sont entrés à l'école secondaire, après que la moitié de la classe, qui comptait 18 élèves, ait réussi les examens; en 2009, le taux de passage a atteint 95 pour cent et 36 élèves sont entrés à l'école secondaire. Sachant que la région d'Enguike a souffert de la sécheresse en 2009, ce résultat est impressionnant. Pour de nombreux élèves, le repas de l'école est devenu la principale source de nourriture de la journée.

Tirer des enseignements de la méthode appliquée: le taux de passage des filles et des garçons dans la classe supérieure

En République démocratique populaire lao⁵⁷, en 2009, le PAM a utilisé le taux de passage dans la classe supérieure comme indicateur, à titre expérimental. Les collations servies tous les jours en milieu de matinée avaient pour objet d'améliorer la concentration des élèves, et le taux de passage dans la classe supérieure est un indicateur utile de leur capacité à se concentrer sur leur travail scolaire, car il ajoute une composante objective à l'indicateur précédent, à savoir "l'idée que se fait l'enseignant de la performance de l'élève". La collecte de données relatives à cet indicateur a demandé moins de temps et de travail. Toutefois, la performance d'un élève dépend d'un ensemble de facteurs, l'alimentation scolaire n'étant que l'un d'entre eux: il a donc été difficile d'établir une corrélation directe entre les repas scolaires et les bonnes notes. La scolarisation accrue, qui est une conséquence voulue des activités d'alimentation scolaire, pourrait aussi avoir pour effet de réduire la moyenne générale des taux de passage.

Au Ghana⁵⁸, le "taux de passage" a été utilisé comme indicateur pour mesurer l'efficacité de la ration à emporter, en tant que composante de l'appui à l'enseignement de base, qui a pour but d'améliorer les taux de fréquentation et d'achèvement des études des filles, de la quatrième année d'études primaires à la troisième année de l'école secondaire du premier cycle. Le PAM a demandé ce type de données pour la première fois en 2009 et il a essayé de récupérer des données analogues pour 2005 et 2007, afin de faire apparaître les évolutions; il a donc fallu passer beaucoup de temps à rassembler les données à l'échelon des districts. À l'avenir, des renseignements supplémentaires sur la qualité de l'enseignement devraient être recueillis, afin de pouvoir interpréter de manière appropriée l'indicateur "taux de passage dans la classe supérieure".

Taux de scolarisation et de fréquentation: nombre de jours pendant lesquels les filles et les garçons vont en classe, en pourcentage du nombre total de jours de classe, pour les orphelins et les autres enfants vulnérables

97. L'analyse des taux de scolarisation des orphelins et autres enfants vulnérables donne une estimation de l'efficacité des rations à emporter, s'agissant d'attirer ces enfants à l'école; la variation des taux de fréquentation donne une indication approximative de la mesure dans laquelle les rations contribuent à maintenir ces enfants à l'école. En 2009, trois projets ont rendu compte de ces indicateurs, parmi

⁵⁷ Projet de développement 100781: Accès à l'éducation primaire des filles et des garçons dans les zones reculées de la République démocratique populaire lao.

⁵⁸ Programme de pays Ghana 104180 (2006-2010).

lesquels celui mené en Éthiopie⁵⁹, où le PAM fournit une assistance alimentaire pour encourager la scolarisation et la fréquentation des orphelins et autres enfants vulnérables. La plupart de ces enfants vivent dans des familles d'accueil, d'autres avec leur tuteur et quelques-uns dans des ménages dirigés par des enfants. Le PAM travaille avec 100 ONG et organisations communautaires partenaires qui assurent des services complémentaires, tels que l'appui psycho-social, les fournitures scolaires, la prise en charge des frais scolaires et l'achat des uniformes.

98. Les enquêtes annuelles sur la scolarisation et la fréquentation qui ont été réalisées entre 2006 et 2009 ont indiqué que pratiquement tous les orphelins et autres enfants vulnérables des ménages bénéficiant d'une assistance du PAM étaient déclarés comme étant scolarisés en 2009, ce qui représente une amélioration par rapport au taux de 80 pour cent enregistré en 2006.
99. La valeur limite indiquant une fréquentation régulière est 80 pour cent des jours d'école requis. Selon ce critère, le niveau de fréquentation scolaire régulière s'est amélioré, passant de 31 pour cent des orphelins allant à l'école tous les jours en 2006 à 51 pour cent en 2009. La proportion de ceux qui ont été dans l'impossibilité d'aller à l'école pendant au moins 80 pour cent des jours requis est tombée de 9 pour cent en 2006 à 2,7 pour cent en 2009.

Tableau 15: Taux de scolarisation et de fréquentation en Éthiopie

Indicateur	2006	2007	2008	2009
Pourcentage d'orphelins et autres enfants vulnérables allant à l'école tous les jours	31	58	55	51
Pourcentage d'orphelins et autres enfants vulnérables dans l'impossibilité d'aller à l'école pendant 80 pour cent des jours d'école	9	2	1	3
Pourcentage d'orphelins et autres enfants vulnérables des ménages recevant des vivres inscrits à l'école	80	n/a	98,8	99,6

Prévalence des retards de croissance chez les enfants ciblés de moins de 2 ans (en pourcentage du rapport taille/âge)

100. La prévalence des retards de croissance est un indicateur de la malnutrition chronique. Elle indique la proportion d'enfants dont le rapport taille/âge est inférieur à la valeur médiane de référence moins deux écarts réduits (écarts types), ce qui correspond à des retards de croissance squelettique ou des déficits de croissance linéaire. Le PAM estime qu'une réduction de 10 pour cent par an de la prévalence des retards de croissance est une valeur cible raisonnable. Seules deux séries de données comparables ont rendu compte de cet indicateur en 2009.
101. Un projet mené au Honduras⁶⁰, où la crise économique mondiale a eu de graves répercussions, a cherché à mettre en évidence l'évolution des effets directs en matière de retard de croissance. À la fin de 2009, les prix intérieurs du riz avaient augmenté de 30 pour cent par rapport aux cours d'avant la crise, les envois de fonds familiaux, élément essentiel de l'économie, avaient diminué de 11 pour cent

⁵⁹ IPSR 106650: Réponse aux crises humanitaires et renforcement de la résistance à l'insécurité alimentaire.

⁶⁰ Programme de pays Honduras 105380 (2008-2011).

et le revenu moyen par habitant et par jour était tombé à moins de 0,65 dollar du fait de la baisse des salaires et de la rareté des possibilités d'emploi. En juin 2009, d'après une enquête sur la sécurité alimentaire et la nutrition portant sur 35 municipalités touchées par la sécheresse dans le sud du Honduras, 18 pour cent des ménages souffraient d'une grave insécurité alimentaire: près de 95 pour cent des revenus des ménages étaient consacrés aux vivres, 80 pour cent des ménages avaient réduit leur consommation alimentaire et 24 pour cent avaient un régime alimentaire peu satisfaisant ou limité.

102. Parmi les bénéficiaires du PAM, la prévalence des retards de croissance (en pourcentage du rapport taille/âge) chez les enfants de moins de 2 ans est passée de 21 pour cent en décembre 2007 à 23 pour cent en décembre 2009. Le nombre plus élevé de cas traités par le PAM pourrait expliquer en partie cette légère augmentation.

Tirer des enseignements de la méthode appliquée: l'établissement de rapports sur les retards de croissance

Les retards de croissance sont un indice direct de la dénutrition, l'une des principales préoccupations dans le cadre de l'Objectif stratégique 4. Selon le dispositif adopté par le PAM pour améliorer la nutrition, il faut mettre l'accent sur une nutrition appropriée, en particulier pendant la grossesse et les deux premières années de la vie de l'enfant. En intervenant à ce stade, on peut prévenir les conséquences irréversibles et permanentes d'un mauvais régime alimentaire au cours des premières années de la vie. Compte tenu de l'importance de cet indicateur, il est préoccupant que seuls cinq projets aient fait rapport sur les retards de croissance en 2009. Il faut souhaiter que la mise en œuvre du dispositif d'amélioration de la nutrition permettra de faire mieux comprendre cette question et se traduira par une progression des niveaux de nutrition.

Prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes et les enfants

103. L'anémie est caractérisée par une diminution du taux d'hémoglobine, dont la cause la plus courante est une carence en fer. La concentration d'hémoglobine peut donc être utilisée comme un indicateur indirect de l'anémie ferriprive, auquel les valeurs limites ci-après s'appliquent: moins de 11,0 g/dl pour les enfants âgés de 6 à 59 mois et les femmes enceintes, et moins de 12,0 d/dl pour les mères allaitantes et les femmes adultes. Une réduction de 10 à 15 pour cent par an de la prévalence de l'anémie est une valeur cible qui est considérée comme raisonnable lorsque des produits alimentaires enrichis en fer sont distribués: à titre d'exemple, des mélanges maïs-soja et de la poudre de micronutriments. En 2009, huit séries de données ont rendu compte de l'évolution de cet indicateur, indiquant toutes une amélioration.
104. Les taux d'anémie chez les enfants des camps de réfugiés du Kenya⁶¹ ont chuté depuis 2007. Une diminution constante a été observée dans le camp de Kakuma, mais les niveaux d'anémie ont été fluctuants dans le camp de Dadaab. L'anémie n'a cessé de reculer chez les femmes qui ne sont pas enceintes à Kakuma, où le PAM a distribué de la poudre de micronutriments en 2009, à titre expérimental. En revanche, à Dadaab, où cette poudre n'a pas été distribuée, l'anémie a augmenté

⁶¹ IPSR 102583: Aide alimentaire en faveur des réfugiés somaliens et soudanais.

chez les femmes qui ne sont pas enceintes, avant de se stabiliser à un niveau élevé. Ces constatations semblent indiquer que la distribution de poudre de micronutriments à Kakuma a été efficace.

105. En Colombie⁶², les deux tiers des enfants déplacés de moins de 2 ans souffraient d'anémie en 2007, de même que la moitié des enfants âgés de 2 à 5 ans. L'anémie chez les enfants de moins de 5 ans a reculé de 48 à 29 pour cent après la distribution par le PAM d'un mélange blé-soja enrichi produit localement, dénommé Bienestarina, dans le cadre de l'activité de santé et nutrition maternelles et infantiles.

Tirer des enseignements de la méthode appliquée: constatations relatives à la poudre de micronutriments

La poudre de micronutriments, qui contient les vitamines et les minéraux essentiels aux fonctions corporelles, à la croissance, à l'immunité et à la reproduction, est ajoutée aux aliments juste avant leur consommation. En 2009, le PAM a utilisé cette poudre au Bangladesh et au Népal, ainsi qu'au Kenya, où des évaluations ont permis de constater que la prévalence de l'anémie avait chuté de 15 pour cent, tombant à 50 pour cent lorsque la poudre de micronutriments était utilisée: ce degré d'impact dépasse ce qui a pu être obtenu avec d'autres types de produits alimentaires.

La principale difficulté est de concevoir une stratégie de communication et de commercialisation garantissant que la poudre de micronutriments est consommée par les groupes de bénéficiaires ciblés, car ces produits ainsi que la pratique consistant à enrichir le repas juste avant sa consommation sont nouveaux pour la plupart d'entre eux. Il est essentiel d'imprimer sur les sachets et les boîtes de poudre des instructions claires, qui sont le principal moyen de communication avec les bénéficiaires. Des campagnes de commercialisation sociale sont nécessaires pour s'assurer que les bénéficiaires comprennent les avantages des poudres de micronutriments et les utilisent correctement.

Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants ciblés de moins de 5 ans (en pourcentage du rapport poids/âge)

106. L'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans est caractérisée par un rapport poids/âge inférieur à la valeur médiane de référence selon le sexe et l'âge moins deux écarts réduits (écarts types). Elle correspond à une malnutrition aiguë (émaciation), une malnutrition chronique (retard de croissance) ou une combinaison des deux. Le PAM s'est fixé pour valeur cible une réduction de 10 pour cent par an de la prévalence de l'insuffisance pondérale. En 2009, 12 séries de données ont rendu compte de l'évolution de cet indicateur, parmi lesquelles neuf ont signalé une amélioration et trois une aggravation.
107. Au Honduras⁶³, l'irrégularité des pluies en 2009 a eu un effet préjudiciable sur les récoltes de maïs et de haricots, qui ont été réduites de moitié dans quatre exploitations sur cinq. Les enquêtes nutritionnelles nationales ont permis de constater que les niveaux d'émaciation (en pourcentage du rapport poids/âge) chez les enfants de moins de 5 ans étaient passés de 2,3 pour cent en novembre 2008 à 9,6 pour cent en juin 2009, ce qui pourrait être un effet saisonnier. Parmi les

⁶² IPSR 105880: Aide alimentaire aux personnes déplacées et autres groupes exposés à une très forte insécurité alimentaire victimes de la violence.

⁶³ Programme de pays Honduras 105380 (2008-2011).

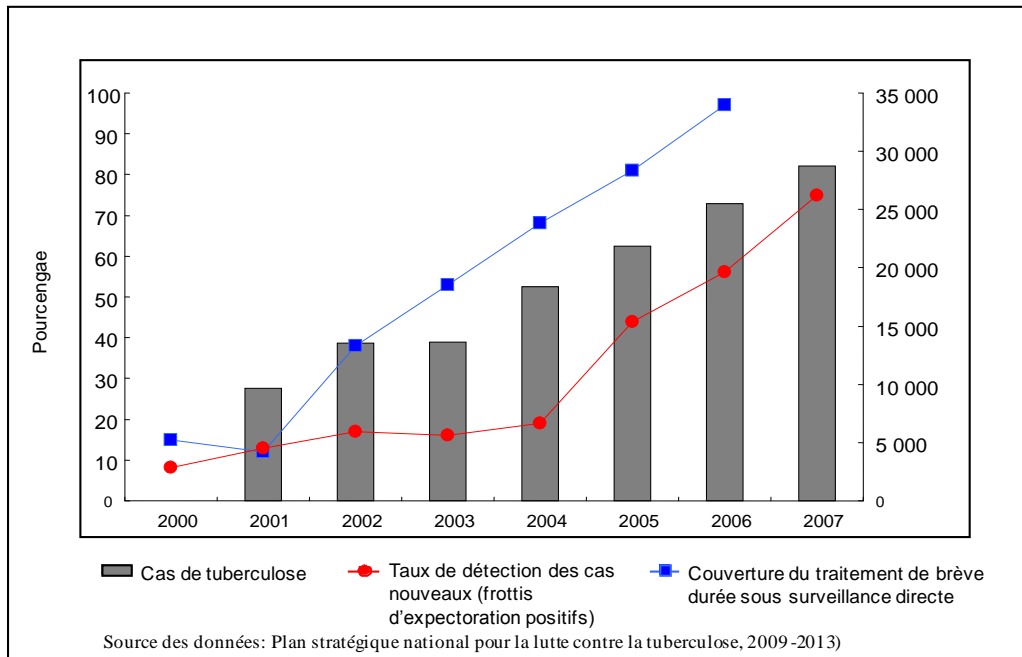
bénéficiaires du PAM, la prévalence de l'insuffisance pondérale est tombée de 18 pour cent en décembre 2007 à 14,6 pour cent en novembre 2009. Compte tenu de l'aggravation de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le PAM extrapolera ses activités à une plus grande échelle afin de répondre aux besoins accrus.

Pourcentage de patients tuberculeux inscrits à un programme de traitement de brève durée sous surveillance directe au cours d'une année donnée qui ont mené leur traitement à bonne fin

108. L'assistance alimentaire encourage les patients à fréquenter les centres de santé, où un diagnostic peut être établi en cas de tuberculose et pour qu'ils mènent à bien leur traitement. Les patients signalés par les centres qui assurent le traitement de brève durée sous surveillance directe rentrent dans le cadre de cet indicateur. Le taux de réussite du traitement est le "pourcentage de nouveaux patients à frottis positif qui sont guéris (frottis d'expectoration négatif) plus le pourcentage qui a terminé le traitement, sans confirmation bactériologique de la guérison"⁶⁴. La valeur cible de l'OMS est 85 pour cent de réussite. Le PAM s'est fixé comme valeur cible globale une proportion d'au moins 65 pour cent de projets atteignant un taux de réussite de 85 pour cent dans le traitement de la tuberculose.
109. En 2009, seuls huit projets ont rendu compte de cet indicateur, dont l'un en Afghanistan, où le PAM apporte depuis 2003 une assistance alimentaire aux patients tuberculeux. Au cours des trois dernières années, le taux de réussite du traitement contre la tuberculose en Afghanistan est toujours resté élevé, se maintenant à 90 pour cent en 2009, contre 88,5 pour cent en 2007⁶⁵.
110. La mesure d'incitation que constitue l'aide alimentaire du PAM a eu une forte incidence sur l'observance du traitement de brève durée sous surveillance directe par les patients: le bureau de l'OMS de Faizabad a signalé que le taux d'abandon était tombé de 24 pour cent à 1 pour cent depuis le début de l'assistance alimentaire.
111. Une augmentation spectaculaire du taux de détection a également été enregistrée lorsque le PAM a fourni une assistance alimentaire pour encourager la fréquentation des dispensaires, ainsi que le montre le graphique ci-après.

⁶⁴ Un patient qui mène à terme son traitement de brève durée sous surveillance directe peut être dans l'impossibilité d'obtenir une confirmation bactériologique de sa guérison (frottis d'expectoration négatif).

⁶⁵ Le Ministère de la santé publique définit le taux de réussite du traitement contre la tuberculose comme étant le nombre de patients qui, d'après le diagnostic établi à la suite d'un frottis d'expectoration positif, étaient atteints de tuberculose pulmonaire et qui sont déclarés guéris ou ont terminé leur traitement de brève durée sous surveillance directe.



Pourcentage d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH qui poursuivent leur thérapie antirétrovirale 6 à 12 mois après le début du traitement

112. Cet indicateur correspond au taux de survie des adultes et des enfants qui ont reçu des vivres et/ou un appui nutritionnel, 6 ou 12 mois après le début de leur thérapie antirétrovirale. Les malades peuvent ne pas respecter leur traitement à la lettre, mais tant qu'ils le suivent, ils rentrent dans le cadre de cet indicateur.
113. En 2009, seuls neuf projets ont rendu compte de cet indicateur: cinq ont fait savoir que la proportion des patients sous traitement atteignait au moins 95 pour cent à l'échéance des 6 ou 12 mois; huit ont atteint un taux de rétention des patients d'au moins 79 pour cent, dépassant la valeur cible du PAM, à savoir 80 pour cent des projets dans le cadre desquels 79 pour cent au moins des patients poursuivent leur thérapie 6 mois après le début du traitement⁶⁶.
114. En Tanzanie⁶⁷, le PAM prête son appui pour les soins à domicile destinés aux ménages souffrant d'insécurité alimentaire qui sont touchés par le VIH/sida, pour la prévention de la transmission de mère à enfant et pour les programmes de thérapie antirétrovirale. L'assistance du PAM a permis d'améliorer l'observance de la thérapie antirétrovirale et des programmes de prévention de la transmission de la mère à l'enfant. La stigmatisation liée au VIH et au sida étant moins forte, un plus grand nombre de patients ont été incités à poursuivre leur thérapie antirétrovirale.

⁶⁶ Le faible nombre de projets qui ont rendu compte de cet indicateur parmi les 42 projets offrant une thérapie antirétrovirale semble indiquer que les résultats obtenus par le PAM pourraient ne pas être tellement satisfaisants dans l'ensemble.

⁶⁷ Programme de pays Tanzanie 104370 (2007-2010).

Tableau 16: Proportion d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH sous thérapie antirétrovirale en Tanzanie

Indicateur	Décembre 2007	Décembre 2008	Décembre 2009
Pourcentage d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH qui poursuivent leur thérapie antirétrovirale 6 ou 12 mois après le début de la thérapie	15	50	60

Tirer des enseignements de la méthode appliquée: programmation en matière de VIH et de sida

L'indicateur "pourcentage d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH qui poursuivent leur thérapie antirétrovirale 6 ou 12 mois après le début de la thérapie" contient deux seuils différents: l'échéance des 6 mois et celle des 12 mois. Une seule valeur doit être communiquée au PAM. Lorsque les résultats sont comparés entre les divers projets, il n'est pas toujours facile de faire la distinction entre les projets qui transmettent une valeur à 6 mois et ceux qui appliquent le seuil des 12 mois. L'accent étant mis sur l'appui nutritionnel apporté aux personnes qui vivent avec le VIH et poursuivent un traitement antirétroviral, il faut s'employer à définir des indicateurs plus à même de rendre compte des effets directs.

Tirer des enseignements de la méthode appliquée: transferts monétaires et bons d'alimentation

Au Pakistan⁶⁸, les communautés rurales pauvres reçoivent à la place des vivres des transferts en espèces ou des bons d'alimentation, en tant que rémunération ou incitation, qui ont pour objet de les encourager à créer des avoirs. Grâce à l'utilisation des bons d'alimentation, les coûts de transport élevés encourus par le gouvernement pour les transferts directs de vivres ont pu être réduits de 30 pour cent à 5 pour cent. La numérotation des bons en séries a permis de suivre leur utilisation et donc d'améliorer l'obligation redditionnelle, le suivi des modes de consommation et la fonctionnalité des marchés.

En Zambie⁶⁹, le PAM a mis en œuvre au début de 2009 un programme de bons d'alimentation à l'intention des enfants souffrant de malnutrition modérée et des ménages auxquels ils appartiennent, lequel a été ensuite élargi pour inclure les patients tuberculeux et ceux qui vivent avec le VIH/sida. Le bureau de pays a adopté les bons électroniques au lieu des bons habituels en papier. L'utilisation de bons à la place des distributions de vivres a réduit l'encombrement des dispensaires et permis au personnel de se concentrer sur ses fonctions essentielles. Les points de vente au détail ont observé un accroissement de leurs bénéfices grâce au programme de bons. Ces bons, qui réduisent de près de 30 pour cent les frais de transaction encourus par le PAM, sont d'un bon rapport coût-efficacité.

⁶⁸ Programme de pays Pakistan 102690 (2005-2009).

⁶⁹ IPSR 105940: Assistance en faveur des victimes des inondations en Zambie.

Bilan des résultats (produits)

Tableau 17: Objectif stratégique 4 – Indicateurs de résultat (produits)						
Nombre de bénéficiaires (en milliers)						
Femmes	Filles	Hommes	Garçons	Total		
4 839	9 695	3 258	9 776	27 568		
Bénéficiaires, quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par principales activités						
Types d'activités	Bénéficiaires (en milliers)	% de bénéficiaires	Produits alimentaires distribués (en milliers de tonnes)	% des produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (en millions de dollars)	% des dépenses directes
Soins et traitements (thérapie antirétrovirale, traitement antituberculeux et prévention de la transmission de mère à enfant)	1 094	4,0	83	10,3	64	9,2
Transferts monétaires et/ou bons d'alimentation	33	0,1	-	-	1	0,1
VCA/VCT	141	0,5	4	0,5	4	0,5
Vivres pour la formation	1 121	4,1	33	4,1	23	3,3
Apport complémentaire de micronutriments	38	0,1	1	0,2	1	0,1
Atténuation des effets/filets de sécurité (ménages touchés par le sida et orphelins et autres enfants vulnérables)	1 431	5,2	130	16,1	88	12,7
Santé et nutrition maternelles et infantiles	5 162	18,7	159	19,7	119	17,1
Alimentation scolaire	18 547	67,3	396	49,1	397	57,0
TOTAL	27 568	100,0	806	100,0	697	100,0

Objectif stratégique 5 – Renforcer les capacités des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux

Tableau 18: Objectif stratégique 5 – Buts et indicateurs

Buts

1. Utiliser le pouvoir d'achat du PAM pour appuyer le développement durable des systèmes destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle et faire de l'assistance alimentaire et nutritionnelle un investissement productif dans les communautés locales
2. Élaborer des stratégies de transfert des responsabilités claires pour trouver des solutions au problème de la faim répondant à l'initiative nationale
3. Renforcer les capacités des pays de formuler, de gérer et d'appliquer des politiques, programmes et outils visant à prévoir et à atténuer la faim

Indicateurs

- 5.1.1 Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays
- 5.2.1 Stratégies de transfert des responsabilités élaborées et mises en œuvre
- 5.3.1 Accroissement en pourcentage du financement par les gouvernements de solutions au problème de la faim dans le cadre des plans d'action nationaux

Vue d'ensemble des résultats

115. Les indicateurs du PAM relatifs à l'Objectif stratégique 5 ont été inclus en 2009 dans les cadres logiques de 31 projets ajustés; toutefois, aucun indicateur n'a été mesuré par plus de 10 projets.

Achats de produits alimentaires sur les marchés locaux, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays

116. Par achats locaux, on entend l'acquisition de denrées alimentaires produites dans le pays bénéficiaire. Les bureaux de pays ont fixé des valeurs cibles pour les pourcentages de produits qui doivent être achetés sur les marchés locaux, en fonction de facteurs tels que les récoltes et les montants des contributions en espèces. Ces valeurs cibles ont pour objet d'accroître la part des achats locaux, en pourcentage des produits distribués chaque année. En 2009, les achats locaux du PAM se sont élevés à 364 millions de dollars.
117. En Indonésie⁷⁰, tous les produits alimentaires distribués par le PAM en 2009 ont été achetés localement, comme en 2008, ce qui a eu pour principaux avantages d'assurer un approvisionnement ponctuel, de réduire les frais de manutention et les pertes, et de disposer de produits alimentaires plus facilement acceptés par les bénéficiaires. Les achats locaux ont aussi contribué à renforcer la capacité de produire des aliments enrichis.

⁷⁰ IPSR 100692: Aide au redressement et à la récupération nutritionnelle en Indonésie.

Élaboration et mise en œuvre de stratégies de transfert des responsabilités

118. Une stratégie de transfert des responsabilités suppose que les institutions locales, nationales et régionales assument la responsabilité de mettre en œuvre des solutions durables au problème de la faim, en leur consacrant les connaissances, les compétences, les efforts de programmation et les ressources nécessaires pour en garantir le succès. Le but est que les pays gèrent leurs propres solutions au problème de la faim et soient totalement responsables à l'égard des populations qui y sont exposées. L'effet direct est mesuré sur une échelle allant de 1 (faible) à 3 (fort).
119. Le programme de pays de l'Inde a été l'un des quatre projets à rendre compte de cet indicateur en 2009, indiquant un niveau 3, à savoir "objectif atteint"⁷¹. Le renforcement des capacités en Inde a nécessité une assistance visant à améliorer la mise en œuvre des programmes du Gouvernement axés sur l'alimentation, qui comprenaient des interventions dans le domaine du VIH et du sida. L'intégration de la nutrition dans les soins et le traitement des personnes vivant avec le VIH a privilégié l'intégration de la nutrition aux programmes, lesquels sont actuellement reproduits à l'identique dans plusieurs États par le Gouvernement.

Accroissement en pourcentage des fonds publics consacrés aux solutions au problème de la faim dans le cadre des plans d'action nationaux

120. Les plans d'action nationaux comprennent des documents relatifs à la législation, aux politiques ou à la planification du développement qui font expressément référence aux solutions au problème de la faim. Ces solutions font appel à des activités du PAM qui sont inscrites dans les systèmes nationaux pour une mise en œuvre durable: il s'agit notamment de l'alimentation scolaire, des évaluations des besoins, des méthodes de ciblage, de la gestion, du transport et de l'entreposage des produits alimentaires, de l'analyse des marchés, de la sécurité alimentaire, de la gestion de l'information nutritionnelle, de l'analyse des disparités entre les sexes, des procédures d'appel d'offres et des filets de sécurité axés sur l'alimentation, tels que l'alimentation scolaire et la nutrition maternelle et infantile. La valeur cible prend en compte le décaissement progressif des fonds publics pour la mise en œuvre, jusqu'à ce que le gouvernement assume l'entière responsabilité des activités. L'indicateur fait apparaître si les décaissements ont augmenté ou non, et non pas le montant effectivement déboursé.
121. En Égypte⁷², le PAM a aidé le Ministère de la solidarité sociale à renforcer sa capacité à améliorer le ciblage et le rapport coût-efficacité du programme national de subventions alimentaires. Le ministère a prié de PAM de réaliser une étude sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement pour le pain baladi qui est subventionné, ainsi qu'une analyse des profils et des modes de comportement des bénéficiaires des vivres subventionnés. La révision du programme de filets de sécurité s'appuie sur ces études. Le Gouvernement a témoigné de son intérêt pour cette activité en augmentant les crédits budgétaires destinés à améliorer le système de subvention des produits alimentaires.

⁷¹ Programme de pays Inde 105730 (2008-2012).

⁷² Programme de pays Égypte 104500 (2007-2011).

Tableau 19: Budget national affecté aux solutions au problème de la faim en Égypte

Indicateur	2005	2008	2009
Accroissement en pourcentage des fonds publics consacrés aux solutions au problème de la faim dans le cadre des plans d'action nationaux (en %)	0,7	1,3	1,8

Initiatives à l'appui de l'Objectif stratégique 5

122. Les dons et les fonds fiduciaires du PAM ont représenté une importante source de financement qui lui a permis de renforcer la capacité des gouvernements en matière de planification préalable et d'intervention en cas d'urgence, et de lancer de nouvelles initiatives. Le Réseau de planification des interventions d'urgence pour l'Amérique latine et les Caraïbes (LACERN) a réduit ses délais d'intervention de sept jours à un à trois jours dans les pays où le PAM n'était pas représenté. Les capacités de planification préalable et d'intervention en cas d'urgence dans des pays du Moyen-Orient où le PAM n'était pas présent ont augmenté grâce aux activités de renforcement des capacités et aux partenariats avec les institutions des Nations Unies, les gouvernements locaux et les réseaux régionaux.
123. Le PAM a collaboré avec des gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes⁷³ pour affermir leur engagement dans la lutte contre la faim et de renforcer leurs capacités dans ce domaine, grâce à des programmes de protection sociale axés sur l'alimentation. Ces projets visent à améliorer l'efficacité des solutions au problème de la faim, en utilisant les connaissances et les capacités des pays de la région. Le PAM apporte une collaboration technique, notamment dans le domaine de la nutrition.
124. La région a pris une initiative importante en créant un partenariat de 200 spécialistes appartenant à 50 institutions nationales dont l'objectif est d'étudier les filets de protection sociale en Amérique centrale et en République dominicaine et leur utilité face aux problèmes nutritionnels. Les meilleures pratiques ont été recensées afin d'intégrer des composantes nutritionnelles dans les programmes de protection sociale, dans le but de réorienter leurs priorités et de les élargir. La République dominicaine a ensuite demandé au PAM un appui technique pour concevoir la composante nutritionnelle de *Solidaridad*, le plus grand programme national de transferts monétaires assortis de conditions.
125. Grâce à l'appui du PAM, huit pays avaient établi à la fin de 2009 des plans et des programmes nationaux destinés à remédier aux carences en micronutriments – dont l'Équateur, le Honduras et le Pérou en 2009 – et 17 accords de partenariat entre le PAM et d'autres intervenants, qui visaient à remédier aux carences en micronutriments, étaient en vigueur. Le financement public destiné aux initiatives contre les carences en micronutriments a augmenté de 100 pour cent au Guatemala et de 20 pour cent au Panama.

⁷³ Projet de développement 104110: Renforcement des capacités d'appui aux programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire; et Projet de développement 104210: Renforcement des capacités des programmes intégrés d'apports en micronutriments en Amérique centrale et au Belize.

Bilan des résultats (produits)

Tableau 20: Objectif stratégique 5 – Indicateurs de résultat (produits)						
Bénéficiaires, quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par principales activités						
Types d'activités	Bénéficiaires (en milliers)	% de bénéficiaires	Produits alimentaires distribués (en milliers de tonnes)	% de produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (en millions de dollars)	% des dépenses directes
Renforcement des capacités (achats locaux/transfert des responsabilités/actions de sensibilisation)	-	-	-	-	20	19,6
Opérations spéciales	-	-	-	-	82	80,4
TOTAL					102	100,0

Enseignements: rapports sur les indicateurs en 2009

126. Une amélioration a été enregistrée dans la communication de données sur les effets directs des projets: le taux d'établissement de rapports a atteint 62 pour cent en 2009, contre 54 pour cent en 2008. Le nombre d'indicateurs ayant fait l'objet d'un rapport a également progressé de 25 pour cent en 2009, compte tenu du nombre d'indicateurs inclus dans les cadres logiques des projets. Parmi les nouveaux indicateurs, celui dont il a été le plus fréquemment rendu compte est le "score de consommation alimentaire des ménages"; vient ensuite le "taux de réussite à l'examen de fin de cycle".
127. Sur les 46 projets ajustés qui ont rendu compte des activités nutritionnelles au titre de l'Objectif stratégique 1 en 2009, 27 ont communiqué des données sur les indicateurs du PAM⁷⁴: parmi ces indicateurs, ceux dont il a été le plus rendu compte sont la "prévalence de la malnutrition aiguë" (70 pour cent) et la "prévalence du faible périmètre brachial" (22 pour cent). Dix-sept projets ont rendu compte d'indicateurs qui leur étaient spécifiques, parmi lesquels le plus courant était le "taux de récupération nutritionnelle des bénéficiaires de la supplémentation alimentaire" (28 pour cent) et le "taux d'abandon des bénéficiaires de la supplémentation alimentaire" (26 pour cent).
128. Les nouveaux indicateurs au titre de l'Objectif stratégique 2 et de l'Objectif stratégique 3 seront passés en revue en 2010, afin que les bureaux de pays puissent se familiariser avec eux tout en continuant d'utiliser l'ancien indicateur "proportion des revenus que les ménages consacrent à l'alimentation". S'agissant des 75 projets ajustés qui ont rendu compte des activités d'alimentation scolaire au titre de l'Objectif stratégique 4, la plupart ont utilisé les indicateurs "taux de fréquentation" et "ratio filles/garçons", pour lesquels les données étaient relativement faciles à recueillir et que le personnel du PAM connaissait bien.

⁷⁴ Trois de ces projets ayant duré moins de six mois, ils n'étaient pas tenus de rendre compte de ces indicateurs.

129. En 2009, 57 pour cent des 56 activités de nutrition et de santé et nutrition maternelles et infantiles menées au titre de l'Objectif stratégique 4 ont rendu compte des indicateurs d'effet direct, contre 60 pour cent en 2008.
130. Le nombre de pays faisant rapport sur les effets directs relatifs au VIH et à la tuberculose a constamment augmenté, passant de 12 en 2006 à 24 en 2009. En 2009, 21 projets ajustés ont rendu compte des indicateurs du PAM concernant le VIH ou la tuberculose.
131. La présente section a procédé pour la première fois à un bilan intégré des résultats par objectif stratégique sur la base du Cadre de résultats stratégiques, afin de mettre en lumière la performance collective des bureaux de pays du PAM. Elle rend également compte des problèmes relevés au titre des indicateurs spécifiques d'effet direct. Par ailleurs, mesurer les résultats en fonction des cibles visées continue de poser un problème.



PARTIE III: PERFORMANCE DE L'ORGANISATION PAR PRIORITÉ DE GESTION

Vue d'ensemble

132. L'évaluation des résultats de la gestion est un volet essentiel de la gestion de la performance et de l'obligation redditionnelle de l'organisation. En 2009, le Programme a établi cinq priorités de gestion pour permettre aux cadres de détecter les problèmes et d'y remédier de façon plus structurée et pour mesurer l'efficacité de la gestion de l'organisation et des structures financières en vue de la réalisation des Objectifs stratégiques. Si les résultats stratégiques mettent l'accent sur ce que fait le PAM, les résultats de gestion concernent principalement la manière d'y parvenir.
133. Les priorités de gestion sont les suivantes:
- **Mobilisation des ressources:** faire en sorte que le PAM se montre efficace et efficace lorsqu'il se procure les ressources (financements, produits alimentaires, articles non alimentaires et ressources humaines) nécessaires à la mise en œuvre de sa stratégie.
 - **Gestion des ressources:** gérer les ressources du PAM de manière à réduire au maximum les pertes, à assurer la qualité et la sécurité des aliments, ainsi que la sécurité et le bien-être des employés, à bien administrer les installations et à préserver l'image de marque et la réputation du Programme.
 - **Apprentissage et innovation:** instaurer une culture de l'apprentissage et de l'innovation (gestion des connaissances, formation professionnelle, recherche) pour soutenir les activités du Programme.
 - **Organisation des processus internes:** fournir des services d'appui efficaces (achats, comptabilité, partage d'informations internes et externes, technologies de l'information et de la communication (TIC) et gestion des voyages) pour assurer la continuité des opérations du PAM.
 - **Efficacité opérationnelle:** mettre en œuvre des programmes efficaces grâce à une conception des projets fondée sur une analyse de la situation et la participation de partenaires et d'autres intervenants, et assurer une mise en œuvre efficace des projets au plan de la gestion financière, du suivi et des rapports, du transport, de la livraison, de la distribution et de la gestion de l'approvisionnement.
134. La présente section du Rapport annuel sur les résultats rend compte des réalisations accomplies en 2009 pour chacune des cinq priorités de gestion. Il s'agit d'une nouvelle section qui sera étoffée et affinée en 2010.
135. Certains indicateurs resteront inchangés par rapport au précédent Plan stratégique: ils sont reproduits ci-après, accompagnés des nouveaux indicateurs de performance, ce afin de faciliter la comparaison des réalisations de ces dernières années. À l'avenir, les rapports annuels seront entièrement conformes au nouveau cadre de résultats stratégiques.

Priorité de gestion 1 – Mobilisation des ressources

136. Cette priorité concerne tout ce qui a trait à la capacité du PAM de se procurer des ressources pour faire face aux besoins croissants d'assistance – financements, produits alimentaires, articles non alimentaires et ressources humaines.

Tableau 21: Priorité de gestion 1

Indicateurs de performance	2007	2008	2009
<i>Recettes - ressources mobilisées</i>			
Recettes totales (en milliards de dollars)	3,0 ⁷⁵	5,1	4,4
Montants reçus par rapport aux montants prévus (comparaison entre le montant des contributions reçues et le montant du budget final) (en %)	n/d	89,0	65,0
Valeur totale des contributions ⁷⁶ (en milliards de dollars)	2,7	5,0	4,0
contributions multilatérales (en %)	9,5	18,0	8,0
contributions non assorties de restrictions ⁷⁷ (en %)	5,8	16,3	6,5
Pourcentage des 20 premiers donateurs dont la hausse des contributions en glissement annuel est >10 pour cent ⁷⁸	30,0	95,0	15,0
Contributions en espèces, en pourcentage des contributions totales	57,6	60,5	58,6
Valeur totale des dons du secteur privé au PAM (en millions de dollars)	95,3	194,3	145,3
Valeur des contributions en nature reçue par le biais d'accords de partenariat de réserve (en millions de dollars E.-U.)	5,5	6,3	7,8
<i>Ressources humaines</i>			
Pourcentage d'employés du PAM sous contrat d'au moins un an	90,6	91,0	92,0
Pourcentage de femmes employées au PAM sous contrat d'au moins un an	29,5	30,0	29,0
Pourcentage de ressortissants de pays en développement dans la catégorie des administrateurs internationaux	40,8	41,0	42,0

Note: Les données concernant les contributions des donateurs en 2009 émanent du système de mobilisation des ressources (RMS) et de WINGS II; elles ne sont donc pas entièrement comparables aux recettes des contributions figurant dans les états financiers.

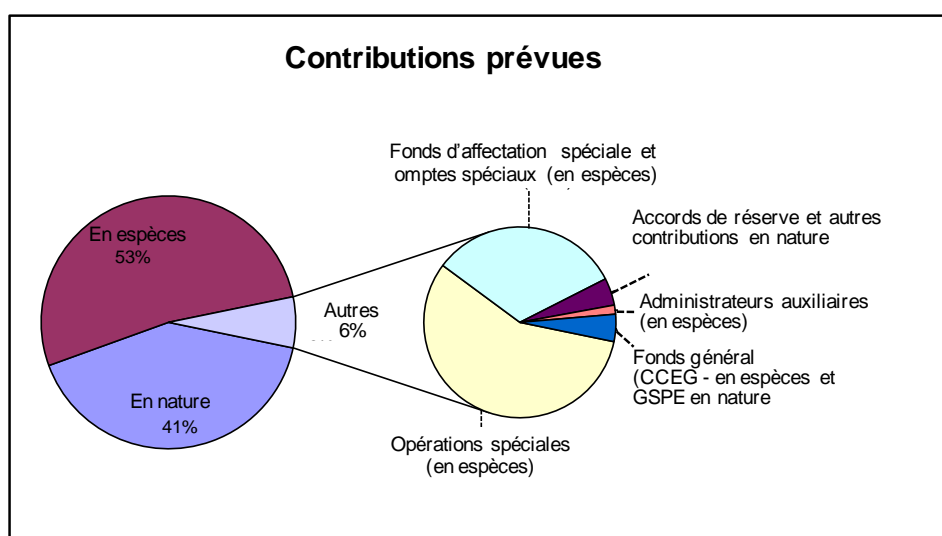
⁷⁵ Les recettes et les dépenses de 2007 ne sont pas comparables avec les chiffres pour 2008/2009 établis conformément aux normes IPSAS.

⁷⁷ Les contributions non assorties de restrictions sont des contributions multilatérales en espèces allouées aux activités d'aide alimentaire qui ne sont soumises à aucune restriction en matière d'achats.

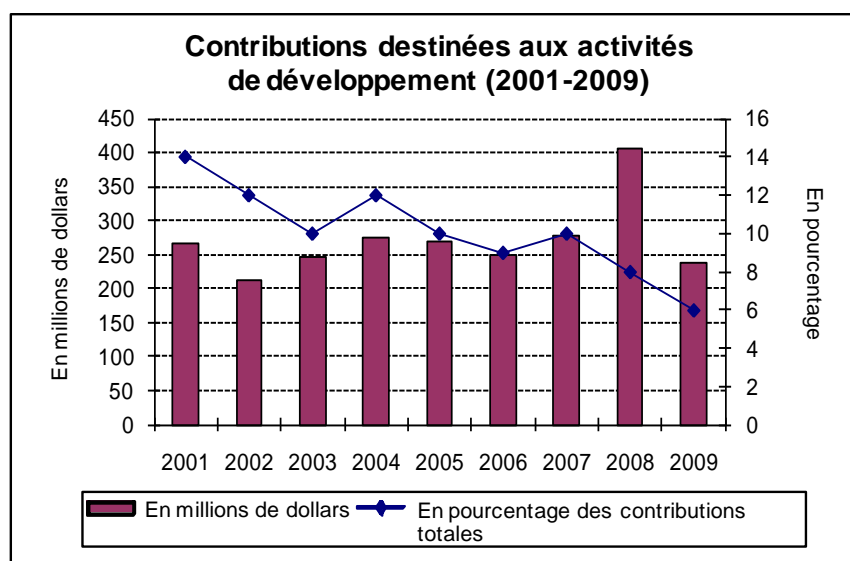
⁷⁸ Les 20 premiers donateurs sont déterminés l'année précédant le rapport.

Recettes – Ressources mobilisées

137. Malgré la crise financière, en 2009, les recettes provenant des contributions ont totalisé 4,2 milliards de dollars, soit 833 millions de dollars (17 pour cent) de moins que le chiffre record de 5,1 milliards de dollars enregistré en 2008. Quelque 79 bailleurs de fonds ont fourni des contributions au PAM en 2009, réparties comme suit: 3,4 milliards de dollars en contributions en espèces (79 pour cent) et 760 millions de dollars de contributions en nature (17 pour cent).
138. Les recettes provenant des contributions ont couvert 65 pour cent des besoins estimatifs du PAM (6,5 milliards de dollars) en 2009.



139. Les opérations d'urgence, les opérations spéciales, les IPSR et le Compte d'intervention immédiate (CII) ont représenté 86 pour cent des contributions. Les contributions aux activités de développement se sont élevées à 238 millions de dollars, plus bas niveau enregistré depuis 2002, soit 6 pour cent des contributions totales, et plus faible pourcentage jamais atteint.



140. Les contributions totales reçues en 2009 ont été supérieures de 1,5 milliard de dollars au niveau moyen pour 2005–2007. Le montant effectif des contributions pour l'exercice biennal 2008–2009 s'est élevé à 9,2 milliards de dollars, soit 10 pour cent de plus que les 8,4 milliards prévus dans le Plan de gestion 2008–2009. Le PAM a reçu des montants record (voir l'annexe VII) de l'Allemagne, de la Belgique, du Brésil, de l'Espagne, de la Fédération de Russie, de la Finlande, du Japon, et du Qatar. D'autres donateurs ont augmenté leurs contributions ou les ont maintenues à un niveau élevé: Australie, Canada, Commission européenne, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, Suède et Suisse. Quarante-neuf pays ne faisant pas partie de l'Organisation pour la coopération économique et le développement (OCDE) ont apporté leur concours en 2009, contre 66 en 2008. Trois gouvernements donateurs – le Kazakhstan, Oman et l'Ukraine – ont fourni des contributions au PAM pour la première fois en 2009.⁷⁹
141. De nouveaux circuits de financement ont été ouverts avec des donateurs de l'OCDE et des fonds d'affectation spéciale thématiques et pluridonateurs comme le Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale de la Banque mondiale, le Fonds espagnol pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD-F), le Kreditanstalt für Wiederaufbau allemand, la Facilité alimentaire de l'Union européenne et le Programme thématique de sécurité alimentaire géré par EuropeAid.
142. En 2009, un partenariat novateur a été définitivement établi avec l'Australie en vue d'un financement multilatéral très souple sur quatre ans; il prévoit notamment un appui aux programmes de repas scolaires du PAM. Huit donateurs ont signé des accords de financement pluriannuels avec le PAM évalués à 800 millions de dollars pour la période 2007–2014.
143. Des gouvernements hôtes - Bangladesh, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Égypte, Jordanie, Kenya, Madagascar, Malawi, Pakistan et Philippines - ont renforcé leur soutien en fournissant des contributions en espèces et en nature. Le PAM a aussi bénéficié de conditions favorables pour effectuer ses achats dans plusieurs pays: l'Inde, par exemple, lui a fourni des céréales à 33 pour cent des prix du marché.
144. En 2009, le PAM a reçu de huit gouvernements 181 633 tonnes de produits alimentaires, en particulier de céréales, dans le cadre d'accords de jumelage. Ces contributions en nature ont été complétées par des dons en espèces d'un montant de 35,6 millions de dollars émanant de 14 donateurs, destinés à couvrir les coûts opérationnels et d'appui correspondant, conformément au principe du recouvrement intégral des coûts. Si ces contributions en espèces avaient été utilisées pour procéder à des achats internationaux ou locaux au lieu de faire l'objet d'un jumelage, elles auraient permis d'acheter au maximum 75 000 tonnes de vivres, sur la base du principe de recouvrement intégral des coûts: le PAM a donc pu fournir une assistance alimentaire supplémentaire à davantage de personnes dans des délais plus brefs. Un accord de jumelage entre le Brésil et l'Espagne portant sur 25 000 tonnes de riz, par exemple, a aidé le PAM à porter assistance à 3,8 millions de personnes en Haïti et au Honduras.

⁷⁹ Les donateurs qui ont contribué au PAM avant 2002 et de nouveau en 2009 sont considérés comme de nouveaux donateurs.

145. Les mécanismes de financement commun – représentant un montant total de 217 millions de dollars - ont constitué la quatrième source de revenu en 2009; le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) a représenté 70 pour cent – 152 millions de dollars – de ces ressources. Trente-six pour cent de l'ensemble des décaissements du CERF sont allés au PAM, lequel a aussi reçu l'allocation la plus généreuse versée à un quelconque organisme – une contribution de 25 millions de dollars aux opérations en Somalie. Les contributions provenant de mécanismes de financement commun ont été particulièrement importantes pour les urgences et les opérations spéciales en manque de ressources, comme les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies; 15,5 millions de dollars, soit 10 pour cent des allocations du CERF au PAM, sont allés aux opérations spéciales. Sept pour cent de l'ensemble des fonds communs ont été alloués à des fonds d'affectation spéciale constitués pour des pays spécifiques ou à vocation générale; les premiers sont des fonds opérationnels habituellement mis à disposition par des gouvernements hôtes; les seconds contribuent au renforcement des capacités institutionnelles.

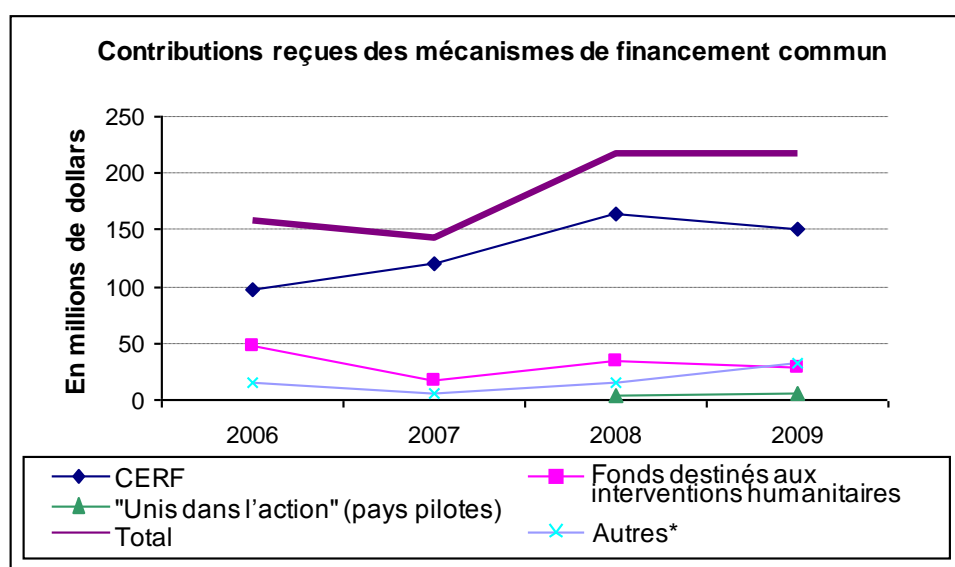


Tableau 22: Contributions des mécanismes de financement commun (en %)

	2006	2007	2008	2009
CERF	61	84	75	70
Fonds destinés aux interventions humanitaires	30	12	16	13
"Unis dans l'action" (pays pilotes)	0	0	2	2
Autres*	9	4	7	15
Total	100	100	100	100

*Programmation commune avec d'autres organismes des Nations Unies.

146. En 2009, les ressources reçues dans le cadre de la programmation commune avec d'autres organismes des Nations Unies ont plus que doublé, passant de

15,7 millions de dollars en 2008 à 32,3 millions en 2009. Cette augmentation s'explique de diverses manières: l'importance croissante que prennent les programmes communs, le rôle central des appels interinstitutions globaux et des plans d'action humanitaires communs, et le surcroît de pouvoirs délégués aux bureaux de terrain des donateurs.

147. Le G-8 réuni à L'Aquila ayant reconnu que l'insécurité alimentaire et la faim appelaient une réponse à l'échelle mondiale, l'attention s'est tournée vers les cadres de planification généraux menés sous la direction de pays - comme le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique et les Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD); l'objectif est de réunir tous les intervenants autour d'une initiative axée sur une stratégie d'investissement novatrice et concertée de lutte contre l'insécurité alimentaire et la faim. C'est l'occasion pour le PAM en tant que partenaire d'exécution et conseiller technique de travailler avec d'autres intervenants et d'optimiser son avantage comparatif.

Partenariats avec le secteur privé

148. En 2009, les fonds mobilisés auprès du secteur privé (voir annexe VII) se sont montés à 104 millions de dollars sous forme de dons en espèces et à 40 millions sous forme de dons en nature, ce qui dépasse largement l'objectif annuel fixé à 80 millions de dollars. Malgré le ralentissement de l'économie, les partenariats à long terme du PAM avec le secteur privé se sont maintenus. Yum! Brands a poursuivi sa campagne de lutte contre la faim dans le monde - la plus grande campagne jamais organisée auprès des consommateurs de la planète pour mieux sensibiliser le public au problème de la faim - mobilisant 10 millions de dollars au profit du PAM sous forme de contributions non liées. Yum! Brands s'est engagé à poursuivre sa campagne au moins jusqu'en 2015.
149. Les partenaires privés ont continué d'apporter des contributions en espèces et des services d'experts à l'appui de la stratégie d'amélioration nutritionnelle du PAM. Le PAM a lancé le Projet rayon laser (Project Laser Beam)⁸⁰ en 2009 pour établir un modèle de prévention de la malnutrition infantile au Bangladesh et en Indonésie; ce modèle, qui pourra être reproduit ailleurs et réalisé à différentes échelles, associe les savoir-faire du PAM et du secteur privé dans les domaines de la nutrition, de la sécurité alimentaire et de l'hygiène; dans le cadre de ce projet, le PAM a noué des partenariats avec Heinz et Kraft et resserré ses relations avec l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN). Des spécialistes de l'entreprise Royal DSM N.V., dont le siège est aux Pays-Bas et qui intervient dans le domaine des sciences du vivant, ont travaillé en Égypte pour améliorer la qualité nutritionnelle des barres sucrées à base de dattes distribuées par le PAM et au Kenya afin de trouver de nouveaux moyens pour administrer des micronutriments aux bénéficiaires. Le secteur privé a également financé six nutritionnistes chargés de travailler sur des projets du PAM selon que de besoin.
150. Le secteur privé a aussi contribué à renforcer les capacités d'intervention du PAM en cas de crise: 1 million de dollars ont été mobilisés en l'espace de quelques semaines au profit de l'opération d'urgence lancée pour faire face aux inondations

⁸⁰ Un programme novateur mettant les puissants moyens des sociétés multinationales au service d'objectifs ciblés d'éradication de la faim et de la malnutrition chez les enfants du monde en développement.

aux Philippines, et la société partenaire TNT a organisé deux vols dans la zone sinistrée pour distribuer des biscuits à haute teneur énergétique. Lors du tremblement de terre de Padang en Indonésie, des équipes d'intervention rapide préparées avec le concours de la Fondation Vodafone et de la Fondation des Nations Unies, ont contribué à apporter un appui dans le domaine des TIC et de la logistique.

151. LG Electronics est la première société multinationale asiatique à avoir aidé le PAM à l'échelle internationale, en apportant son concours à des programmes mis en place dans la Corne de l'Afrique pour subvenir aux besoins alimentaires générés par des catastrophes d'origine climatique.

Accès aux crédits d'émission de carbone pour les bénéficiaires du PAM

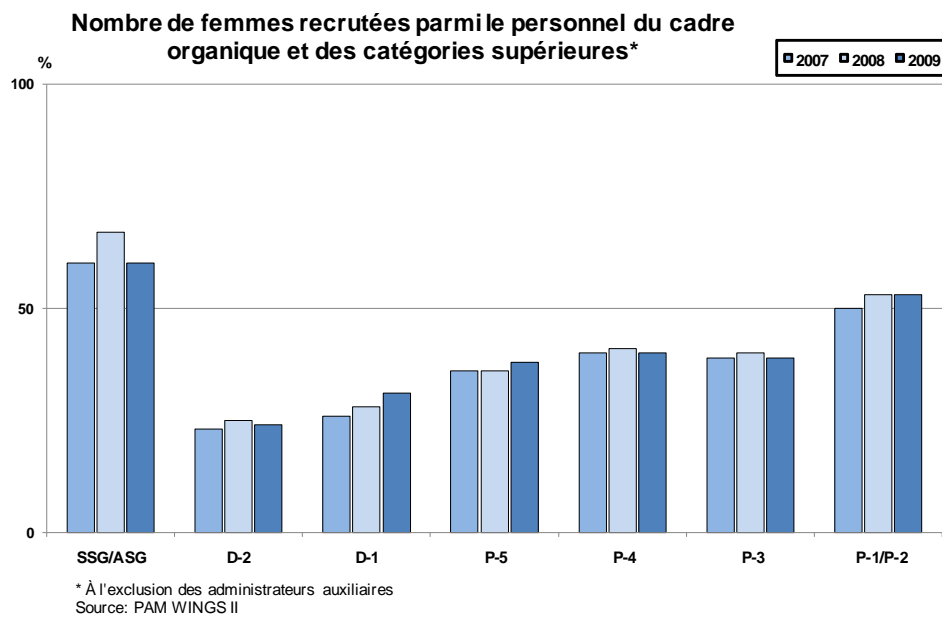
Grâce à ses partenariats avec le secteur privé, le PAM a eu recours à des fonds d'affectation pour ouvrir l'accès du marché des crédits d'émission de carbone aux bénéficiaires de ses projets d'alimentation scolaire et de reboisement dans les régions africaines dont l'environnement est dégradé. Au sommet de Copenhague en décembre 2009, la lutte contre le déboisement, reconnue comme l'une des stratégies les plus rentables pour faire face au changement climatique, a été classée parmi les priorités. Grâce à cette initiative, le PAM contribuera à lutter contre le changement climatique et fera en sorte que les interventions communautaires bénéficiant de son aide produisent des avantages supplémentaires.

152. Les fonds collectés en ligne se sont montés à 2 millions de dollars, soit une diminution par rapport aux 2,75 millions de 2008, mais le nombre de souscripteurs a progressé de 72 000 à 90 000.
153. En 2009, les partenaires de réserve ont affecté du personnel aux opérations du PAM en 106 occasions. Ces déploiements – dont la valeur est estimée à 7,8 millions de dollars – ont été le fait d'ONG internationales, d'administrations publiques et de sociétés commerciales; ainsi, du personnel qualifié a été détaché aux opérations du PAM sur le Territoire palestinien occupé en janvier, aux Philippines frappées par l'ouragan Ketsana en septembre et aux opérations de secours au Soudan et en République démocratique du Congo. Plusieurs partenaires de réserve du PAM fournissent un ensemble de services comprenant personnel et matériel; l'un d'eux, par exemple, a mis à disposition des opérations du PAM dans l'Est du Congo des camions ainsi que du personnel chargé de la gestion du parc automobile et de la maintenance.

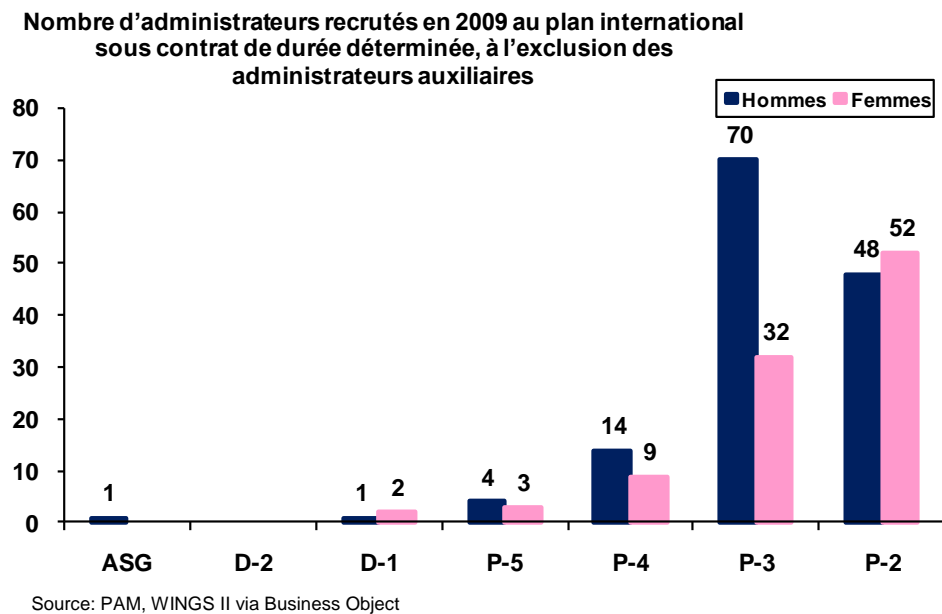
Ressources humaines

154. Au 31 décembre 2009, 92 pour cent des agents du PAM ayant un contrat d'une durée d'un an ou plus étaient sur le terrain (voir annexe IV). Le pourcentage de femmes ayant un contrat d'une durée d'un an ou plus était de 29 pour cent en 2009, soit une légère diminution par rapport aux 30 pour cent enregistrés en 2008. Elles représentaient 40 pour cent des administrateurs du cadre organique en 2009, comme en 2008. Les femmes restent sous-représentées aux échelons les plus élevés, mais le nombre de femmes directrices de bureaux de pays a augmenté de 30 pour cent, passant de 15 en 2008 à 20 en 2009; la proportion de femmes directrices adjointes de bureaux de pays a aussi augmenté, passant de 13 pour cent

en 2002 à 41 pour cent en 2009. Cela laisse présager qu'un plus grand nombre de femmes seront prêtes à assumer les fonctions de directrices à l'avenir.



155. Il demeure difficile de parvenir à la parité en termes de recrutement dans la catégorie des administrateurs recrutés au plan international. Au niveau P-2, on a recruté plus de femmes que d'hommes.



156. Les ressortissants de pays en développement ont représenté 42 pour cent des administrateurs recrutés au plan international, soit plus que l'objectif de 40 pour cent. À l'échelon des cadres supérieurs, la proportion était de 28 pour cent, comme en 2008. Le nombre des postes de directeurs de pays occupés par des ressortissants de pays en développement est passé de 18 en 2008 à 23 en 2009.

157. Le Centre de perfectionnement des compétences de gestion, qui s'adresse aux organisations ayant leur siège à Rome, offre au personnel la possibilité d'établir des plans pour améliorer leurs compétences. Au cours des cinq années écoulées, 50 pour cent des participants ont été des femmes et 60 pour cent des ressortissants de pays en développement.

Priorité de gestion 2 –Gestion des ressources

158. Ce critère permet d'évaluer la mesure dans laquelle le PAM gère efficacement les actifs qui lui sont confiés. Cette priorité concerne toutes les questions liées à la gestion des ressources: meilleure utilisation possible des ressources mises à disposition, bonne gestion des installations, réduction au maximum des pertes, garantie de la sécurité et du bien-être des employés et la préservation de l'image de marque et de la réputation du PAM.

Tableau 23: Priorité de gestion 2

Indicateurs de performance	2007	2008	2009
<i>Résultats financiers</i>			
Dépenses totales (en milliards de dollars)	3,0	3,7	4,2
Budget final (en milliards de dollars)	n/d	5,6	6,5
Recettes provenant de contributions (en milliards de dollars)	2,7	5,0	4,2
Utilisation du budget (en milliards de dollars)	n/d	4,4	3,8
Valeur totale des immobilisations du PAM (en millions de dollars)	2,7	21,7	57,3⁸¹
<i>Responsabilité</i>			
Valeur des pertes totales imputables à la fraude ou au détournement (en milliers de dollars)	210,0	853,0	1 350,0
Nombre de recommandations issues des audits restant à mettre en application à la fin de l'exercice	1 859,0	1 357,0	811,0⁸²
Nombre d'atteintes à la sécurité des employés et de leurs familles	484,0	657,0	620,0
<i>Image de marque et réputation</i>			
Nombre d'articles/émissions mentionnant le PAM (en milliers)	45,0	120,0	100,0
Nombre de liens pointant sur le site <i>wfp.org</i> à partir d'autres sites (en milliers)	n/d	287,0	596,0
Nombre d'articles publiés sur le site Web du PAM	456,0	131,0	368,0

Résultats financiers

159. Le montant total des recettes générées en 2009 s'est établi à 4,4 milliards de dollars, soit une baisse de 14 pour cent – équivalant à 709,9 millions de dollars – par rapport au niveau record de 5,1 milliards de dollars enregistré en 2008. Les recettes du PAM étaient constituées comme suit: i) recettes provenant des

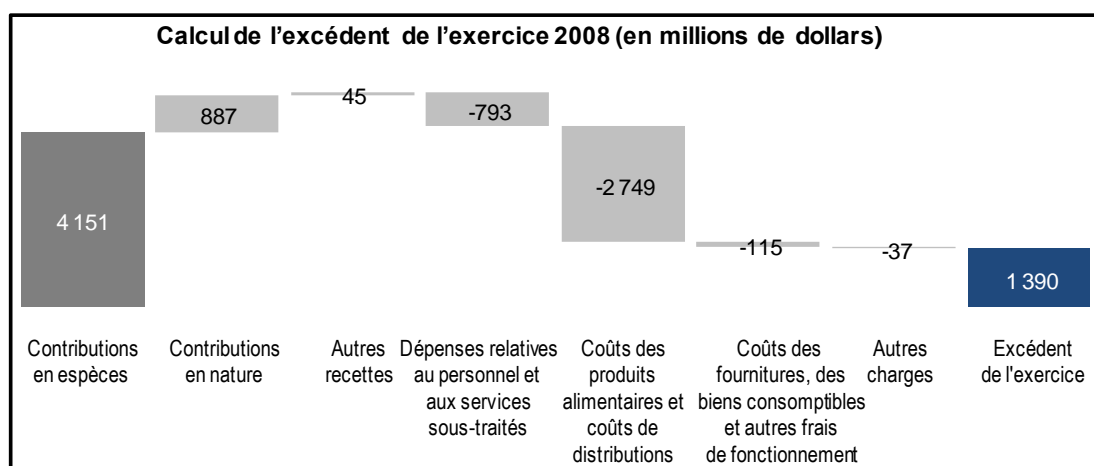
⁸¹ La valeur pour 2009 a été calculée sur la base d'un solde en début d'exercice de 21,7 millions de dollars, comme défini par les normes IPSAS adoptées par le PAM en 2008.

⁸² Nombre absolu minoré en 2009 par suite de l'application des recommandations en attente.

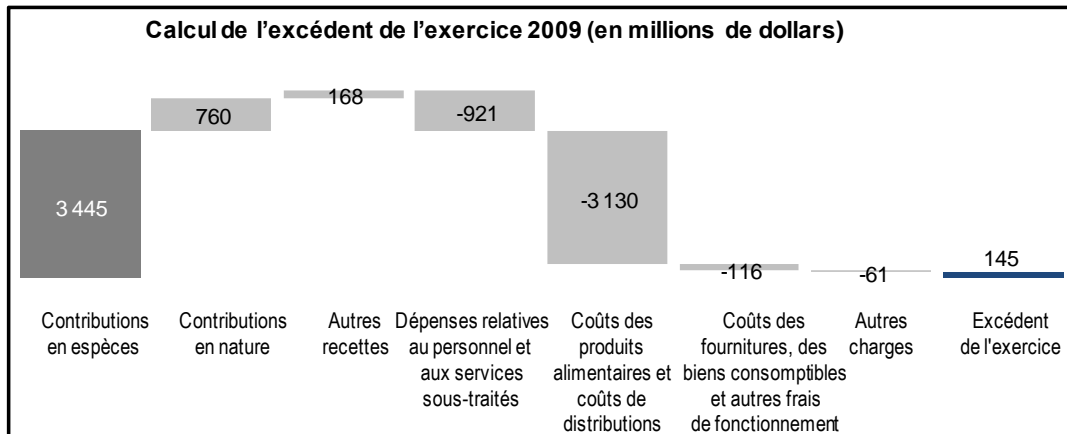
contributions: contributions en espèces de 3,4 milliards de dollars (79 pour cent) et en nature de 760 millions de dollars (17 pour cent); et ii) variation de taux de change: 44 millions de dollars (1 pour cent), rendement des placements: 39 millions de dollars (1 pour cent) et autres recettes: 85 millions de dollars (2 pour cent).

Dépenses⁸³

160. Les quantités de produits alimentaires fournies aux partenaires coopérants ont représenté 4,8 millions de tonnes en 2009, soit 23 pour cent de plus qu'en 2008, suite à des catastrophes naturelles, aux effets du changement climatique et à des conflits, en particulier des troubles civils. Les dépenses totales pour 2009 se sont élevées à 4,2 milliards de dollars, soit une augmentation de 14 pour cent – équivalant à 535 millions de dollars – par rapport à 2008. L'accroissement des dépenses reflète l'expansion de l'activité opérationnelle en 2009.
161. L'excédent des recettes enregistré en 2009 s'est élevé à 145,2 millions de dollars, soit moins que le niveau record de 1,4 milliard atteint en 2008, en raison d'une baisse des contributions de 833 millions de dollars et d'une hausse des dépenses de 535 millions.



⁸³ Conformément aux normes IPSAS, les produits sont comptabilisés dès confirmation écrite des contributions et les charges lors de la réception des services ou des biens ou de la distribution des vivres. Il y a donc un délai inhérent entre la comptabilisation des produits et la comptabilisation des charges: c'est le laps de temps qui s'écoule entre le moment où le PAM reçoit confirmation d'une contribution et le moment où les vivres sont distribués.



162. Il ressort des graphiques ci-dessus que l'excédent pour 2008, soit 1,4 milliard de dollars, est dix fois supérieur à l'excédent pour 2009, soit 145 millions de dollars. Cet écart peut s'expliquer principalement par une baisse des recettes de 706 millions de dollars et une hausse de 381 millions de dollars des coûts des produits alimentaires et des coûts de distribution.

163. Le tableau 24 montre l'impact de l'excédent de 2008, qui a permis au PAM:

- de porter ses stocks à 506 millions de dollars, dont 283 millions ont été distribués en 2009;
- de porter les contributions à recevoir à 787 millions de dollars en 2008, dont 330 millions ont été perçues en 2009 comme indiqué à la rubrique trésorerie et investissements; et
- de ramener son passif à 128 millions de dollars en 2008.

	2009	2008
Stocks	-283	506
Trésorerie et placements	330	220
Contributions à recevoir	15	787
Biens immobiliers, installations et équipement	27	17
Passif	53	-128
Autres postes	4	-12
Total	145	1 390

164. Au 31 décembre 2009, le PAM détenait 4,1 milliards au titre des soldes des fonds et réserves, dont 3 milliards au titre des fonds de catégories d'activités. Le solde se rapporte au Fonds général et aux comptes spéciaux, aux réserves, aux opérations bilatérales et aux fonds d'affectation spéciale.

165. Les soldes de trésorerie – équivalents de trésorerie et placements à court terme – conservés pour subvenir aux besoins de financement du PAM ont augmenté de 312 millions de dollars – soit 22 pour cent – par rapport à 2008. La hausse des soldes de trésorerie correspond à l'expansion des opérations du PAM.

Programme de travail

166. Le budget initial pour 2009, publié en octobre 2007, estimait à 2,7 milliards de dollars l'ensemble des besoins. En 2008 et 2009, le programme de travail a été revu à la hausse pour tenir compte de l'évolution des coûts du PAM, et notamment de la flambée des prix des denrées alimentaires et des carburants de 2008. La mise en œuvre de nouvelles opérations ou l'élargissement d'opérations existantes, notamment dans des pays en proie à des conflits donnant lieu à de vastes déplacements de population, ont accru les besoins au titre des projets. Le budget final pour 2009 s'est élevé à 6,5 milliards, soit une augmentation de 140 pour cent

par rapport au programme de travail original pour 2009 tel qu'il figure dans le Plan de gestion (2008-2009).

Exécution du budget

167. Le PAM étant une organisation financée exclusivement à l'aide de contributions volontaires, elle ne peut mettre en œuvre son programme de travail que dans les limites des ressources disponibles. Les délais exigés par certaines activités ayant des répercussions sur le taux d'exécution, en 2009, le budget a été utilisé à hauteur de 3,8 milliards de dollars, soit 58 pour cent de l'ensemble des besoins du PAM.
168. Devant l'ampleur de son déficit de financement, le PAM a été contraint de réduire de 16 pour cent le volume de ses stocks dans les pays (ou 25 pour cent en valeur). À la fin de 2008, les stocks du PAM dans les pays représentaient 1,7 million de tonnes, soit une valeur de 1 milliard de dollars; à la fin de 2009, le volume des stocks était descendu à 1,4 million de tonnes, soit une valeur de 721 millions de dollars. Dans le cas d'opérations de grande ampleur dont les stocks de clôture étaient bas à la fin de 2008 et qui ont accusé des déficits de financement en 2009, par exemple au Bangladesh, en Ouganda et en République populaire démocratique de Corée, le PAM a été contraint de décider de réduire les rations, voire de suspendre les distributions alimentaires.
169. Concernant les contributions de 2009, 40 pour cent – soit 25 pour cent de l'ensemble des besoins – ont été reçues au cours du premier semestre de l'année et 60 pour cent – soit 40 pour cent des besoins totaux – au cours du second. Par suite des délais nécessaires – les cinq mois qui s'écoulaient en moyenne entre la confirmation d'une contribution et son utilisation – une part importante des ressources confirmées au cours du second semestre de l'année a été reportée à l'exercice 2010.

Tableau 25: État V – État comparatif des montants budgétisés et des montants effectifs pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 (en millions de dollars)

	Montants budgétisés		Montants effectifs sur une base comparable *	Différence: budget final et budget effectif
	Budget initial	Budget final		
Catégories de coûts				
Produits alimentaires	1 142,2	3 104,9	1 676,8	1 428,1
Transport extérieur	276,6	687,4	254,4	433,0
Transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM)	675,5	1 298,9	903,8	395,1
Autres coûts opérationnels directs (COD)	128,4	444,5	272,8	171,7
Coûts d'appui directs (CAD)	288,3	662,8	410,9	251,9
Total partiel: coûts directs	2 511,0	6 198,5	3 518,7	2 679,8

Tableau 25: État V – État comparatif des montants budgétisés et des montants effectifs pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 (en millions de dollars)

	Montants budgétisés		Montants effectifs sur une base comparable *	Différence: budget final et budget effectif
	Budget initial	Budget final		
AAP	183,4	238,8	226,0	12,8
Fonds d'équipement et Fonds pour le renforcement des capacités	13,3	55,8	39,1	16,7
Total partiel: coûts indirects	196,7	294,6	265,1	29,5
TOTAL	2 707,7	6 493,1	3 783,8	2 709,3

* Les montants effectifs aux fins budgétaires sont présentés dans un tableau de comparaison et servent à l'établissement d'un état de rapprochement résultant de l'exécution du budget. Suivant les normes IPSAS ils comprennent les dépenses et obligations effectives comparables avec le budget final.

Gestion de l'infrastructure et des installations

170. Grâce à l'introduction des normes IPSAS et à la mise à jour du système comptable, le PAM a un meilleur contrôle de ses actifs; il utilise pour cela deux systèmes: WINGS II et la base de données sur la gestion des actifs. Cette dernière comprend 300 000 actifs, y compris les améliorations locatives et les immobilisations incorporelles, d'une valeur de 104 millions de dollars; 2 300 actifs d'une valeur globale de 51 millions de dollars sont des actifs fixes.
171. Le PAM prend part à l'initiative des Nations Unies pour la neutralité climatique et en 2009, il a fait connaître les émissions de gaz à effet de serre imputables à ses bâtiments, aux voyages de son personnel et aux véhicules légers. Parmi les initiatives lancées en 2009 pour réduire l'empreinte carbone du PAM figuraient des plans de mise en service au siège de technologies économes en énergie. Sur le terrain, des panneaux solaires ont été installés dans plusieurs pays et le PAM a remplacé des véhicules anciens circulant en ville par des véhicules hybrides et électriques.

Des ailes pour économiser le carburant

En 2009, le PAM a affrété deux navires tractés par un système de voile libre pour expédier du fret de l'Europe vers l'Asie. Une voile libre est un genre de cerf-volant géant qui utilise l'énergie du vent pour majorer la force de propulsion des moteurs du navire de façon à réduire ainsi la consommation d'énergie et de carburant. Dans des conditions idéales, ce système peut réduire la consommation de carburant de 30 pour cent, soit 4,5 tonnes de fuel par jour.

Économies réalisées grâce à la collaboration administrative FAO/PAM/FIDA

172. Le PAM, la FAO et le FIDA ont resserré leur collaboration administrative en 2009. Une Équipe commune chargée des achats a été établie pour lancer des appels d'offres conjoints couvrant les biens, les travaux et les services communs

aux trois sièges afin d'économiser grâce à une meilleure coordination et aux économies d'échelle ainsi réalisées. Un appel d'offres conjoint, par exemple, a permis aux trois organismes de s'assurer les services de la même agence de voyages et de réaliser ainsi des économies appréciables. L'extension du contrat d'expédition du courrier de la FAO au PAM et au FIDA a permis de réaliser des économies de 25 pour cent pour le FIDA et de 30 pour cent pour le PAM.

Responsabilité financière

173. Compte tenu des processus de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle en place au PAM, l'Inspecteur général a conclu que le PAM était modérément assuré d'atteindre ses objectifs dans le respect de ses règles et règlements; autrement dit, les systèmes de contrôle en place étaient suffisants mais pouvaient être améliorés. Aucune faiblesse notable n'a été décelée en 2009.
174. En 2009, le PAM a procédé à 11 vérifications sur le terrain, quatre vérifications au Siège et sept vérifications des processus informatiques qui ont classé chaque processus en fonction du risque qu'il présente: faible, moyen ou élevé. Il ressort de ces exercices qu'en 2009, la gouvernance, la gestion des opérations et des programmes, et la mobilisation des ressources ont été exposées à des risques plus élevés; la gestion et l'information financières, les services d'appui et les processus informatiques présentaient des risques moyens.
175. Les deux cas de détournement de produits alimentaires, l'un estimé à 825 000 dollars et l'autre à 190 000 dollars, portent le montant total des pertes ayant fait l'objet d'une enquête de 853 000 dollars en 2008 à 1,35 million en 2009. Au total, en 2009, 84 000 dollars ont pu être recouverts.
176. Le nombre de plaintes déposées auprès de Bureau des inspections et des enquêtes a diminué de 38 pour cent, passant de 174 en 2008 à 108 en 2009, mais 59 pour cent des plaintes ont donné lieu à des enquêtes en bonne et due forme en 2009 contre 28 pour cent en 2008. Le nombre de plaintes ayant trait aux TIC ont doublé; le nombre concernant les détournements de produits alimentaires est resté inchangé en 2009. Les plaintes pour harcèlement, harcèlement sexuel et abus de pouvoir ont fortement diminué, passant de 31 en 2008 à 13 en 2009, essentiellement du fait de la mise en œuvre de directives dans ce domaine.

Enquête du PAM sur les détournements de produits alimentaires en Somalie

L'enquête interne que le PAM a effectuée sur les détournements de produits alimentaires en Somalie l'a amené à modifier ses pratiques de contrôle. Les recommandations suivantes ont été formulées:

- élaboration de cadres opérationnels alternatifs incluant les éléments suivants: évaluation des besoins, approbation des projets, contrôle des distributions et suivi des bénéficiaires;
- révision du manuel des transports pour renforcer les procédures de contrôle et éclaircir les clauses qui doivent l'être; et
- amélioration des activités d'information et de relations publiques.

177. Un Programme de divulgation de l'information a été mis en œuvre en 2009 pour entretenir et accroître la confiance du public dans l'intégrité du PAM: 540 fonctionnaires ont dû remplir des déclarations complètes concernant leur situation financière, en particulier ceux investis de pouvoirs étendus dans le domaine des achats. Ce règlement a été observé à 100 pour cent. Un site intranet a également été mis en service en 2009 pour assurer la diffusion des politiques et procédures de déontologie du PAM; deux programmes de formation ont par ailleurs été mis en ligne.

Garantie de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments

178. Face à la hausse des achats de produits alimentaires auprès de petits exploitants et à l'avènement de nouveaux types d'aliments, le PAM a commencé en 2009 à actualiser systématiquement son système de gestion de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments pour veiller à ce que les produits qu'il distribue satisfassent aux normes requises. Le nouveau système sera mis en œuvre avec l'appui scientifique d'organismes comme la FAO et l'Institut des ressources naturelles (NRI) et l'appui de partenaires privés, en particulier d'Unilever.
179. En 2009, un module de formation en ligne sur la qualité et la sécurité sanitaire des aliments a été mis au point à l'intention des directeurs des bureaux de pays et intégré au système d'apprentissage en ligne (e-LMS).

Les boîtes bleues du Guatemala

Le PAM a mis au point une "Boîte bleue" au Guatemala pour améliorer la qualité du maïs acheté par le PAM dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès. Cette boîte contient une panoplie d'outils servant à effectuer des contrôles de qualité sur place: une balance calibrée, un hygromètre, des tamis et un kit de mesure de l'aflatoxine. Les techniciens de terrain utilisent ces boîtes pour effectuer des tests de qualité sur place et pour former les agents à l'assurance-qualité. Ces boîtes ont donné des résultats remarquables du point de vue de la qualité du maïs et ont permis d'instaurer une plus grande confiance entre agriculteurs, négociants et autres parties prenantes.

Sécurité et bien-être des employés

180. Les services du bureau du Médiateur ont été sollicités par 259 membres du personnel en 2009, y compris par des groupes de fonctionnaires dans 12 cas. Comme l'an passé, la plupart des problèmes concernaient les relations avec des supérieurs hiérarchiques, et notamment: évaluation du comportement professionnel, communication et commentaires sur le travail, respect et confiance, et frustration suscitée par le manque de perspectives de carrière. Le nombre de cas de harcèlement est resté constant, mais en 2009, davantage de groupes sont venus se plaindre. Un plus grand nombre de problèmes concernant le PAM et sa mission ont été soulevés en 2009, et notamment la gestion, la gestion du changement, la communication, la restructuration, les politiques, les procédures et la déontologie.

L'insécurité compromet l'assistance humanitaire en Somalie

Les menaces et les attaques croissantes dont sont victimes les agents humanitaires et les exigences inacceptables de certains groupes armés ont rendu pratiquement impossible la poursuite de l'assistance humanitaire à un million de femmes, d'enfants et autres groupes vulnérables dans le sud de la Somalie en 2009. La sécurité du personnel suscite de très vives préoccupations, et la détérioration des conditions de sécurité a contraint le PAM à fermer temporairement six bureaux auxiliaires et à transférer le personnel, les stocks de produits alimentaires et le matériel dans des zones plus sûres.

Préparation aux pandémies

181. Avec la déclaration de pandémie de grippe mondiale de l'OMS en juin, le PAM a procédé à des évaluations logistiques et établi des plans de continuité des opérations. Les bureaux de pays ont été priés de dresser des plans d'action opérationnels. Le PAM a aussi organisé des réunions à l'intention de son personnel pour le sensibiliser et le préparer à la pandémie.

Image de marque et réputation

Couverture médiatique et publicité gratuite

182. Le PAM a bénéficié d'une couverture médiatique gratuite d'une valeur de plusieurs millions de dollars pour sensibiliser le public aux problèmes de la faim et aux opérations du PAM. La valeur connue des spots télévisés et des encarts publicitaires offerts gratuitement au PAM s'est élevée à 48,5 millions de dollars en 2009 – 42,5 millions de dollars pour les publicités dans la presse écrite et 6 millions de dollars pour les spots télévisés; les publicités financées par le Conseil japonais de la publicité se sont montées à 38,5 millions. La publicité la plus réussie, sur le thème de la crise financière mondiale, mettait en scène Sean Penn, oscar du meilleur acteur en 2009; elle a été diffusée dans le monde entier pendant toute l'année. Les diffusions de spots télévisés et les encarts publicitaires parus dans la presse internationale ont été évalués à 5,6 millions. La campagne a été conçue par le PAM en interne.
183. Le PAM a été mentionné dans la presse à 100 000 reprises en 2009; dans 52 600 cas, l'accent était mis sur les activités menées sur des marchés particulièrement suivis en Allemagne, en Australie, au Canada, au Danemark, aux États-Unis d'Amérique, en Finlande, en France, en Irlande, en Italie, au Japon, en Norvège, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Suède. Les organes de presse, les sites Web et d'autres médias ont repris 62 annonces vidéo, films, reportages vidéo et spots télévisés produits à faible coût par le PAM.

Site Web du PAM

184. Pour mieux faire connaître le problème de la faim dans le monde et les activités de l'organisation, le PAM a en 2009 converti son site Web en plate-forme centrale, économique, afin de diffuser des nouvelles sur ses activités et des informations sur le problème de la faim et les financements nécessaires à ses opérations. Les buts du nouveau site Web sont les suivants:
- Mobiliser le public en faveur des causes humanitaires;

- Devenir la première source d'informations pour les spécialistes des problèmes de la faim;
- Favoriser l'émergence de la prochaine génération de sources d'information professionnelles consacrées à la lutte contre la faim; et
- Lever des fonds pour lutter contre la faim.

185. Après sa refonte, le site web du PAM a attiré 60 pour cent de visiteurs en plus – 224 000 par mois en 2009 contre 140 000 en 2008. Les liens pointant sur le site wfp.org depuis d'autres sites ont augmenté de 108 pour cent, passant de 287 000 en 2008 à 596 000 en 2009. Trois fois plus d'articles ont été publiés sur le site en 2009 qu'en 2008. Quatre sites Web en langue étrangère ont été créés ou étoffés (français, italien, coréen et espagnol); des sites Web sont en cours d'élaboration dans d'autres langues.

186. Le nombre d'abonnés à la chaîne YouTube du PAM, où les vidéos du Programme bénéficient d'une forte visibilité, est passé de 350 en 2008 à 2 845 en 2009. Les membres du Groupe Facebook du PAM, au nombre de 1 200 en 2008, étaient 40 000 en 2009; 12 000 abonnements Twitter ont aussi été établis.

Campagne "Fill the Cup"

187. La campagne internationale qui a été lancée par le PAM en 2008 pour sensibiliser l'opinion publique et mobiliser des fonds en faveur de millions d'écoliers souffrant de la faim, a pris de l'élan en 2009. La campagne "Fill the Cup" ("Une tasse remplie = Un enfant nourri") figure désormais en bonne place dans la collecte de fonds en ligne du PAM: en 2009, sur les 1,9 million de dollars de dons en ligne, 1,5 million étaient destinés à cette campagne. Des artistes et des vedettes de cinéma, de la TV, du sport et de la musique ont fait don de leur temps, de leur image et de leur musique pour des spots télévisés et des affiches publicitaires portant le logo "Fill the Cup". Les pilotes de Formule 1 de Panasonic Toyota Racing ont fait équipe avec le PAM pour sensibiliser des millions de fans pendant la saison des Grand Prix 2009, en été et en automne. Jarno Trulli et Timo Glock ont piloté des voitures aux couleurs de "Fill the Cup" et ont vendu aux enchères des effets personnels au public.

188. Des ambassadeurs contre la faim et autres célébrités partenaires du PAM ont généreusement fait don de leur temps et de leur image: oscar du meilleur acteur en 2009 Sean Penn, l'actrice et productrice américaine Drew Barrymore, la chanteuse Christina Aguilera qui a remporté cinq Grammys, le recordman du monde de marathon Paul Tergat, l'ancien Président du Ghana John Kufuor, le philanthrope et spécialiste de l'environnement Howard G. Buffett, l'acteur et chanteur coréen Jang Dong Gun, l'artiste pop suisse Dj Bobo, l'actrice et productrice italienne Maria Grazia Cucinotta, la légendaire championne olympique de gymnastique Li Ning, l'actrice philippine et vedette de télévision Kristina Cassandra Concepcion, et le groupe Thievery Corporation.

Priorité de gestion 3 – Apprentissage et innovation

189. Il s'agit ici d'évaluer la manière dont le PAM prend acte de ses expériences, s'adapte au changement et recherche de meilleurs moyens d'accomplir ses objectifs; cette priorité couvre les domaines de la gestion des connaissances, du perfectionnement du personnel et de la recherche.

Tableau 26: Priorité de gestion 3

Indicateurs de performance	2007	2008	2009
Montant total des fonds (provenant de dons/fonds d'affectation spéciale) déboursés (en millions de dollars)	n/d	n/d	173
Nombre d'administrateurs (de classe P5 et de rang supérieur) ayant participé aux modules du programme de développement des capacités d'encadrement:			
- Principes généraux d'encadrement	n/d	n/d	280
- Encadrement stratégique			150
Mise en place d'un système d'auto-apprentissage en ligne pour WINGS II, en parallèle au lancement du système, accessible à tous les utilisateurs dans le monde (oui/non)	n/d	n/d	Oui
Investissement dans les TIC en pourcentage du budget total	9,5	11	8,5

Dons et fonds d'affectation spéciale

190. Concernant les financements extrabudgétaires, le PAM a dépensé en 2009 173 millions de dollars provenant de dons et de fonds d'affectation spéciale,⁸⁴ soit une réduction de 54,5 millions de dollars par rapport à 2008; ces dépenses ont été consacrées à l'amélioration de la qualité et au renforcement des capacités pour l'essentiel sur le terrain, comme suit:

- mise au point de nouveaux outils comme les programmes de transfert monétaires et de bons d'alimentation, les applications Web, et nouvelles procédures en matière de gestion des connaissances, de renforcement des capacités, de plaidoyer et de transfert des responsabilités;
- établissement de nouveaux types de partenariats comme préconisé par la réforme de l'Organisation des Nations Unies et la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement;
- création de capacités au sein des gouvernements concernant l'alimentation, la sécurité alimentaire et les besoins nutritionnels;
- assistance aux gouvernements et aux institutions pour qu'ils établissent des mécanismes législatifs, politiques et techniques visant à prévenir ou à résoudre les crises liées à l'insécurité alimentaire et à réduire la vulnérabilité; et
- collaboration avec les partenaires pour renforcer les capacités institutionnelles en vue de transférer aux gouvernements la responsabilité des filets de protection sociale axés sur l'alimentation.

⁸⁴ Le montant total des dons et des fonds d'affectation spéciale est une composante des fonds extrabudgétaires.

191. Une étude conjointe sur la stratégie institutionnelle effectuée en 2009⁸⁵ a permis de déterminer que 73 pour cent des activités financées par des dons avaient été intégrées aux opérations du PAM et de ses partenaires et que des produits et des outils avaient été mis au point et diffusés pour améliorer l'efficacité du PAM et faciliter le transfert de ses connaissances et de ses capacités à ses partenaires.

Programme de développement des compétences d'encadrement

192. À l'appui du Plan stratégique (2008–2013), une étude des déficits de qualifications réalisée à titre gracieux par le Boston Consulting Group (BCG) a permis d'établir trois modules de formation pour les cadres de classe P-5 et de rang supérieur qui ont été mis en œuvre comme suit:
- Principes généraux d'encadrement – principes de communication et de comportement (mars–octobre 2009, 280 participants).
 - Encadrement stratégique – alignement stratégique et grandes orientations (septembre–octobre 2009, 150 participants).
 - Encadrement opérationnel – compétences en matière d'organisation et de gestion (mars–mai 2010, 170 participants).
193. Un processus d'évaluation a été établi pour recueillir les réactions et évaluer l'apprentissage ainsi que l'application et l'impact de la formation; il était structuré comme suit: une étude initiale recueille les réactions immédiates à l'issue de chaque session de formation; trois mois après la formation, un sondage en ligne permet de vérifier dans quelle mesure les compétences et les outils acquis ont été appliqués; des entretiens individuels ont lieu au bout de six mois et d'un an pour évaluer l'impact de la formation sur le travail des participants. Le tableau 27 montre que la formation a été jugée utile par les participants.

⁸⁵ Rapport conjoint sur la stratégie institutionnelle du Ministère britannique du développement international (DFID) et du PAM, 2009.

Tableau 27: Programme de perfectionnement des compétences d'encadrement – Résultats de l'évaluation

	Les principes généraux d'encadrement			L'encadrement stratégique		
	Sondage sur la formation réalisé auprès de 239 agents après la session	Sondage sur l'application de la formation réalisé auprès de 86 agents 3 mois après la session	Entretiens sur l'impact de la formation réalisés avec 40 agents 6 mois après la session	Sondage sur la formation réalisé auprès de 136 agents après la session	Sondage sur l'application de la formation réalisé auprès de 151 agents 3 mois après la session	Entretiens sur l'impact de la formation réalisés 6 mois après la session
Utile pour mon travail	4,7	4,4	4,8	4,2	3,8	n/d
Important pour ma propre réussite	4,5	4,2	4,3	3,9	3,4	n/d
Source d'informations nouvelles	4,3	4,0	4,2	3,6	3,3	n/d
Utile à la mise en œuvre du Plan stratégique	4,0	3,8	4,2	3,8	3,4	n/d

Échelle: 1=absolument pas d'accord, 2=pas d'accord, 3=neutre, 4=d'accord, 5=tout à fait d'accord

Le site EPWeb

194. L'EPWeb, un site Web du PAM dédié aux informations opérationnelles concernant la préparation aux situations d'urgence, a été complètement revu en 2009. Sa gestion décentralisée permet au personnel de terrain d'accéder aux documents en ligne et d'en gérer le contenu. Le nombre de visites a augmenté de 22 pour cent par rapport à 2008, passant à 18 000 visites. Avec son stock de 3 000 cartes géographiques opérationnelles et analytiques et ses 24 000 documents, l'EPWeb constitue un volet essentiel de la mémoire institutionnelle du PAM.

Lancement des bons électroniques

Un projet de bons d'alimentation électroniques, premier au monde à faire usage de la technologie de la téléphonie mobile, a été lancé par le PAM en Syrie en 2009 pour aider

1 000 familles de réfugiés irakiens.

Le prestataire de services de téléphonie mobile en Syrie, MTN, a fait don de cartes SIM au projet, permettant aux réfugiés de recevoir sur leurs téléphones portables un bon virtuel sous forme de message texte, à utiliser dans les magasins publics. Le partenaire du projet, l'Établissement général d'entrepôt et de commercialisation des produits agricoles et d'origine animale, qui relève du Ministère syrien de l'économie et du commerce, fournit des vivres depuis ses entrepôts de Damas, où vivent la plupart des réfugiés. L'utilisation des bons électroniques pourrait permettre de suivre la collecte de vivres en temps réel et c'est un bon indicateur des modes de consommation des bénéficiaires, qui donnerait la possibilité d'adapter les distributions à l'évolution de la situation et d'améliorer le ciblage et l'impact de l'intervention.

Guide électronique au gisement des connaissances

195. Le Guide électronique au gisement des connaissances recense les informations sur les modes opératoires du PAM, ses responsabilités et ses transactions. Il a été placé dans WINGS II. Son module d'auto-apprentissage en ligne donne accès à des documents détaillés sur les modes opératoires du PAM, y compris les tâches manuelles et celles assistées par ordinateur. Le guide aide le personnel à se familiariser avec les modes opératoires, les tâches et les systèmes de l'organisation et permet à l'utilisateur de réagir directement en cours de route. Le Guide électronique est un outil précieux pour les initiatives à venir car il permet d'introduire des améliorations plus rapidement, notamment lorsque les changements sont d'envergure ou qu'ils touchent plusieurs domaines.

Recherche

Recherches sur le supplément nutritionnel PlumpyNut en Éthiopie

Le PAM étudie actuellement l'efficacité d'un nouveau produit nutritionnel en Éthiopie, en comparant le mélange maïs-soja enrichi à un supplément nutritionnel prêt à l'emploi appelé Supplementary Plumpy®, en collaboration avec Action Contre la Faim (ACF), l'Université de Toronto et le Gouvernement éthiopien. Il s'agit en premier lieu de comparer l'efficacité des produits alimentaires pour le traitement de la malnutrition modérée ou grave chez les enfants de moins de 5 ans. Des données anthropométriques ont été recueillies, ainsi que les résultats des indicateurs de performance des programmes, des informations sur le partage des produits alimentaires au sein des ménages et sur les soins aux enfants.

Les premiers résultats montrent que les familles recevant du Supplementary Plumpy le partagent moins, sans doute parce que c'est justement le message que reçoivent les membres de la famille chargés des soins: Supplementary Plumpy peut servir d'aliment et de médicament pour les enfants malades, et il est donc important de ne pas le partager avec d'autres membres de la famille.

Le PAM a tiré beaucoup d'avantages de sa collaboration avec ACF: il peut compter sur un personnel qualifié, bien formé parce que la plupart des agents d'ACF travaillent sur les suppléments nutritionnels depuis plusieurs années et connaissent bien ce domaine. ACF a aussi mis des véhicules à disposition pour la collecte de données et a permis au PAM d'utiliser ses sites pour le prémélange et le stockage des produits alimentaires.

Priorité de gestion 4 – Organisation des processus internes

196. Cet élément mesure l'efficacité des processus internes du PAM, s'agissant notamment de la budgétisation, des achats, de la comptabilité et de l'informatique.

Tableau 28: Priorité de gestion 4

Indicateurs de performance	2007	2008	2009
Valeur totale des produits alimentaires achetés par le PAM (en millions de dollars É.-U)	767	1 408	965
Pourcentage de la quantité totale de produits alimentaires achetés par le PAM:			
- dans les pays en développement (en %)	80	78	80
- dont achetés localement (en %)	45	40	38
Valeur totale des articles non alimentaires achetés (en millions de dollars)	xx	395,4	408
Passage à WINGS II achevé (oui/non)	n/d	n/d	Oui
Modifications et améliorations introduites dans WINGS II sous forme de solution intégrée (oui/non)	n/d	n/d	Oui ⁸⁶

Mécanismes internes de financement

197. En 2009, 93 financements anticipés d'un montant total de 388,6 millions de dollars ont été approuvés sous forme de prêts pour 57 bureaux extérieurs, au titre du Mécanisme de préfinancement, du CII et du Mécanisme d'avance au titre des CAD/autres COD. Les mécanismes internes de financement anticipé du PAM permettent aux bureaux extérieurs et aux bureaux régionaux de demander des fonds en attendant la confirmation de contributions annoncées. À la fin de 2009, 12 donateurs avaient accordé au PAM l'autorisation, de recourir au Mécanisme de préfinancement sur la base des prévisions de contributions, donnant ainsi davantage de flexibilité à ce dispositif.

198. En 2009, 130 000 tonnes de produits alimentaires ont été achetées grâce au Mécanisme d'achat anticipé, sur la base des besoins globaux projetés plutôt que sur la base des besoins de chacun des projets. La plupart de ces produits étaient destinés aux victimes de sécheresses dans la Corne de l'Afrique. Les délais de livraison ont été réduits de 117 jours en moyenne avant l'introduction du Mécanisme d'achat anticipé en 2008 à 30 jours en moyenne en 2009.

Achats

199. En 2009, le PAM a acheté 2,6 millions de tonnes de produits alimentaires (voir annexe VI) dans 92 pays, pour une valeur de 965 millions de dollars, soit une baisse de 8 pour cent en volume et de 32 pour cent en valeur par rapport à 2008, année au cours de laquelle le Programme avait acheté 2,8 millions de tonnes de produits alimentaires pour une valeur de 1,4 milliard de dollars. Quatre-vingt pour

⁸⁶ Y compris la mise en conformité avec les normes IPSAS et l'intégration d'un module unique de suivi des projets.

cent de ces produits alimentaires ont été achetés dans 75 pays en développement, injectant ainsi 772 millions de dollars dans l'économie de ces pays.

200. La conjoncture des marchés des produits alimentaires en 2009 s'est traduite par une nette diminution des prix des denrées alimentaires par rapport à 2008, notamment pour le riz, le blé, le maïs, et l'huile de cuisine enrichie. Le blé a représenté un tiers du volume acheté, ce qui s'explique par la situation géographique des grandes opérations d'urgence; les principaux produits achetés hormis le blé ont été le maïs (19 pour cent), le riz (13 pour cent) et les aliments composés (10 pour cent).
201. C'est en Asie que le PAM a acheté le plus gros volume de produits alimentaires; l'Europe et l'Afrique arrivent en deuxième position - le premier en volume et le second en valeur. L'Ukraine est le pays où le PAM a acheté les plus grandes quantités de produits – 440 000 tonnes pour une valeur de 83 millions de dollars – et le Pakistan celui où il a acheté le plus en valeur – 91 millions de dollars correspondant à 267 000 tonnes.
202. Depuis 2000, le PAM aide les gouvernements de l'Égypte, de l'Éthiopie et de plusieurs pays d'Amérique latine à acheter des produits alimentaires pour les programmes publics d'aide sociale par le biais de fonds d'affectation spéciale. En 2009, il a acheté et transporté 60 000 tonnes de blé pour le compte du Gouvernement éthiopien.

Passage à WINGS II

203. En juillet 2009, le PAM a opéré le passage de WINGS I à WINGS II, ce qui a exigé un vaste remaniement des processus de l'organisation en vue d'une harmonisation plus étroite avec les pratiques courantes d'autres organisations.
204. Les processus opérationnels ont été améliorés dans le domaine des achats, du suivi des produits alimentaires en fonction de leur valeur, et de la gestion des stocks. Cela permet de mettre rapidement à la disposition des utilisateurs de toutes les zones géographiques des données cohérentes sur la chaîne d'approvisionnement. Les nouveaux outils intégrés de prévision et d'affectation des contributions permettent de décider l'octroi d'avances sur la base de meilleures informations et de mieux analyser les tendances et préférences des donateurs. La planification des projets a été améliorée grâce à l'enregistrement des besoins bruts annuels; par ailleurs, un système plus simple de règlement anticipé a été mis en place qui permet d'accélérer les remboursements lorsque les contributions sont confirmées, et donc de recourir plus facilement aux dispositifs de financement anticipé.
205. Les dispositions des normes IPSAS ont été intégrées dans les procédures financières de routine. La situation des stocks est captée automatiquement par le système intégré de la chaîne d'approvisionnement, et l'estimation des charges à payer aux employés a été améliorée. Un système intégré de comptabilité des actifs a aussi été mis en place.
206. Un système commun des états de paie du personnel recruté sur le plan local, le Portail de notification administrative ou portail PASport a été mis au point et installé dans 15 bureaux de pays. Un guichet unique a été mis en place pour les

voyages, lequel permet de mieux contrôler les dépenses de voyages et d'analyser les tendances afin d'orienter la politique en matière de voyages.

Communications internes

207. Des travaux ont été entrepris en 2009 pour améliorer la qualité et la circulation de l'information entre les bureaux de pays, les bureaux de terrain, les bureaux de liaison et le Siège pour faire en sorte que le personnel comprenne l'étendue et la complexité des activités du PAM. Le principal volet de ces travaux a consisté à restructurer l'intranet du Programme, WFPgo, principale source d'information pour les employés du PAM dans le monde: une importante section consacrée aux nouvelles et aux messages intéressant l'organisation a été ajoutée, ainsi qu'un forum de discussion en ligne et des mécanismes incitant au partage d'informations et d'opinions. Le nombre de visites journalières est passé de 6 000 environ en juillet, lors du lancement du site, à un chiffre se situant entre 8 000 et 9 000 à la fin de l'année. Le personnel a consulté WFPgo près d'1 million de fois au cours de ces six mois, ce qui représente 2,43 million de pages vues.

Priorité de gestion 5 – Efficacité opérationnelle

208. Cet élément mesure l'efficacité avec laquelle le PAM parvient aux résultats qu'il s'est fixés pour ses bénéficiaires avec les ressources à sa disposition. Les exemples donnés dans la présente section illustrent les gains d'efficacité obtenus.

Tableau 47: Priorité de gestion 5

Indicateurs de performance	2007	2008	2009
Nombre de stratégies de pays mises au point et approuvées par le Comité d'examen des stratégies	n/d	n/d	3 (Ouganda, Soudan, Iraq)
Pourcentage de nouveaux projets satisfaisant aux critères de gestion axée sur les résultats	75	83	85
Nombre de projets du PAM ⁸⁷ menés en collaboration avec des organismes des Nations Unies et des organisations internationales	208	197	173
Programmes conjoints avec des organismes des Nations Unies et des organisations internationales en pourcentage des projets du PAM pendant la période considérée	22	26	36
Nombre d'ONG et d'organisations communautaires collaborant avec le PAM	2 815	2 837	2 398
Pourcentage de distributions de produits alimentaires du PAM' prises en charge par des ONG	54	48	54
Quantité totale de produits alimentaires achetés par le PAM dans le cadre de l'initiative "Achats au service du progrès" (en millions de tonnes)	n/d	n/d	0,039
Coût moyen par tonne distribuée (en dollars)	670	863	807 ⁸⁸
Volume des pertes de produits après livraison, en pourcentage des produits alimentaires pris en charge (en milliers de tonnes)	16,7	21,7	21,2
Nombre de passagers transportés par Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies	322 321	361 000	323 713

Stratégie, conception et mise en œuvre des projets

Stratégies de pays

209. Le processus des stratégies de pays constitue l'un des principaux moyens de déterminer le programme d'activités du PAM dans chaque pays. Trois stratégies de pays ont été réalisées en 2009 – pour l'Iraq, l'Ouganda et le Soudan. D'après les données d'expérience acquises, les stratégies de pays présenteraient les avantages ci-après:

- Meilleur ciblage et meilleure hiérarchisation des activités du PAM;

⁸⁷ Aux fins des rapports sur le partenariat interinstitutions, les activités au titre des programmes de pays et projets régionaux sont comptabilisées comme des projets distincts. Le nombre total de projets du PAM est donc plus élevé que le nombre cité dans les sections antérieures du Rapport annuel sur les résultats.

⁸⁸ Les prix mondiaux des denrées alimentaires ont légèrement baissé en 2009 mais les frais opérationnels connexes restent élevés, en particulier pour les opérations de grande envergure. Le manque d'infrastructures adéquates et le coût élevé des mesures de sécurité ont aussi contribué à renchérir les coûts d'appui opérationnels.

- Meilleur alignement des activités du PAM sur les priorités des pays et des organismes des Nations Unies;
 - Cohérence accrue entre les programmes du PAM; et
 - création de partenariats stratégiques.
210. Pour rationaliser la planification de ses activités dans les pays, le PAM doit renforcer les capacités de son personnel afin de pouvoir engager le dialogue sur l'action à mener et faire jouer ses avantages comparatifs dans la lutte pour la sécurité alimentaire et contre la faim.

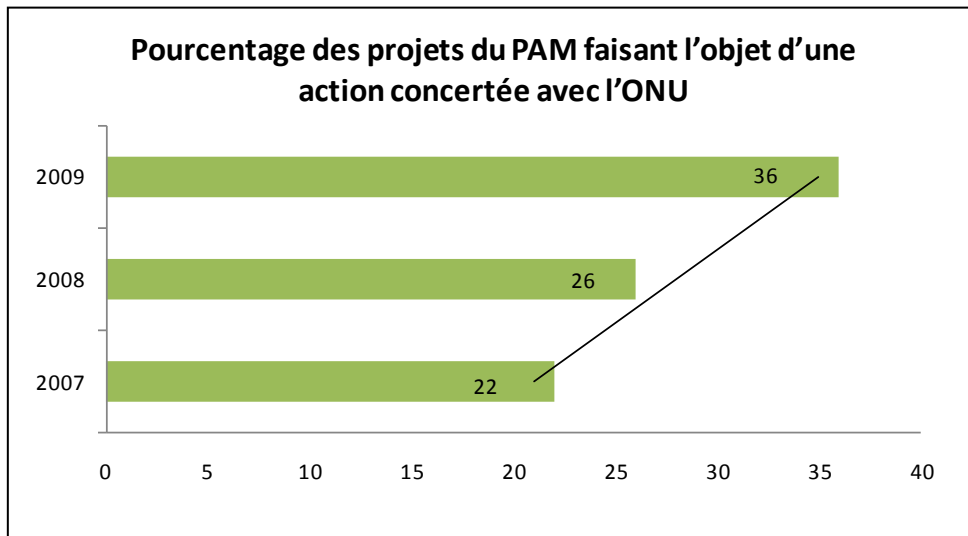
Gestion axée sur les résultats: cohérence au niveau de la conception des projets

211. Le nombre de nouveaux projets établis en tenant compte des directives de la gestion axée sur les résultats augmente progressivement: sur les 26 nouveaux projets examinés en 2009, 85 pour cent répondaient aux normes GAR, contre 83 pour cent en 2008 et 75 pour cent en 2007.⁸⁹ Tous les nouveaux projets, même les opérations d'urgence à court terme, sont désormais assortis d'un cadre logique définissant les résultats, mais la pertinence des indicateurs varie beaucoup. Davantage de projets – 42 pour cent – fixent des objectifs intermédiaires au regard desquels les réalisations à long terme peuvent être mesurées mais la performance reste insuffisante. Le manque de valeurs de référence explique en grande partie la difficulté de fixer des objectifs intermédiaires: seuls 27 pour cent des nouveaux projets prévoyaient une étude de référence.

Partenariats stratégiques: organismes des Nations Unies et organisations internationales

212. Parmi les 208 projets appuyés par le PAM dans le monde en 2009, 173 – 83 pour cent – ont été réalisés en partenariat avec des organismes des Nations Unies et des organisations internationales dans 45 pays, ce qui constitue une nette amélioration par rapport aux trois dernières années. Le nombre et le pourcentage de projets conjoints sont passés de 55 – soit 22 pour cent – en 2007 à 74 – 36 pour cent – en 2009; ces chiffres s'expliquent par la participation du PAM au processus de programmation conjointe avec l'équipe de pays des Nations Unies. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et la FAO sont restés les principaux partenaires du PAM en 2009: le PAM a collaboré à 138 projets avec l'UNICEF et à 93 projets avec la FAO. Parmi les autres partenaires figurent le PNUD, l'OMS, le HCR, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), la Banque mondiale, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Organisation internationale du Travail (OIT). En juin 2009, le PAM a signé un Mémorandum d'accord avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Le nombre de partenariats avec des organisations internationales est demeuré inchangé en 2009: le PAM a collaboré avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans 11 pays sur 12 projets et avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) dans huit pays sur huit projets.

⁸⁹ Les nouveaux descriptifs de projets ont été examinés suivant sept critères; ceux qui satisfaisaient à au moins quatre d'entre eux ont été jugés conformes à la gestion axée sur les résultats. Conformément aux méthodes suivies les années précédentes, cet examen n'a pas porté sur les opérations spéciales, les révisions budgétaires et les projets autonomes exécutés dans le cadre de l'initiative P4P.



213. Le PAM s'est attaché, avec le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), à améliorer la coordination à l'échelle nationale en s'appuyant sur le système des coordonnateurs résidents: faisant fond sur les succès de l'initiative "Unis dans l'action", ils ont veillé à ce que les PNUAD soient conformes aux priorités nationales et conçus pour aider les gouvernements à réaliser les OMD. A la demande des équipes de pays des Nations Unies, le Groupe de travail du GNUD sur les questions de programmation a simplifié les directives et la présentation des rapports du PNUAD. Le groupe des opérations des bureaux de pays a révisé les modules de formation concernant les services communs pour favoriser la coordination à l'échelle des pays. Des procédures communes de passation des marchés ont été établies sous la direction du PAM et adoptées par le GNUD en 2009.

Fourniture de services de logistique aux partenaires en Somalie

Depuis 2008, le PAM est devenu un fournisseur de services de transport et d'entreposage indispensables pour 16 organismes humanitaires en Somalie. En 2009, il a organisé le transport de 874 conteneurs en Somalie pour le compte de ses partenaires. Toutefois, les clients du PAM sont souvent peu au fait des problèmes logistiques et sous-estiment le temps nécessaire pour le transport de fret. La FAO, par exemple, a demandé au PAM de transporter des barrières anti-inondation en Somalie pour un projet urgent de prévention des crues: elle n'avait pas de camions prêts à partir, les barrières étaient à Nairobi – à huit heures de route du port – et les formalités de dédouanement restaient à effectuer. Néanmoins, le fret a pu être chargé sur un navire en l'espace de 24 heures.

Organisations non gouvernementales

214. En 2009, 2,3 millions de tonnes de produits alimentaires du PAM ont été distribuées par des ONG partenaires, soit 54 pour cent des produits pris en charge par le PAM; 90 pour cent des bureaux de pays du PAM font état de partenariats opérationnels avec des ONG. World Vision International, qui collabore à 38 projets dans 27 pays, est restée la première ONG partenaire du PAM. Outre World Vision International, les principales ONG partenaires sont Save the Children International (30 projets dans 26 pays), Cooperative for Assistance and

Relief Everywhere (CARE International) (29 projets dans 22 pays), le Service de secours catholique (18 projets dans 14 pays) et ACF (20 projets dans 13 pays).

215. Le PAM a collaboré avec 2 400 ONG et organisations communautaires en 2009, contre 2 840 en 2008. La plus forte baisse enregistrée concerne la Colombie, où le nombre d'ONG partenaires est tombé de 1100 en 2008 à 666 en 2009, le PAM ayant commencé à transférer les responsabilités au Gouvernement. Au Burundi, le regroupement des activités de logistique et de rapports, qui a permis de rassembler les ONG locales dans le cadre de partenariats uniques, a considérablement réduit le temps que le personnel du PAM consacrait au rapprochement des données tout en maintenant l'ensemble des obligations, mais cela a également eu pour effet de ramener le nombre d'ONG de 90 en 2008 à 20 en 2009.
216. En Somalie, le nombre d'ONG partenaires du PAM a augmenté, passant de 145 en 2008 à 202 en 2009 du fait de la forte augmentation des distributions alimentaires, en particulier à Hargeisa où les distributions mensuelles ont presque doublé. En Éthiopie, avec l'extension de la couverture du projet sur le VIH et le SIDA de 14 à 20 villes, le PAM a travaillé avec 99 ONG partenaires en 2009, contre 70 seulement en 2008.
217. Le PAM a également fait appel à des ONG dans 86 projets dans 46 pays pour des activités complémentaires, notamment dans les secteurs des secours alimentaires, de la santé maternelle et infantile et de l'éducation, où le PAM et les ONG avaient des objectifs et des groupes cibles communs.
218. Avec le passage de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire, les domaines de collaboration avec les ONG ont évolué. Au Zimbabwe, le PAM et Concern Worldwide ont mené une intervention pilote axée sur des transferts monétaires pour promouvoir la sécurité alimentaire des ménages. Au Bangladesh, les activités de transferts monétaires bénéficient du concours de 18 ONG – Islamic Relief Worldwide, Muslim Aid UK, Save the Children International et ACF ainsi que de 14 ONG locales. Au Népal, Mercy Corps a mis en œuvre un projet de transferts monétaires en cas de crise alimentaire qui prévoit un volet création d'avoirs. Dans le Territoire palestinien occupé, des projets de bons d'alimentation en milieu urbain ont été lancés en partenariat avec Accion Contra el Hambre et le Service de secours catholique en Cisjordanie et avec Oxfam GB dans la Bande de Gaza.

Partenariats en vue de la préparation aux situations d'urgence

219. Depuis 2007, le PAM a établi un réseau de partenariats avec des institutions universitaires et scientifiques pour améliorer ses services de cartographie et mettre au point des outils novateurs de prévision et d'étude d'impact des catastrophes. Les partenariats permettent au PAM de se prévaloir à titre gracieux de connaissances, de techniques et de données spécialisées qu'il ne peut pas acquérir en interne. Parmi les partenariats les plus importants figurent ceux noués avec des agences spatiales, des universités comme le Centre for International Earth Sciences Information (Centre international d'information en sciences de la terre) de l'Université de Columbia à New York, des organismes européens de protection civile et des centres de recherche mondiaux comme l'Observatoire des Crues de Dartmouth aux États-Unis. Le PAM a aussi collaboré avec l'Institut des technologies de l'information pour l'assistance, la coopération et l'action humanitaires de l'École Polytechnique de Turin pour obtenir des images satellites

permettant une cartographie analytique des situations d'urgence en Indonésie, aux Philippines et au Yémen. La cartographie est un volet crucial de l'activité humanitaire du PAM: les cartes qu'il produit sont devenues la norme opérationnelle pour la communauté d'aide humanitaire.

220. Quatre typhons ont touché les Philippines en un mois en 2009, faisant environ un million de sinistrés. Le PAM a produit une mise à jour quotidienne de la trajectoire du premier typhon, Ketsana, comprenant des images satellites, des données météorologiques et des projections d'atterrissage. Quelques jours avant le deuxième typhon, Parma, il a utilisé des images satellites et un modèle de simulation des crues pour établir des cartes délimitant les zones susceptibles d'être inondées. Avant même que le troisième typhon, Lupit, ne frappe les côtes, les images satellites montraient que les sols étaient tellement détrempés qu'une grave inondation était inévitable. Ce travail a permis aux équipes du PAM de prépositionner des produits alimentaires d'urgence: 142 tonnes de secours alimentaires locaux, dont 50 tonnes de biscuits du PAM ont été réparties dans 12 centres d'évacuation deux jours avant l'arrivée escomptée de Lupit.
221. Le PAM a établi le Sistema de Alerta Temprana para Centro America (SATCA) en El Salvador en 2009, qui regroupe les informations relatives aux sécheresses, aux tremblements de terre, aux inondations, aux ouragans et aux éruptions volcaniques. Le SATCA recueille des informations auprès d'une douzaine d'organisations, de gouvernements, de donateurs et d'organisations internationales; il traduit le jargon technique en information facile à comprendre et promeut des normes communes dans toute la région pour permettre aux organismes humanitaires et aux pouvoirs publics d'anticiper les catastrophes naturelles. Entre juin et novembre 2009 en Haïti, le PAM a suivi la trajectoire des ouragans, ce qui lui a permis de lancer une alerte avec quatre jours d'avance et coordonner avec les pouvoirs publics l'envoi de produits alimentaires dans les zones sinistrées immédiatement après la catastrophe.

Initiative "Achats au service du progrès"

222. À la fin de 2009, l'Initiative "Achats au service du progrès" (P4P) était en cours à titre pilote dans 19 pays: 40 organisations paysannes ont passé des contrats avec le PAM dans 13 pays pour fournir 39 000 tonnes de produits alimentaires. Les achats effectués auprès des petits exploitants sont conformes aux principes du PAM en matière de qualité et de coût-efficacité, et ont permis d'économiser 2,6 millions de dollars par rapport au coût d'importation.

Petits exploitants et système de récépissés d'entrepôt

En Ouganda, le PAM soutient actuellement un système de récépissés d'entrepôt par lequel les petits exploitants peuvent déposer des produits alimentaires dans un entrepôt agréé contre un reçu qui peut être échangé contre du numéraire dans une institution financière. Les produits alimentaires doivent respecter les normes de qualité pour être acceptés. La valeur d'un reçu équivaut en moyenne à 60 pour cent de la valeur marchande des produits alimentaires déposés. L'écart est payé aux petits exploitants une fois le produit vendu. Grâce à ce système, les petits exploitants peuvent avoir de la trésorerie au moment de la récolte sans avoir à vendre leurs produits. Ce système repose sur un réseau d'entrepôts agréés qui garantit de bonnes conditions de stockage, probablement meilleures que celles de l'organisation paysanne. Le PAM aide les agriculteurs à satisfaire aux normes prescrites par le système de récépissés d'entrepôt et achète aux entrepôts agréés.

Logistique

223. En 2009, le PAM a fourni des services logistiques à des organisations humanitaires dans 40 pays; il a renforcé ses partenariats et la coordination avec ses partenaires et a utilisé plus efficacement ses moyens logistiques.
224. Le groupe sectoriel de la logistique placé sous la direction du PAM s'est appuyé sur la cellule centrale d'appui logistique au Siège pour répondre aux urgences au Bénin, en Indonésie, au Pakistan, aux Philippines, en République démocratique populaire lao, aux Samoa, dans le Territoire palestinien occupé et au Zimbabwe. Cela a permis de regrouper divers actifs, compétences et expériences logistiques en matière de planification préalable et d'intervention: 200 experts en logistique de 30 organisations ont été formés depuis 2006 pour améliorer la planification préalable et renforcer les capacités d'action concertée.
225. Le groupe sectoriel de la logistique est également intervenu pour remettre en état des ouvrages d'infrastructures dans des communautés en phase de relèvement après une catastrophe ou un conflit. En RDC, par exemple, il a travaillé à la réfection des routes dans les zones de rapatriement, en collaboration avec les collectivités locales et des partenaires humanitaires.

La mise en place anticipée de stocks n'est pas toujours facile

En mai 2009, le PAM a commencé à envoyer des produits alimentaires dans les régions d'Afghanistan qui seraient isolées par la neige pendant l'hiver. L'hiver afghan ne commence pas avant octobre, mais il est indispensable de prépositionner des stocks de vivres dans des régions comme celle de Darwaz au fin fond du nord-est, où il faut des mois pour livrer ne serait-ce que de petites quantités. Darwaz est coupé du reste de l'Afghanistan par une chaîne de montagnes et ne peut être ralliée que par le fleuve Amu Darya depuis le Tadjikistan. Une ONG a transporté la nourriture d'un bord à l'autre du fleuve sur des canots pneumatiques, à raison d'une tonne par traversée: il a fallu 1000 voyages, affronter des courants violents, des fermetures fréquentes de frontière et des formalités douanières complexes, pour acheminer toute la nourriture. Une fois les cargaisons parvenues sur la rive afghane du fleuve, elles ont été chargées sur des ânes qui les ont acheminés par des sentiers escarpés jusqu'à 70 points de distribution dans la montagne. Et Darwaz n'est que l'un des 200 districts où des vivres ont été prépositionnés pour l'hiver.

Les avantages du suivi en temps réel des conteneurs du PAM

Le PAM a recours à 67 compagnies maritimes pour acheminer 55 000 conteneurs par an par 150 ports. En 2009, il a lancé un système pilote qui lui permet de suivre les conteneurs. Grâce à ce système, les utilisateurs peuvent obtenir des rapports et des mises à jour détaillées et le PAM espère être bientôt en mesure de contrôler 90 pour cent de son trafic maritime. Le système a déjà montré son utilité: un retard dans une livraison de légumineuses à Port Soudan pour les opérations de secours au Darfour ayant été détecté alors que les produits étaient encore en transit, d'autres cargaisons ont été détournées pour éviter une rupture d'approvisionnement.

Les services de transport aérien du PAM

226. En 2009, les services aériens du PAM ont transporté 324 000 voyageurs et 12 400 tonnes de fret humanitaire vers 200 destinations au profit de 14 opérations, utilisant en moyenne 53 aéronefs par mois. Les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies ont été utilisés par 700 organismes des Nations Unies, ONG, organisations internationales, donateurs, médias et services diplomatiques. Même dans les régions les plus dangereuses, les services aériens du PAM ont assuré des transports sûrs, rapides et bon marché permettant à des organismes des Nations Unies et à des ONG de parvenir jusqu'aux bénéficiaires, de procéder à des évaluations, de suivre des projets et de mobiliser des ressources en organisant des visites de donateurs et de journalistes. Rien qu'au Soudan, 25 organismes des Nations Unies, 330 ONG et organisations internationales et 22 missions diplomatiques ont utilisé ces services.
227. La plupart des activités ordinaires des Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies ont manqué de ressources: les transports organisés en Afghanistan, en Éthiopie, au Niger, au Tchad et sur le littoral de l'Afrique de l'ouest ont tous risqué d'être réduits faute de moyens. Un rapport établi par le Corps commun d'inspection en 2009⁹⁰ a recommandé l'établissement de mécanismes de financement plus durables et la mise à jour des règlements aéronautiques des Nations Unies concernant l'utilisation d'avions affrétés.

Module logistique pour les Philippines

Les pluies torrentielles survenues en 2009 ont causé de multiples inondations et glissements de terrain dans la région du lac Laguna de Bay aux Philippines, touchant 10 millions de personnes. Les activités du groupe sectoriel de la logistique dirigé par le PAM avaient pour objectif principal d'aider le Gouvernement philippin à mener à bien ses opérations de secours. Le PAM a rapidement établi un Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies à Manille pour assurer le transport des secours dans les zones rendues inaccessibles par les pluies. Les hélicoptères Mi-171 affrétés par le PAM ont transporté 410 tonnes de produits alimentaires et articles de secours d'urgence pour le compte du Gouvernement et de la communauté humanitaire ainsi que 2 394 passagers, y compris des équipes médicales et des équipes d'évaluation. Avec les partenaires du secteur privé TNT, Agility et UPS, le groupe sectoriel de la logistique a permis de transporter 1 721 tonnes de fret humanitaire.

Les services fournis sans retard par le PAM et les équipes d'urgence logistique dans le cadre de ce module ont permis aux organisations concernées de prêter secours aux victimes des typhons.

⁹⁰ Rapports du Corps commun d'inspection intéressant les travaux du PAM (WFP/EB.1/2009/13).

PARTIE IV: PERSPECTIVES

S'appuyer sur l'expérience de l'année 2009

Mobilisation de ressources

228. À travers le monde, 1,02 milliard de personnes souffrent aujourd'hui de la faim; pour répondre à ce défi, le PAM cherche à venir en aide aux 10 pour cent les plus démunis et les plus vulnérables d'entre eux, qui n'ont souvent pas d'autre moyen d'assurer leur sécurité alimentaire ni d'autre forme de soutien. Le PAM est résolu à mobiliser les ressources nécessaires pour répondre aux besoins qu'il a recensés.
229. Mobiliser des financements à une telle échelle est une tâche très ardue en ces temps de récession économique. Durant la période de référence qui a précédé la crise alimentaire et la crise financière, à savoir les années 2005 à 2007, le PAM a financé entre 69 et 79 pour cent des besoins évalués dans le Programme de travail. En 2009, pour la première fois de son histoire récente, le PAM n'a pas été en mesure de couvrir une part importante des besoins évalués, même si les bureaux de pays ont pu atténuer ce déficit de financement au moyen des reports de crédits non utilisés du budget 2008.
230. L'obtention précoce de contributions en espèces ou en nature permet au PAM de planifier ses interventions et de venir en aide aux plus vulnérables de la manière la plus efficace qui soit. Le PAM s'emploiera à conclure de nouveaux accords de financement pluriannuels en s'appuyant sur l'expérience des accords passés cette année avec l'Australie, le Canada, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie et le Luxembourg.
231. Les Principes et bonnes pratiques d'action humanitaire et la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, qui mettent l'accent sur la prévisibilité et la souplesse des financements, sont les fondements sur lesquels le PAM entend s'appuyer pour poursuivre la coopération avec ses actuels donateurs et rechercher des ressources complémentaires ou nouvelles. L'amélioration des liens avec les processus nationaux tels que le PDDAA, les PNUAD ou les DSRP permettra au PAM d'utiliser plus efficacement ses ressources. Le PAM a entrepris de revoir les principes et règles de financement qu'il applique afin de déterminer les modalités les mieux adaptées pour permettre au PAM et aux donateurs de répondre aux défis à venir.

Interventions d'urgence

232. Pour assumer ses responsabilités de chef de file du module de la logistique, le PAM continuera d'assurer le fonctionnement de la Cellule d'appui au Module mondial de la logistique implantée au siège, dont le rôle consiste à fournir un appui en cas d'activation du module de la logistique et à prendre la tête d'initiatives qui contribuent à la mise en place des capacités de la communauté d'aide humanitaire en matière de planification logistique des secours et des interventions.

233. Afin d'assurer le maintien des capacités d'intervention d'urgence du module de la logistique, le PAM continuera de former son personnel des services logistiques et celui des autres organismes des Nations Unies et des ONG dans le cadre du modèle innovant de formation d'équipes d'intervention logistique, l'objectif étant de pouvoir étoffer plus facilement la liste de personnes qualifiées pour prendre part aux équipes interorganisations d'intervention logistique. La qualité et la disponibilité des informations relatives à la planification dans le domaine de la logistique seront renforcées grâce à l'élaboration d'une version numérisée de la série d'évaluations de la capacité logistique dont dispose le PAM.
234. Le PAM va renforcer ses capacités de collaboration avec les gouvernements et les autres organisations pour les besoins des interventions en situation d'urgence d'ampleur limitée, qui sont fréquentes dans la région du Pacifique, en y positionnant du personnel de la cellule d'appui et en utilisant le nouvel entrepôt de matériel destiné aux interventions humanitaires des Nations Unies installé à Subang, en Malaisie.

Nutrition

235. Le PAM continuera de répondre aux besoins nutritionnels de différents groupes cibles. Son objectif est d'utiliser au mieux les ressources provenant des donateurs, de sorte que l'assistance alimentaire qu'il fournit apporte le meilleur avantage nutritionnel possible et se traduise par des progrès durables pour les personnes et les communautés.
236. L'approche retenue par le PAM en matière de nutrition consiste à donner au bon moment les aliments qui conviennent aux groupes de population qui en ont besoin, les jeunes enfants par exemple. Le nombre d'enfants, de femmes enceintes et de mères allaitantes auxquels le PAM distribue de nouveaux produits alimentaires enrichis sur le plan nutritionnel augmente rapidement; ces nouveaux produits, qui se présentent sous différentes formes (micronutriments en poudre, suppléments alimentaires enrichis ou aliments composés enrichis améliorés), permettent de répondre aux besoins nutritionnels de ces groupes de population.
237. Parallèlement, le PAM attache davantage d'attention aux enfants de moins de 2 ans, l'objectif étant de prévenir la malnutrition chronique. Dans les situations d'urgence, le PAM s'emploie à fournir des apports alimentaires adaptés sur le plan quantitatif et qualitatif, notamment des aliments spécifiques destinés aux mères et aux jeunes enfants, par exemple des aliments composés enrichis améliorés ou des aliments prêts à l'emploi contenant des micronutriments utiles à la croissance et au développement.
238. Le PAM va approfondir l'étude des rapports entre le VIH, l'alimentation et la nutrition. Les nouveaux produits alimentaires enrichis sur le plan nutritionnel peuvent s'avérer utiles dans le cadre des programmes d'appui nutritionnel aux populations touchées par le VIH, pour les composantes qui portent sur le traitement et la prévention. Grâce à des modalités d'assistance alimentaire novatrices telles que les transferts monétaires et les bons d'alimentation, le PAM sera en mesure de répondre aux besoins exprimés par les pouvoirs publics dans le cadre des discussions sur la protection sociale des personnes qui vivent avec le VIH. Le PAM intensifiera son action de sensibilisation et continuera de rassembler des éléments attestant de l'importance de la nutrition dans le traitement du VIH.

239. Compte tenu des préoccupations que suscite la forte teneur en fer des micronutriments en poudre classiques, le PAM et ses partenaires ont mis au point, pour les régions dans lesquelles la malaria est endémique, une préparation contenant un composé sodium-fer associé à de la vitamine C à dose plus élevée: ces composants améliorent l'absorption du fer naturellement présent dans les aliments auxquels les micronutriments en poudre sont mélangés. Les effets de cette préparation sur l'anémie, les carences en fer et l'absorption du fer sont en cours d'évaluation au Kenya.

Alimentation scolaire

240. Le PAM se concentrera davantage sur le développement des capacités nationales et l'appui technique, conformément à la politique qu'il a adoptée en matière d'alimentation scolaire. Il élaborera des stratégies propres à assurer la viabilité de l'alimentation scolaire et expérimentera des méthodes et outils nouveaux tels que la maîtrise des coûts, l'analyse des besoins à satisfaire et des manques à combler (préférable à une couverture uniforme), l'analyse des investissements ou de leur rendement, les ateliers à l'intention des parties prenantes et l'évaluation des critères qualitatifs. Ce travail sera accompli dans le cadre de l'action que le PAM mène, en partenariat notamment avec la Banque mondiale, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Partenariat pour le développement de l'enfant, le BCG, la Global Child Nutrition Foundation dans les pays suivants: Bangladesh, Côte d'Ivoire, Ghana, Haïti, Kenya, Malawi, Mali, Mozambique et République démocratique populaire lao.

Gestion des résultats et gestion des risques

241. En application du Plan stratégique (2008-2013), le PAM va renforcer la gestion axée sur les résultats en s'appuyant sur l'expérience de l'année 2009. Les ajustements techniques du Recueil des indicateurs de résultats se poursuivront pour tenir compte de l'expérience et des réactions des utilisateurs. En matière d'effets directs, la stratégie de mesure élaborée en octobre 2009 permettra d'améliorer progressivement la mesure des résultats obtenus et la transmission d'informations en concentrant l'attention sur les difficultés pratiques de mise en œuvre. Ce travail permettra de mieux rendre compte des effets directs obtenus dans les prochains Rapports annuels sur les résultats.
242. Au sein des bureaux de pays, les capacités de gestion des résultats seront renforcées. L'amélioration de la collecte des données passera notamment par la formation des interlocuteurs du PAM au sein des pouvoirs publics et des partenaires d'exécution. Bien qu'on constate en 2009 une amélioration globale de la transmission d'informations concernant les projets, l'attention est par ailleurs attirée sur un certain nombre de lacunes constatées dans les rapports actuels, auxquelles il convient de remédier.
243. Pour poursuivre la mise au point du cadre des résultats de gestion, le PAM va délimiter les différents domaines qu'il comporte et définir pour chacun d'eux des indicateurs de performance valables pour l'ensemble de l'institution. Le nombre d'indicateurs de performance pour chaque priorité de gestion sera limité, de manière à concentrer l'attention sur le niveau de résultats de gestion le plus élevé. L'accent sera mis sur les mesures quantitatives, mais celles-ci seront complétées

par des analyses qualitatives, de manière à mieux cerner les enjeux dans les domaines pour lesquels les mesures quantitatives sont moins nombreuses. Le Rapport sur les résultats de 2010 devrait être établi à partir d'une série complète d'indicateurs de performance se rapportant au cadre des résultats de gestion.

244. Afin d'être mieux à même d'axer la gestion des risques sur leur prévention, le PAM a entrepris d'élaborer un cadre de gestion des risques de l'Organisation comprenant notamment un profil de risque et un registre des risques complet intégrant un système de gradation. Le profil de risque permettra de connaître les principaux risques qui pèsent sur l'exécution du mandat du PAM; le registre définira les mesures d'atténuation et les responsabilités en matière de gestion des risques. Les risques et les mesures prises seront examinés à intervalles réguliers par le Comité exécutif de gestion des risques⁹¹. La mise en place progressive de ce cadre sera engagée au troisième trimestre de 2010.

Répondre aux évolutions extérieures

Réforme de l'action humanitaire

245. L'examen engagé en 2009 concernant l'impact de la réforme de l'action humanitaire sur la qualité de la réponse collective apportée par l'Organisation des Nations Unies aux urgences humanitaires a d'ores et déjà permis de recenser un certain nombre de difficultés.
246. La réforme de l'action humanitaire s'articulait autour des axes suivants:
- améliorer les capacités de réponse et la prévisibilité dans le cadre du système d'action groupée;
 - faire en sorte que les interventions humanitaires soient financées au moment opportun, de manière adaptée et avec souplesse; et
 - désigner des coordonnateurs qualifiés afin de renforcer la direction et la cohérence de l'action humanitaire.
247. Le PAM dialogue avec les chefs d'État et de gouvernement, les principaux dirigeants des entités économiques régionales, les responsables politiques, la société civile et la communauté internationale afin de les inciter à faire figurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en bonne place dans les programmes de développement tels que le PDDAA et les plans élaborés au lendemain des sommets de L'Aquila et de Copenhague. Le PAM apportera son soutien aux gouvernements et aux entités économiques régionales pour la conception et la mise en œuvre de solutions viables au problème de la faim.
248. Le PAM est un farouche partisan du système d'action groupée, qui joue désormais le rôle de mécanisme d'intervention humanitaire commun; il assure la direction du module de la logistique et de celui des télécommunications d'urgence et propose des services logistiques aux organisations humanitaires dans 40 pays. Dans les derniers mois de l'année 2009, le PAM et la FAO ont étudié la possibilité de mettre en place un nouveau module axé sur la sécurité alimentaire dont le rôle serait le suivant: i) assurer des interventions humanitaires plus prévisibles et plus globales pour répondre à l'insécurité alimentaire; et ii) servir de cadre dans lequel

⁹¹ Il s'agit d'officialiser au niveau le plus élevé l'intégration de la gestion des risques dans toutes les activités du PAM et de répondre à la recommandation que le Comité d'audit a formulée en ce sens.

élaborer un guide des stratégies d'urgence et des plans de mise en œuvre au niveau des pays exposant notamment des mesures propres à remédier aux difficultés concernant la disponibilité, la production, l'accessibilité et l'utilisation des aliments, afin de venir en aide aux populations et aux autorités nationales.

249. Le PAM collabore avec le Groupe de travail sur le financement des interventions humanitaires mis en place par le Comité permanent interorganisations afin d'améliorer les mécanismes de financement de l'action humanitaire. Les mécanismes de financement commun ont aidé le PAM à harmoniser les interventions, à développer la couverture sectorielle des besoins et à améliorer la coordination sur le terrain avec la FAO, le HCR, l'UNICEF et l'OMS. Le défi auquel le PAM est confronté consiste à rendre les financements plus prévisibles au niveau de l'Organisation; en effet, le fonctionnement des mécanismes de financement internes dont le PAM est doté, tels le CII ou le Mécanisme de préfinancement, repose sur la prévision des recettes, une tâche très difficile dès lors que les financements proviennent de fonds communs.
250. Le PAM participe à l'élaboration des modalités d'établissement du fichier de coordonnateurs de l'action humanitaire et à la recherche de solutions permettant de renforcer l'obligation redditionnelle attachée à cette fonction. Les échanges de vues avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour mettre au point un modèle efficace sont essentiels pour aider les membres du personnel à acquérir les compétences nécessaires avant de jouer le rôle de coordonnateur.
251. Les signataires de la Déclaration du Sommet mondial de l'alimentation adoptée en novembre 2009 se sont engagés à appliquer une approche de la sécurité alimentaire cohérente et globale définie au niveau des pays. Dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire mondiale réformé, et conformément aux principes de L'Aquila, le PAM a la ferme intention d'associer la FAO et le FIDA au renforcement de la coordination et de la gouvernance en matière de sécurité alimentaire. À cet égard, il sera essentiel d'assurer l'accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive, à un coût abordable pour tous, en particulier les groupes vulnérables, en recourant à l'assistance alimentaire d'urgence et à des filets de sécurité tels que les bons d'alimentation et les activités de nutrition maternelle et infantile.

Préparation aux catastrophes liées aux changements climatiques

252. Avec l'appui de la Fondation Rockefeller, le PAM a entrepris de mettre au point la plateforme logicielle *RiskView*, qui sert à quantifier les coûts opérationnels que pourrait entraîner un risque climatique menaçant la sécurité alimentaire et à analyser les données météorologiques actuelles et passées pour en déduire les besoins immédiats et potentiels en matière de sécurité alimentaire. Ces informations contribueront à orienter les choix d'investissement et les décisions politiques au sein du PAM et de la communauté d'aide humanitaire.
253. Pour commencer, le travail a porté sur l'évaluation des répercussions du risque de sécheresse pour les populations vulnérables d'Afrique subsaharienne; les études porteront par la suite sur les facteurs de risque que sont les inondations et les cyclones. L'étape essentielle consiste à évaluer le nombre de personnes susceptibles d'être touchées par une situation d'urgence climatique. Les informations tirées des analyses approfondies de la sécurité alimentaire et de la

vulnérabilité, des enquêtes, des dossiers opérationnels et des programmes en cours du PAM servent à définir les hypothèses sur lesquelles repose ce système.

Sûreté et sécurité du personnel

254. Compte tenu de la multiplication des attaques contre le personnel de l'Organisation des Nations Unies, l'enjeu majeur que constitue le renforcement de la sûreté et la sécurité du personnel du PAM reste d'actualité. À la suite de la publication du rapport du groupe Brahimi sur l'attentat de 2006 à Alger, le PAM participe activement aux travaux engagés par l'Organisation des Nations Unies pour faire évoluer le cadre de gestion des risques de sécurité.

255. L'un des éléments fondamentaux de la nouvelle approche réside dans le passage de la doctrine du "quand partir" à celle du "comment rester", en application de laquelle les Nations Unies ont entrepris de mettre au point une méthodologie plus perfectionnée afin d'évaluer la nature des risques et de définir les moyens d'y faire face. Cette nouvelle approche prend également acte du fait que les coûts relatifs à la sécurité doivent être pris en compte au niveau des programmes afin d'assurer un financement suffisant.

256. Le PAM va poursuivre la collaboration avec les autres organismes des Nations Unies afin de perfectionner le nouveau système et de le mettre en place au cours de l'année 2010.

ANNEXES

I.	Notes générales	93
II.	Cadre de résultats stratégiques 2008–2013	94
III.	A – Aperçu général des rapports sur les effets directs, 2009	102
	B – Liste de projets	105
IV.	Personnel du PAM ayant un contrat d'une durée d'un an ou plus	107
V.	Profil de l'aide alimentaire dans le monde	108
VI.	Achat de produits alimentaires par le PAM en 2009	109
VII.	Contributions totales confirmées en 2009	113
VIII.	Dépenses	116
	A – Ventilation des dépenses directes par catégorie de pays et région (2006–2009)	116
	B – Ventilation des dépenses directes par pays, région et catégorie d'activités (2006–2009)	119
	C – Ventilation des dépenses directes par catégorie de pays et région (2006–2009)	123
IX.	Partenariat avec des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales	124
	A – Partenariats avec des organismes des Nations Unies et des organisations internationales	124
	B – Organisations non gouvernementales et secteurs de coopération	125
	Liste des sigles utilisés dans le présent document	126



ANNEXE I – NOTES GÉNÉRALES

- Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars des États-Unis.
- Un milliard est égal à 1 000 millions.
- Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.
- Les dépenses directes comprennent les produits alimentaires, le transport extérieur, le transport terrestre, l'entreposage et la manutention (TTEM), les coûts d'appui directs (CAD) et les autres coûts opérationnels directs (Autres COD), mais ne comprennent pas les coûts d'appui indirects (CAI) et les dépenses d'administration et d'appui aux programmes (AAP).
- Dans certains tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre exactement, les chiffres ayant été arrondis.
- Les PFRDV comprennent les pays à faible revenu et à déficit vivrier (importateurs nets de produits alimentaires) ayant un revenu par habitant inférieur au niveau utilisé par la Banque mondiale pour identifier les pays pouvant bénéficier de l'assistance de l'Association internationale de développement et des conditions de prêt sur 20 ans de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD); et les pays des catégories I et II de la Banque mondiale. Le seuil du revenu national brut par habitant pour 2005, sur la base de la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, est de 1 675 dollars. En 2009, 82 pays ont été rangés dans la catégorie des PFRDV par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
- Les trois critères d'identification des PMA, utilisés par le Conseil économique et social et revus tous les trois ans sont les suivants: i) faible revenu fondé sur le produit national brut par habitant (PNB) (moins de 745 dollars pour entrer dans la catégorie, plus de 900 dollars pour en sortir); ii) faiblesse des ressources humaines fondée sur l'indicateur physique révisé de la qualité de la vie — espérance de vie à la naissance, apport calorique par habitant, ratio des inscriptions en cycles primaire et secondaire et taux d'alphabétisation des adultes; iii) faible niveau de diversification de l'économie, basé sur l'indice de diversification économique — part de l'industrie de transformation dans le PNB, part de la main-d'œuvre dans l'industrie, consommation énergétique commerciale par habitant et par an et indice du CNUCED de concentration des exportations de marchandise. En 2009, 49 pays étaient classés dans la catégorie des PMA.

- Depuis 2007, le PAM doit se conformer aux instructions du Conseil visant à allouer au moins 90 pour cent des ressources multilatérales destinées au développement aux pays de concentration de l'aide, à savoir: i) pays moins avancés ou ayant un revenu aussi faible¹; et ii) pays enregistrant un problème de malnutrition chronique mesurée par un taux de retard de croissance supérieur à 25 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans².
- Le présent rapport dresse un bilan des résultats des effets directs sur la période 2007-2009 et prévoit de présenter une analyse tendancielle sur cinq ans dans le Rapport annuel sur les résultats de 2011 à la session annuelle du Conseil de 2012 sur laquelle s'appuiera l'examen à mi-parcours du Plan stratégique (2008–2013).

¹ Revenu intérieur brut par habitant inférieur à 975 dollars.

² Voir statistiques sur la nutrition dans: Situation des enfants dans le monde, 2009. UNICEF, New York, 2009.

ANNEXE II – CADRE DE RÉSULTATS STRATÉGIQUES DU PAM (PLAN STRATÉGIQUE DU PAM 2008–2013)

Veillez noter que le présent cadre se réfère à tous les résultats obtenus grâce à l'aide et au soutien du PAM (au profit des ménages, des communautés, des gouvernements et d'autres entités comme les écoles).

Les divers types d'indicateurs d'effets directs sont reconnaissables grâce aux caractères utilisés: i) caractères normaux: indicateurs reconnus à l'échelon international, fondés sur des normes convenues, et utilisés par les organisations des Nations Unies; ii) **caractères gras**: indicateurs conçus en coopération avec les partenaires opérationnels du PAM; et iii) *caractères italiques*: méthodologies propres au PAM

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1: SAUVER DES VIES ET PROTÉGER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LES SITUATIONS D'URGENCE			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 4
Buts			
4. Sauver des vies dans les situations d'urgence et ramener la malnutrition aiguë causée par un choc en deçà du seuil critique 5. Protéger les moyens de subsistance et renforcer l'autosuffisance dans les situations d'urgence et les premières phases de redressement 6. Porter secours aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux autres groupes et communautés vulnérables dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été compromise par un choc			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme ¹	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 1.1: Réduction ou stabilisation de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans parmi les populations ciblées frappées par la crise	1.1.1 Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans ² (en pourcentage du rapport poids/taille)	Réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans pour 80% des populations ciblées Stabilisation de la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans pour 80% des populations ciblées	Cible: propre à une population donnée – réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë <i>Source: données provenant des enquêtes</i> Cible: propre à une population donnée – stabilisation du taux de prévalence de la malnutrition aiguë au niveau existant avant la crise <i>Source: données provenant des enquêtes</i>
	1.1.2 Prévalence du faible périmètre brachial ³	Stabilisation de la prévalence du faible périmètre brachial pour 80% des populations ciblées	Cible: propre à une population donnée – stabilisation de la prévalence du faible périmètre brachial <i>Source: données provenant des enquêtes et des évaluations</i>
Effet direct 1.2: Réduction ou stabilisation de la mortalité chez les enfants de moins de 5 ans et chez les adultes dans les populations ciblées frappées par la crise ⁴	1.2.1 Taux brut de mortalité	Réduction du taux brut de mortalité pour 100% des populations ciblées Stabilisation du taux brut de mortalité pour 100% des populations ciblées	Cible: propre à une population donnée – réduction du taux brut de mortalité <i>Source: données provenant des enquêtes annuelles</i> Cible: propre à une population donnée – stabilisation du taux brut de mortalité au niveau existant avant la crise <i>Source: données provenant des enquêtes annuelles</i>

¹ Seuls les projets alignés sur un objectif stratégique précis sont censés rendre compte des résultats obtenus au regard des indicateurs du PAM. L'analyse des résultats inclura uniquement les données dérivées de ces projets.

² Le taux de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans est une mesure indirecte de la situation nutritionnelle de la population.

³ Le périmètre brachial (circonférence du bras) chez les enfants de moins de 5 ans est une mesure indirecte de la situation nutritionnelle de la population.

⁴ Cet effet direct est approprié dans le cas des opérations d'urgence de grande envergure.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1: SAUVER DES VIES ET PROTÉGER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LES SITUATIONS D'URGENCE			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 4
Buts 4. Sauver des vies dans les situations d'urgence et ramener la malnutrition aiguë causée par un choc en deçà du seuil critique 5. Protéger les moyens de subsistance et renforcer l'autosuffisance dans les situations d'urgence et les premières phases de redressement 6. Porter secours aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux autres groupes et communautés vulnérables dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été compromise par un choc			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme ¹	Cibles visées par les projets et source des données
	1.2.2 Taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans ⁵	Réduction du taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans pour 100% des populations ciblées Stabilisation du taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans pour 100% des populations ciblées	Cible: propre à une population donnée – réduction du taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans <i>Source: données provenant des enquêtes annuelles</i> Cible: propre à une population donnée – stabilisation du taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans au niveau existant avant la crise <i>Source: données provenant des enquêtes annuelles</i>
Effet direct 1.3: Amélioration de la consommation alimentaire des ménages ciblés frappés par la crise, pendant la période couverte par l'assistance du PAM ⁶	1.3.1 Score de consommation alimentaire des ménages	Score supérieur à la valeur seuil pour 80% des ménages ciblés	Cible: score de consommation alimentaire supérieur à 21 ou 28 parmi les ménages ciblés ⁷ <i>Source: données provenant des enquêtes annuelles</i>
Produits	Indicateurs		
Produit 1.1.⁸: Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés (à utiliser pour les Objectifs stratégiques 1 à 4)	1.1.1 Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des articles alimentaires et non alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus. 1.1.2 Quantités de produits alimentaires distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues ⁹ 1.1.3 a) Quantités d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues 1.1.3 b) Quantités d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions effectives 1.1.4 Quantités d'articles non alimentaires distribués, par type d'article, en pourcentage des distributions prévues 1.1.5 Nombre d'incidents de sécurité		

⁵ Le taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans indique le risque relativement à une population à la mi-période, tout comme le taux brut de mortalité et les autres taux de mortalité par âge.

⁶ Les résultats seront ventilés par sexe, par âge et par groupe (personnes déplacées, réfugiés, victimes d'un conflit, victimes d'une catastrophe, orphelins et autres enfants vulnérables).

⁷ La valeur seuil dépend des habitudes alimentaires locales et de la composition du régime alimentaire.

⁸ Cette rubrique, qui concerne le produit au niveau de l'institution, sert à rendre compte de l'ensemble des activités qui comprennent la distribution d'aliments et/ou d'articles non alimentaires. Les autres produits doivent être mentionnés au titre de l'Objectif stratégique auquel ils correspondent.

⁹ Quantité, qualité et ponctualité incluses.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 2: PRÉVENIR LA FAIM AIGUË ET INVESTIR DANS LA PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET L'ATTÉNUATION DE LEURS EFFETS			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 7
Buts 1. Appuyer et renforcer les capacités des gouvernements de se préparer aux situations de faim aiguë provoquées par des catastrophes, de les évaluer et de réagir en conséquence 2. Protéger et renforcer la résistance aux chocs des communautés, notamment l'adaptation aux changements climatiques, grâce à des programmes de protection sociale ou de création d'avoirs			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 2.1: Mise en place et amélioration, avec l'aide au renforcement des capacités du PAM, de systèmes d'alerte précoce, de plans d'intervention d'urgence ¹⁰ et de systèmes de suivi de la sécurité alimentaire Effet direct 2.2: Consommation alimentaire suffisante des ménages ciblés risquant de connaître une faim aiguë, pendant la période couverte par l'assistance du PAM Effet direct 2.3: Réduction des risques de catastrophe à l'échelon communautaire dans les communautés ciblées	2.1.1 Indice de préparation aux catastrophes	Renforcement des capacités du gouvernement conformément aux prévisions dans 80% des pays recevant une aide	Cible: l'indice de préparation aux catastrophes est égal ou supérieur à 7, montrant que les capacités du gouvernement de se préparer aux catastrophes et de gérer les informations relatives à la sécurité alimentaire ont été renforcées grâce à l'aide du PAM <i>Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes</i>
	2.2.1 Score de consommation alimentaire des ménages	Score supérieur à la valeur seuil pour 80% des ménages ciblés	Cible: le score de consommation alimentaire est stabilisé à 35/42 ou plus pour les ménages ciblés <i>Source: données provenant des enquêtes annuelles</i>
	2.3.1 Score des ménages en termes d'avoirs ¹¹	Augmentation du nombre d'avoirs utilisés pour prévenir les catastrophes et en atténuer les effets chez 80% des ménages ciblés	Cible: une valeur seuil a été définie pour mesurer l'augmentation du nombre d'avoirs (créés ou remis en état) des ménages utilisés pour atténuer les effets des catastrophes par rapport aux niveaux de départ <i>Source: données provenant des enquêtes</i>
	2.3.2 Score des communautés en termes d'avoirs ¹²	Augmentation du nombre d'avoirs utilisés pour prévenir les catastrophes et en atténuer les effets chez 80% des communautés ciblées	Cible: une valeur seuil a été définie pour mesurer l'augmentation du nombre d'avoirs (créés ou remis en état) des communautés utilisés pour atténuer les effets des catastrophes par rapport aux niveaux de départ <i>Source: Données provenant des enquêtes</i>

¹⁰ Il peut s'agir de plans gouvernementaux ou de plans interorganisations.

¹¹ Dans le contexte de l'Objectif stratégique 2, **les avoirs des ménages susceptibles d'atténuer les effets des catastrophes** sont les avoirs **naturels** (eau, arbres fruitiers, etc.) et **matériels** (pêche et labourage, etc.).

¹² Dans le contexte de l'Objectif stratégique 2, **les avoirs communautaires susceptibles d'atténuer les effets des catastrophes** sont les avoirs **naturels** (brise-vents, arbres plantés, etc.) et **matériels** (digues, routes résistantes aux chocs, etc.).

OBJECTIF STRATÉGIQUE 2: PRÉVENIR LA FAIM AIGUË ET INVESTIR DANS LA PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET L'ATTÉNUATION DE LEURS EFFETS			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 7
Buts 1. Appuyer et renforcer les capacités des gouvernements de se préparer aux situations de faim aiguë provoquées par des catastrophes, de les évaluer et de réagir en conséquence 2. Protéger et renforcer la résistance aux chocs des communautés, notamment l'adaptation aux changements climatiques, grâce à des programmes de protection sociale ou de création d'emplois			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Produits	Indicateurs		
(pour les produits alimentaires et articles non alimentaires, voir le Produit 1.1)			
Produit 2.1: Mesures mises en place pour atténuer les effets des catastrophes, avec l'aide au renforcement des capacités du PAM	2.1.1	Systèmes de prévention des catastrophes et d'atténuation de leurs effets mis en place, par type (systèmes d'alerte précoce, plans d'intervention d'urgence, systèmes de suivi de la sécurité alimentaire, etc.)	
Produit 2.3: Nombre de dispositifs destinés à atténuer les effets des catastrophes qui ont été créés ou remis en état par les communautés ciblées	2.3.1	Nombre de dispositifs destinés à atténuer les effets des catastrophes qui ont été créés ou remis en état, par type et par unité de mesure (nombre d'hectares protégés/mis en valeur; nombre d'arbres plantés, de digues construites, etc.)	

OBJECTIF STRATÉGIQUE 3: REMETTRE SUR PIED LES COMMUNAUTÉS ET RECONSTITUER LEURS MOYENS DE SUBSISTANCE APRÈS UN CONFLIT OU UNE CATASTROPHE OU DANS LES PÉRIODES DE TRANSITION			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 7
Buts 1. Faciliter le retour des réfugiés et des personnes déplacées en leur fournissant une assistance alimentaire et nutritionnelle 2. Aider les communautés et les familles à rétablir leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle après un choc 3. Aider à créer ou à reconstruire les capacités d'approvisionnement ou de livraison des produits alimentaires des pays et des communautés touchés par une crise et contribuer à empêcher la reprise des conflits			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 3.1: Consommation alimentaire suffisante des ménages, des communautés, des personnes déplacées et des réfugiés ciblés, pendant la période couverte par l'assistance du PAM ¹³ Effet direct 3.2: Meilleur accès des communautés ciblées à des avoirs dans les situations fragiles et les périodes de transition Effet direct 3.3: Stabilisation de la scolarisation des filles et des garçons, y compris des personnes déplacées et des réfugiés, dans les écoles appuyées par le PAM au niveau enregistré avant la crise	3.1.1 Score de consommation alimentaire des ménages 3.1.2 Indicateur des stratégies de survie 3.2.1 Score des communautés en termes d'avoirs ¹⁵ 3.3.1 Taux de rétention scolaire	Score supérieur à la valeur seuil dans 80% des ménages ciblés Moindre recours à des expédients dangereux dans 80% des communautés ciblées Augmentation du nombre d'avoirs productifs fonctionnels et utiles dans 80% des communautés ciblées Objectif atteint dans 80% des écoles échantillonnées	Cible: score de consommation alimentaire supérieur à 35/42 <i>Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes</i> Cible: stabilisation ou baisse de l'indicateur des stratégies de survie ¹⁴ <i>Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes</i> Cible: une valeur seuil a été définie pour mesurer l'augmentation d'avoirs productifs fonctionnels communautaires (créés ou remis en état), par rapport aux niveaux de départ <i>Source: données provenant des enquêtes</i> Cible: taux de rétention scolaire égal à 90% pour les filles et les garçons dans les situations postérieures à une crise <i>Source: données provenant des enquêtes auprès des écoles échantillonnées</i>
Produits	Indicateurs		
(pour les produits alimentaires et articles non alimentaires, voir le Produit 1.1)			
Produit 3.2: Dispositifs créés ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées pour garantir leurs moyens de subsistance Produit 3.3: Nombre d'écoles couvertes par le programme d'alimentation scolaire conformément au programme de travail	3.2.1 Nombre de dispositifs communautaires créés par les communautés et les personnes ciblées 3.2.2 Nombre de femmes et d'hommes formés sur les questions d'appui aux moyens de subsistance 3.3.1 Nombre d'écoles appuyées par le PAM		

¹³ Les résultats seront ventilés par groupe (personnes déplacées, réfugiés, victimes de conflits, victimes de catastrophes, familles accueillant des orphelins et autres enfants vulnérables).

¹⁴ Indicateur fixé sur la base des avoirs productifs et des avoirs des ménages, des enfants scolarisés et du niveau d'endettement.

¹⁵ Dans le contexte de l'Objectif stratégique 3, **les avoirs communautaires** sont les avoirs **naturels** (étangs, sources etc.), **matériels** (barrages, routes, etc.) et **sociaux** (écoles, dispensaires, etc.).

OBJECTIF STRATÉGIQUE 4: RÉDUIRE LA FAIM CHRONIQUE ET LA DÉNUTRITION			Contribution à la réalisation des OMD 1 à 6
Buts			
1. Aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération 2. Relever le niveau de l'éducation, de la nutrition et de la santé de base grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle et à des outils destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle 3. Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes touchées par le VIH/sida, la tuberculose ou d'autres pandémies			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 4.1 a): Augmentation de la capacité de production d'aliments enrichis, y compris les compléments alimentaires et les suppléments nutritionnels spéciaux dans les pays recevant une aide du PAM Effet direct 4.1 b): Consommation alimentaire suffisante des ménages ciblés pendant la période couverte par l'assistance du PAM ¹⁶ Effet direct 4.1 c): Accroissement du capital humain des ménages ciblés aux avoirs productifs et non productifs pour briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération ¹⁷	4.1.1 Augmentation en pourcentage de la production d'aliments enrichis, y compris les compléments alimentaires et les suppléments nutritionnels spéciaux 4.1.2 Score de consommation alimentaire des ménages 4.1.3 Score des ménages en termes de capital humain ¹⁸	Objectif de production atteint dans 80% pays recevant une aide du PAM Score supérieur à la valeur seuil pour 80% des ménages ciblés Augmentation du nombre d'avoirs productifs et non productifs fonctionnels et utiles pour 80% des ménages ciblés	Cible: objectif établi pour le pays afin d'évaluer la hausse en pourcentage de la production, par type de produit, pendant la période couverte par l'assistance du PAM <i>Source: évaluation des capacités</i> Cible: le score de consommation alimentaire est supérieur à 35/42 parmi les ménages ciblés <i>Source: enquête annuelle auprès des ménages ou données provenant du suivi</i> Cible: une valeur seuil a été définie pour mesurer l'accroissement du capital humain par rapport aux niveaux de départ <i>Source: données provenant des enquêtes</i>

¹⁶ Les programmes de protection sociale en faveur des ménages touchés par le sida, y compris les enfants isolés, contribuent à cet effet direct.

¹⁷ Y compris les personnes vivant avec le VIH et la promotion des moyens d'existence.

¹⁸ Dans le contexte de l'Objectif stratégique 4, ce score prend en compte les éléments constitutifs du **capital humain** (lecture et calcul, connaissance des modes de transmission du VIH, compétences de gestion d'une petite entreprise, etc.).

OBJECTIF STRATÉGIQUE 4: RÉDUIRE LA FAIM CHRONIQUE ET LA DÉNUTRITION			Contribution à la réalisation des OMD 1 à 6
Buts			
1. Aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération 2. Relever le niveau de l'éducation, de la nutrition et de la santé de base grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle et à des outils destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle 3. Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes touchées par le VIH/sida, la tuberculose ou d'autres pandémies			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 4.2 a): Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain dans les écoles appuyées par le PAM Effet direct 4.2 b): Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain des orphelins et des autres enfants vulnérables (filles et garçons) recevant une aide dans les établissements scolaires formels et non formels	4.2.1 Taux de scolarisation: taux annuel moyen ¹⁹ de variation du nombre de filles et de garçons inscrits	Au moins 6% d'augmentation par an dans 80% des écoles appuyées par le PAM	Cible: 6% d'augmentation du taux de scolarisation annuel <i>Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes</i>
	4.2.2 Taux de fréquentation: nombre de jours pendant lesquels les filles et les garçons vont en classe, en pourcentage du nombre total de jours de classe	Taux de fréquentation égal ou supérieur à 90% dans 80% des écoles appuyées par le PAM	Cible: taux de fréquentation égal à 90% <i>Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes</i>
	4.2.3 Ratio garçons/filles parmi les enfants inscrits	Ratio garçons/filles égal à 1 dans 95% des écoles appuyées par le PAM	Cible: Ratio garçons/filles égal à 1 <i>Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes</i>
	4.2.4 Taux de passage en classe supérieure des garçons et des filles	Taux de passage en classe égal ou supérieur à 50% dans 80% des écoles appuyées par le PAM	Cible: Taux de passage en classe supérieure égal à 50% <i>Source: données provenant des enquêtes auprès des écoles échantillonnées</i>
	4.2.5 Taux de scolarisation des orphelins et autres enfants vulnérables: taux annuel moyen de variation du nombre d'orphelins et d'autres enfants vulnérables (filles et garçons) inscrits	Taux annuel d'augmentation des inscriptions égal ou supérieur à 4% dans 80% des écoles appuyées par le PAM	Cible: Taux annuel d'augmentation des inscriptions égal à 4% <i>Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes</i>
	4.2.6 Taux de fréquentation des orphelins et autres enfants vulnérables: nombre de jours pendant lesquels les orphelins et autres enfants vulnérables (garçons et filles) vont en classe, en pourcentage du total de jours de classe	Taux de fréquentation égal ou supérieur à 80% dans 80% des écoles appuyées par le PAM	Cible: taux de fréquentation égal à 80% ²⁰ <i>Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes</i>

¹⁹ Cette moyenne est calculée à partir du taux annuel de variation de toutes les écoles divisé par le nombre des écoles ayant fait l'objet de l'enquête.

²⁰ 80% représente le nombre minimum de jours d'école requis pour que les enfants réussissent leurs examens et passent dans la classe supérieure. Cependant, il se peut que les orphelins et autres enfants vulnérables manquent des jours de classe s'ils doivent accomplir d'autres tâches, comme s'occuper de leurs parents malades; le taux pourrait donc être ajusté en fonction du contexte du pays.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 4: RÉDUIRE LA FAIM CHRONIQUE ET LA DÉNUTRITION			Contribution à la réalisation des OMD 1 à 6
Buts			
1. Aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération 2. Relever le niveau de l'éducation, de la nutrition et de la santé de base grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle et à des outils destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle 3. Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes touchées par le VIH/sida, la tuberculose ou d'autres pandémies			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 4.3: Amélioration de la situation nutritionnelle des femmes, filles et garçons ciblés	4.3.1 Prévalence des retards de croissance chez les enfants ciblés de moins de 2 ans (en pourcentage du rapport taille/âge) ²¹	Objectif nutritionnel atteint pour 80% des projets	Cible: réduction de 10% ²² par an des retards de croissance Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
	4.3.2 Prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes et les enfants ²³	Objectif nutritionnel atteint pour 80% des projets	Cibles: – réduction de 10% par an de la prévalence de l'anémie ferriprive si des aliments enrichis sont fournis – réduction de 20% par an de la prévalence de l'anémie ferriprive si des micronutriments en poudre sont fournis Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
	4.3.3 Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants ciblés de moins de 5 ans ²⁴ (en pourcentage du rapport poids/âge)	Objectif nutritionnel atteint pour 80% des projets	Cible: réduction de 10% par an de la prévalence de l'insuffisance pondérale Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
Effet direct 4.4: Amélioration de la réussite du traitement antituberculeux pour les patients ciblés ²⁵	4.4.1 Taux de réussite du traitement antituberculeux pour les patients inscrits dans un programme DOTS ²⁶ , pour une année donnée	Taux de réussite du traitement antituberculeux ²⁷ de 85% pour 65% des projets	Cible: 85% de taux de réussite du traitement antituberculeux ²⁸ Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes

²¹ Pour les projets d'une durée de cinq ans, il convient d'utiliser la prévalence des retards de croissance chez les enfants de moins de 5 ans ciblés exprimé en pourcentage du rapport taille/âge (voir les indicateurs spécifiques par type de projet dans le *Indicator Compendium*)

²² Indique la réduction en pourcentage et non pas les points de pourcentage de la réduction.

²³ <110 g/l pour les femmes enceintes; <120 g/l pour les femmes qui ne sont pas enceintes; <110 g/l pour les enfants âgés entre 6 et 59 mois.

²⁴ Le groupe cible peut aussi comprendre des enfants de moins de 2 ou moins de 3 ans.

²⁵ Les patients tuberculeux sont ceux pour lesquels le diagnostic de tuberculose a été confirmé par une analyse bactériologique ou par un examen clinique (OMS, 2007).

²⁶ Ce sigle désigne le programme de traitement de courte durée sous surveillance directe des patients tuberculeux.

²⁷ Le taux de réussite du traitement correspond au pourcentage de patients tuberculeux guéris par le traitement plus le pourcentage de ceux ayant terminé leur traitement (OMS 2007). Objectif international de l'OMS pour les patients mis sous traitement antituberculeux (OMS 2007); Rapport mondial 2008 sur la lutte contre la tuberculose (OMS 2008).

²⁸ Objectif international de l'OMS pour les patients mis sous traitement antituberculeux (OMS 2007); Rapport mondial 2008 sur la lutte contre la tuberculose (OMS 2008).

OBJECTIF STRATÉGIQUE 4: RÉDUIRE LA FAIM CHRONIQUE ET LA DÉNUTRITION			Contribution à la réalisation des OMD 1 à 6
Buts			
1. Aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération 2. Relever le niveau de l'éducation, de la nutrition et de la santé de base grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle et à des outils destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle 3. Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes touchées par le VIH/sida, la tuberculose ou d'autres pandémies			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 4.5: Augmentation du pourcentage d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH et recevant un appui nutritionnel qui poursuivent leur thérapie antirétrovirale 6 à 12 mois après le début du traitement ²⁹	4.5.1 pourcentage d'adultes et d'enfants qui poursuivent leur thérapie antirétrovirale 6 à 12 mois après le début du traitement antirétrovirale	Objectif atteint pour les adultes et les enfants dans 80% des projets	Cibles: – 75% des adultes et des enfants toujours sous thérapie antirétrovirale 12 mois après le début du traitement – 79% des adultes et des enfants toujours sous thérapie antirétrovirale 6 mois après le début du traitement Source: données provenant du suivi effectué tous les deux ans (session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies ³⁰)
Produits	Indicateur		
(pour les produits alimentaires et articles non alimentaires, voir le Produit 1.1) Produit 4.1 c): Avoirs créés et/ou améliorés par les ménages ciblés afin de garantir leurs moyens de subsistance Produit 4.2 a): Nombre d'écoles couvertes par le programme d'alimentation scolaire conformément au programme de travail	4.1.1 c) Nombre d'avoirs productifs et non productifs créés et/ou améliorés par les ménages ciblés, par type et unité de mesure 4.2.1 a) Nombre d'écoles appuyées par le PAM		

²⁹ Le PAM incite ses bureaux de pays à mesurer le taux de survie au bout de 6 mois et de 12 mois. Le calendrier et la durée du soutien alimentaire et nutritionnel peuvent varier en fonction de la situation et des objectifs du programme.

³⁰ Conformément à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 5: RENFORCER LES CAPACITÉS DES PAYS DE LUTTER CONTRE LA FAIM, NOTAMMENT GRÂCE À UNE STRATÉGIE DE TRANSFERT DES RESPONSABILITÉS ET AUX ACHATS LOCAUX		Contribution à la réalisation des OMD 1 et 8	
Buts			
1. Utiliser le pouvoir d'achat du PAM pour appuyer le développement durable des systèmes destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle et faire de l'assistance alimentaire et nutritionnelle un investissement productif dans les communautés locales 2. Élaborer des stratégies de transfert des responsabilités claires pour trouver des solutions au problème de la faim répondant à l'initiative nationale 3. Renforcer les capacités des pays de formuler, de gérer et d'appliquer des politiques, programmes et outils visant à prévoir et à atténuer la faim			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 5.1: Nouvelles possibilités de commercialisation au niveau national grâce aux achats effectués localement par le PAM à des conditions avantageuses Effet direct 5.2: Progrès réalisés vers la recherche de solutions aux problèmes de la faim répondant à l'initiative nationale ³¹ Effet direct 5.3: Elargissement du cadre directeur national afin d'intégrer des solutions au problème de la faim	5.1.1 Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays 5.2.1 Stratégie de transfert des responsabilités élaborée et mise en œuvre 5.3.1 Pourcentage d'augmentation du financement d'outils offrant des solutions au problème de la faim figurant dans les plans d'action nationaux ³²	Objectif atteint dans 80% des pays recevant une aide du PAM Accord sur le transfert des responsabilités mis en œuvre conformément à la stratégie dans 50% des pays Solutions au problème de la faim financées dans 15% des pays	Cible: objectif établi pour le pays– augmentation en pourcentage des produits alimentaires achetés sur les marchés locaux à des conditions avantageuses <i>Source: données provenant du suivi annuel et de l'analyse du rapport coût-efficacité</i> Cible: stratégie de transfert des responsabilités mise en œuvre conformément aux jalons et au calendrier fixés par le gouvernement et le PAM – "oui" ou "non" <i>Source: Données provenant du suivi et/ou des enquêtes</i> Cible: dans les pays où le PAM mène des campagnes de sensibilisation, les outils offrant des solutions au problème de la faim figurant dans les plans d'action nationaux sont financés – "oui" ou "non" (on veille à l'augmentation progressive du décaissement des fonds) <i>Source: données provenant des rapports officiels établis par l'administration du pays, du suivi et des enquêtes</i>



³¹ Les solutions au problème de la faim comprennent, sans s'y limiter, l'alimentation scolaire, les évaluations des besoins, le ciblage, la gestion de l'aide alimentaire en termes quantitatifs et qualitatifs, l'analyse des marchés, la gestion de l'information, l'analyse de la problématique hommes-femmes et les procédures locales de soumission des appels d'offres.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 5: RENFORCER LES CAPACITÉS DES PAYS DE LUTTER CONTRE LA FAIM, NOTAMMENT GRÂCE À UNE STRATÉGIE DE TRANSFERT DES RESPONSABILITÉS ET AUX ACHATS LOCAUX		Contribution à la réalisation des OMD 1 et 8
Buts 1. Utiliser le pouvoir d'achat du PAM pour appuyer le développement durable des systèmes destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle et faire de l'assistance alimentaire et nutritionnelle un investissement productif dans les communautés locales 2. Élaborer des stratégies de transfert des responsabilités claires pour trouver des solutions au problème de la faim répondant à l'initiative nationale 3. Renforcer les capacités des pays de formuler, de gérer et d'appliquer des politiques, programmes et outils visant à prévoir et à atténuer la faim		
Produits	Indicateur	
Produit 5.1: Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux	5.1.1 a)	Produits alimentaires achetés localement, exprimés en tonnes, par type et catégorie de pays
	5.1.1 b)	Produits alimentaires achetés localement, exprimés en pourcentage de la quantité totale de produits alimentaires achetés
Produit 5.2: Stratégies de transfert des responsabilités convenues entre le PAM et le gouvernement mises en place	5.2.1	Nombre de stratégies de transfert des responsabilités convenues entre le PAM et le gouvernement
Produit 5.3: Capacités et sensibilisation renforcées grâce aux mesures/programmes de formation du PAM	5.3.1	Nombre d'outils offrant des solutions au problème de la faim financés au titre des plans d'action nationaux
	5.3.2	Nombre de personnes ayant reçu une formation dans les domaines suivants: évaluation des besoins, ciblage, gestion de l'aide alimentaire sur les plans quantitatif et qualitatif, analyse des marchés, gestion de l'information, analyse de la problématique hommes-femmes et procédures locales de soumission des appels d'offres, ventilées par sexe et par type d'intervenant (PAM, gouvernement du pays et partenaires)
	5.3.3 a)	Pourcentage de pays pour lesquels le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) comprend une stratégie de lutte contre la faim et de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
	5.3.3 b)	Pourcentage de pays pour lesquels la stratégie pour la réduction de la pauvreté (SRP) comprend une stratégie de lutte contre la faim et de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

ANNEXE III A – APERÇU GÉNÉRAL DES RAPPORTS SUR LES EFFETS DIRECTS, 2009

PROJETS AJUSTÉS (143)

INDICATEURS	Nombre de projets ayant mesuré l'indicateur	Nombre de série de données*	Résultats (nombre absolu)		
			Amélioration	Stabilisation	1 seule valeur valeur/source non comparables
Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (en pourcentage du rapport poids/taille)	19	36	9	0	17
Prévalence du faible périmètre brachial	6	9	1	1	5
Taux brut de mortalité	4	7	0	1	6
Taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans	4	5	1	0	3
Score de consommation alimentaire des ménages	54	54	27	1	23
Indice de préparation aux catastrophes	1	1	1	0	0
Score des ménages relatif aux avoirs	1	1	0	0	1
Score des communautés relatif aux avoirs	6	6	2	0	4
Indicateur des stratégies de survie	4	4	2	0	1
Taux de rétention scolaire	1	1	1	0	0
Augmentation en pourcentage de la production d'aliments enrichis, y compris les compléments alimentaires et les suppléments nutritionnels spéciaux	4	4	4	0	0
Taux de scolarisation**	44	94	51	12	6
Taux de fréquentation	46	81	41	21	11
Ratio filles/garçons	45	47	18	14	7
Taux de réussite à l'examen de fin de cycle	10	19	5	1	8
Taux de scolarisation pour les orphelins et les autres enfants vulnérables***	2	2	2	0	0
Taux de fréquentation pour les orphelins et les autres enfants vulnérables	1	1	0	0	1
Prévalence des retards de croissance chez les enfants ciblés de moins de 2 ans (en pourcentage du rapport taille/âge)	5	5	1	0	3
Prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes et les enfants	11	23	8	0	15

ANNEXE III A – APERÇU GÉNÉRAL DES RAPPORTS SUR LES EFFETS DIRECTS, 2009

PROJETS AJUSTÉS (143)

INDICATEURS	Nombre de projets ayant mesuré l'indicateur	Nombre de série de données*	Résultats (nombre absolu)		
			Amélioration	Stabilisation	1 seule valeur valeur/source non comparables
Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants ciblés de moins de 5 ans (en pourcentage du rapport poids/âge)	20	20	9	0	8
Pourcentage de patients tuberculeux inscrits à un programme de traitement de brève durée sous surveillance directe au cours d'une année donnée qui ont mené leur traitement à bonne fin	8	8	4	2	2
Pourcentage d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH qui poursuivent leur thérapie antirétrovirale 6 à 12 mois après le début du traitement	9	9	3	3	3
Achats de produits alimentaires sur les marchés locaux, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays	8	8	4****	1	2
Élaboration et mise en œuvre de stratégies de transfert des responsabilités	4	4	4*****	0	0
Accroissement en pourcentage des fonds publics consacrés aux solutions au problème de la faim dans le cadre des plans d'action nationaux	1	1	1	0	0

* nombre de séries de données se rapportant à une sélection d'indicateurs ventilés par sexe, âge, région, etc.

** y compris les données sur les effectifs scolarisés, le taux de variation de ces effectifs, et les taux nets de scolarisation.

*** y compris les données sur l'augmentation du nombre d'orphelins et d'enfants vulnérables scolarisés et pourcentage de ces enfants parmi les ménages bénéficiaires.

**** y compris les projets ayant indiqué une amélioration ou une valeur maximum (100 pour cent).

***** y compris les projets ayant opéré un transfert partiel ou complet des responsabilités.



ANNEXE III A – APERÇU GÉNÉRAL DES RAPPORTS SUR LES EFFETS DIRECTS, 2009

PROJETS NON AJUSTÉS (46)

INDICATEURS	Nombre de projets ayant mesuré l'indicateur	Nombre de série de données*	Résultats (nombre absolu)		
			Amélioration	Stabilisation	1 seule valeur valeur/source non comparables
Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (en pourcentage du rapport poids/taille)	12	16	10	2	4
Taux brut de mortalité	4	5	3	2	0
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	3	4	3	1	0
Proportion des dépenses que les ménages consacrent à l'alimentation	7	7	3	0	0
Retard de croissance chronique dû à la malnutrition des enfants de moins de 5 ans (en pourcentage du rapport taille/âge)	4	4	2	1	0
Taux d'anémie chez les enfants de moins de 5 ans (en pourcentage)	2	3	1	0	1
Insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (en pourcentage du rapport poids/âge)	5	9	6	0	0
Prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance	2	2	0	1	1
Taux de scolarisation**	8	25	12	0	5
Taux de fréquentation	11	18	7	6	1
Ratio filles/garçons	10	11	1	5	0
Pourcentage de patients sous traitement antirétroviral suivant le traitement	5	5	1	2	1
Pourcentage de patients tuberculeux suivant un traitement de brève durée sous surveillance directe	1	1	0	1	0

* nombre de séries de données se rapportant à une sélection d'indicateurs ventilés par sexe, âge, région, etc.

** y compris les données sur les effectifs scolarisés, le taux de variation de ces effectifs, et les taux nets de scolarisation.

ANNEXE III B – LISTE DE PROJETS

Objectif stratégique 1

IPSR Afghanistan 104270 Activités de secours et de redressement au sortir du conflit en République islamique d'Afghanistan

IPSR Burundi 105281 Appui à la stabilisation et au redressement: Protéger et créer des moyens d'existence et améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables

IPSR Kenya 102583 Aide alimentaire en faveur des réfugiés somaliens et soudanais

IPSR Kenya 106660 Protection et reconstitution des moyens de subsistance dans les zones arides et semi-arides

Opération d'urgence Pakistan 108280 Assistance alimentaire en faveur des personnes déplacées et des populations touchées par le conflit dans la Province de la frontière du Nord-Ouest et les zones tribales sous administration fédérale au Pakistan

Opération d'urgence Somalie 108120 Assistance alimentaire au titre des secours d'urgence et de la protection des moyens de subsistance

IPSR Ouganda 101213 Assistance alimentaire ciblée en faveur des personnes déplacées et des autres groupes vulnérables en Ouganda

Opération d'urgence Ouganda 108111 Assistance d'urgence aux communautés victimes de la sécheresse de 2008 dans la région du Karamoja, dans le nord-est de l'Ouganda

IPSR Zimbabwe 105950 Intervention prolongée de secours en faveur des groupes vulnérables

Objectif stratégique 2

IPSR Afghanistan 104270 Activités de secours et de redressement consécutives au conflit dans la République islamique d'Afghanistan

Programme de pays Bangladesh 104100 (2007–2010)

IPSR Kenya 102583 Aide alimentaire en faveur des réfugiés somaliens et soudanais

IPSR Malawi 105860 Aide aux personnes exposées à l'insécurité alimentaire victimes des effets des catastrophes naturelles et du VIH/sida

Opération d'urgence Soudan 107600 Aide alimentaire en faveur des populations touchées par le conflit au Soudan

Objectif stratégique 3

IPSR Afghanistan 104270 Activités de secours et de redressement au sortir du conflit en République islamique d'Afghanistan

Opération d'urgence Bangladesh 107880 Aide d'urgence servant de filet de sécurité en faveur des groupes vulnérables touchés par la flambée des prix des produits alimentaires et les catastrophes naturelles au Bangladesh

IPSR Géorgie 107870 Secours et redressement en faveur des populations touchées par le conflit et des autres groupes vulnérables en Géorgie

IPSR Libéria 108210 Assistance alimentaire durant la transition entre redressement et développement durable

IPSR Malawi 105860 Aide aux personnes exposées à l'insécurité alimentaire victimes des effets des catastrophes naturelles et du VIH/sida

Opération d'urgence Territoire palestinien occupé 107740 Réponse d'urgence à l'augmentation des prix des denrées alimentaires en Cisjordanie et dans la bande de Gaza

Objectif stratégique 4

IPSR Afghanistan 104270 Activités de secours et de redressement au sortir du conflit en République islamique d'Afghanistan

Programme de pays Bangladesh 104100 (2007–2010)

Programme de pays Burkina Faso 103990 (2006–2010)

Programme de pays Tchad 104780 (2007–2010)

IPSR Colombie 105880 Aide alimentaire aux personnes déplacées et autres groupes exposés à une très forte insécurité alimentaire victimes de la violence

Opération d'urgence RPD de Corée 107570 Aide d'urgence en faveur des groupes de population touchés par les inondations et la flambée des prix des produits alimentaires et des carburants

Programme de pays Égypte 104500 (2007–2011)

IPSR Éthiopie 106650 Réponse aux crises humanitaires et amélioration de la résistance à l'insécurité alimentaire

Programme de pays Ghana 104180 (2006–2010)

Programme de pays Honduras 105380 (2008–2011)

Programme de pays Kenya 106680 (2009–2013)

IPSR Kenya 102583 Aide alimentaire en faveur des réfugiés somaliens et soudanais

Projet de développement République démocratique populaire lao 100781 Accès à l'éducation primaire des filles et des garçons dans les zones reculées de la République démocratique populaire lao

Programme de pays Pakistan 102690 (2005–2009)

IPSR Somalie 101911 Aide alimentaire à des fins de secours et de protection des moyens de subsistance

Opération d'urgence Soudan 107600 Aide alimentaire en faveur des populations touchées par le conflit au Soudan

Programme de pays Tanzanie 104370 (2007–2010)

IPSR Zambie 105940 Assistance aux victimes des inondations en Zambie

Objectif stratégique 5

Programme de pays Égypte 104500 (2007–2011)

IPSR Indonésie 100692 Aide au redressement et à la récupération nutritionnelle

Programme de pays Inde 105730 (2008–2012)

Projet de développement Amérique latine et Caraïbes 104110 Renforcement des capacités d'appui aux programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire

Projet de développement Amérique latine et Caraïbes 104210 Renforcement des capacités des programmes intégrés d'apports en micronutriments en Amérique centrale et au Belize

ANNEXE IV – PERSONNEL DU PAM AYANT UN CONTRAT D'UNE DURÉE D'UN AN OU PLUS ⁽¹⁾

CATÉGORIE	TOTAL	NOMBRE DE FEMMES	POURCENTAGE DE FEMMES (%)
Catégories supérieures (D-2 et plus)	46	13	28
Fonctionnaires du cadre organique recrutés au niveau international (P-1 à D-1)	1 385	560	40
TOTAL PARTIEL	1 431	573	40
Administrateurs auxiliaires	42	28	67
Volontaires des Nations Unies	169	55	33
Administrateurs nationaux	542	193	36
Contrats de service	152	41	27
TOTAL, CADRE ORGANIQUE ET CATÉGORIES SUPÉRIEURES	2 336	890	38
Agents des services généraux	2 758	1 076	39
Contrats de service	7 106	1 627	23
TOTAL, AGENTS DES SERVICES GÉNÉRAUX	9 864	2 703	27
TOTAL, PERSONNEL DU PAM⁽²⁾	12 200	3 593	29

Notes:

- (1) Ne comprend pas les contrats d'une durée égale ou inférieure à 11 mois, comme par exemple les contrats à court terme des administrateurs internationaux, les contrats de consultants, les contrats à court terme du personnel des services généraux, les accords de services spéciaux, stagiaires, les contrats d'auteur, volontaires du PAM et travailleurs occasionnels
- (2) Données extraites le 17 février 2010 de WINGS II et confirmées par les bureaux extérieurs

	2005	2006	2007	2008	2009*
ANNEXE V – PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE					
Livraisons d'aide alimentaire (en millions de tonnes)					
Livraisons d'aide alimentaire dans le monde	8,3	7,0	6,0	6,4	5,1
Part du total correspondant au PAM	4,5	3,8	3,1	4,0	3,8
Livraisons d'aide alimentaire, par produit					
Céréales	7,1	5,9	5,2	5,5	4,4
Produits autres que les céréales	1,2	1,0	0,9	0,9	0,7
Livraisons d'aide alimentaire dans le monde (%)					
Achats dans les pays en développement	29	35	39	33	35
Livraisons d'aide alimentaire, par catégorie					
Bilatérales	23	21	22	9,2	5
Multilatérales	54	54	54	64,5	77
ONG	23	25	24	26,3	18
Livraisons d'aide alimentaire, par catégorie					
Opérations d'urgence	63	61	62	76	81
Projets	23	24	23	19	17
Programmes	14	15	15	5	2
Livraisons d'aide alimentaire, par région					
Afrique subsaharienne	55	57	53	68	68
Asie	30	20	30	21	21
Europe orientale et CEI	4	6	5	2	2
Amérique latine et Caraïbes	8	9	6	5	5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3	8	6	4	4
Livraisons à destination des					
Pays en développement	99,1	99,4	98,5	98,2	98,5
Pays à faible revenu	60,3	58,4	53,7	51,5	44,4
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	92,8	89,1	97,4	92,8	91,1

ANNEXE V – PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE

	2005	2006	2007	2008	2009*
Livraisons totales d'aide alimentaire sous forme de céréales, exprimées en pourcentage					
De la production mondiale de céréales	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2
Des importations mondiales de céréales**	2,7	2,2	1,9	2,0	1,6
Livraisons d'aide alimentaire sous forme de céréales aux PFRDV, exprimées en % de leur(s)					
production de céréales	0,8	0,6	0,5	0,6	0,6
importations de céréales**	9,3	7,3	6,5	6,4	6,1

* Les données de 2009 sont provisoires.

** Les importations de céréales pour 2007, 2008 et 2009 sont des estimations.

Source: INTERFAIS, FAO/ FAOSTAT mars 2010

ANNEXE VI – ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2009				
	Quantité (tonnes)	% du total	En millions de dollars	% du total
<i>Pays en développement</i>				
Pays les moins avancés	469 680	18	202,8	21
Autres pays à faible revenu	335 200	13	120,5	12
Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)	887 410	34	273,7	28
Pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure)	431 029	17	174,7	18
Total partiel	2 123 318	82	771,7	80
<i>Pays développés</i>				
Total partiel	482 093	18	193,5	20
TOTAL	2 605 412	100	965,2	100
<i>Pays en développement</i>				
No.	Pays en développement	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)	
1	Pakistan	267 088	91 431 178	
2	Ukraine	440 186	82 604 164	
3	Inde	253 360	61 556 992	
4	Afrique du Sud	210 295	60 796 438	
5	Turquie	120 329	50 805 727	
6	Ouganda	117 195	49 778 310	
7	Malaisie	50 200	41 551 776	
8	Éthiopie	73 591	40 431 278	
9	Indonésie	41 511	33 835 542	
10	Bangladesh	44 284	21 256 126	
11	Myanmar	43 888	15 286 281	
12	Viet Nam	30 059	13 689 227	
13	Territoires palestiniens occupés	16 344	13 106 735	
14	Kenya	27 126	10 770 600	
15	Kazakhstan	37 864	10 492 849	
16	Honduras	13 108	9 561 679	
17	Chine	16 964	8 862 726	
18	Malawi	19 633	8 574 055	
19	Guatemala	12 219	7 195 568	
20	Argentine	8 877	7 115 971	
21	Thaïlande	14 739	7 100 431	

ANNEXE VI – ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2009			
<i>Pays en développement</i>			
No.	Pays en développement	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
22	République arabe syrienne	12 543	7 038 360
23	Yémen	19 084	6 852 894
24	Burkina Faso	16 736	6 575 163
25	Philippines	12 751	6 470 264
26	Égypte	8 741	6 413 471
27	République-Unie de Tanzanie	17 783	5 907 167
28	Mozambique	16 429	5 819 024
29	République démocratique populaire lao	14 989	5 626 326
30	Pérou	3 869	5 609 539
31	Cambodge	14 207	5 269 089
32	Népal	7 424	5 122 280
33	Zambie	14 404	5 083 604
34	Rwanda	9 524	4 727 261
35	El Salvador	4 984	4 573 926
36	Sri Lanka	8 360	4 260 746
37	Colombie	5 790	4 023 955
38	République démocratique du Congo	6 404	3 529 970
39	Bolivie	5 070	3 431 902
40	Ghana	4 950	2,691,441
41	Soudan	9 668	2 650 819
42	Nicaragua	4 652	2 539 624
43	Bénin	4 627	2 174 608
44	Cameroun	4 525	2 115 577
45	Bélarus	944	2 005 648
46	Mali	5 126	1 763 119
47	Djibouti	3 400	1 751 000
48	Lesotho	4 963	1 397 338
49	Zimbabwe	4 067	1 310 904
50	Algérie	2 496	1 201 166
51	Équateur	786	930 661
52	Sénégal	1 909	782 118
53	Brésil	1 074	708 195
54	Sierra Leone	1 232	677 253

ANNEXE VI – ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2009			
<i>Pays en développement</i>			
No.	Pays en développement	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
55	Haïti	566	675 192
56	Mexique	410	523 641
57	Uruguay	895	480 460
58	Kirghizistan	1 042	404 900
59	Namibie	3 077	385 546
60	Burundi	811	370 290
61	Géorgie	574	332 999
62	République dominicaine	289	321 319
63	Niger	474	267 412
64	Madagascar	490	173 301
65	Bhoutan	536	158 385
66	Libéria	236	157 968
67	Côte d'Ivoire	223	155 397
68	Iran	373	146 944
69	Cuba	59	126 421
70	Tadjikistan	645	79 836
71	Chili	68	51 435
72	Arménie	92	40 559
73	Gambie	67	8 233
74	Botswana	15	4 136
75	Cap-Vert	6	911
Total partiel (80% en valeur monétaire)		2 123 318	771 703 352

ANNEXE VI – ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2009			
<i>Pays développés</i>			
No.	Pays développés	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
1	Belgique	76 323	39 068 928
2	France	92 824	29 367 200
3	Italie	71 742	28 619 940
4	Canada	56 049	23 429 887
5	Japon	38 734	21 598 690
6	Fédération de Russie	50 087	21 125 069
7	Bulgarie	65 205	12 103 156
8	Émirats arabes unis	10 975	5 601 663
9	États-Unis d'Amérique	6 893	5 034 619
10	Pays-Bas	5 329	3 141 394
11	Pologne	624	1 232 400
12	Lituanie	5 118	1 151 550
13	Espagne	846	843 244
14	Australie	702	424 892
15	Arabie saoudite	507	278 850
16	Nouvelle-Zélande	84	270 900
17	Irlande	52	197 600
Total partiel (20% en valeur monétaire)		482 093	193 489 981
Total		2 605 412	965 193 333

ANNEXE VII – CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES¹ EN 2009 (en milliers de dollars)

DONATEUR	TOTAL	DÉVELOP- PEMENT	OPÉRATIONS D'URGENCE	CII	IPSR	OPÉRATIONS SPÉCIALES	AUTRES*
BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT	1			1			
ANDORRE	40						40
ARGENTINE	3						3
AUSTRALIE	81 395	392	16 956		28 976	2 223	32 848
AUTRICHE	1 722		1 130		592		
BANGLADESH	5 194	5 194					
BELGIQUE	39 111		6 115	1 361	27 203	3 072	1 361
BHOUTAN	5						5
BOLIVIE	211	211					
BRÉSIL	15 761	4 320	118		11 323		
BURKINA FASO	250	250					
BURUNDI	4 878				4 878		
CAMBODGE	4 371				4 371		
CANADA	225 343	47 995	60 255	8 678	100 265	4 835	3 316
CHILI	50						50
CHINE	3 059	2 500		0	467		91
COLOMBIE	20						20
CONGO, RÉPUBLIQUE DU	329				329		
CROATIE	64				50		14
CUBA	1 199		765		360		74
CHYPRE	814	200	200		414		
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	309			1	308		
DANEMARK	41 885	14 605	10 530	282	15 200	256	1 012
ÉQUATEUR	248						248
ÉGYPTE	4 175	3 938	49				188
COMMISSION EUROPÉENNE	343 830	6 019	133 548		150 080	33 598	20 585
ÎLES FAEROE	132	132					
FINLANDE	28 524	8 368	7 922	1 062	8 858		2 313
FRANCE	19 804	697	5 926	83	11 513		1 585
ALLEMAGNE	132 069	28 811	38 281	5 723	52 769	3 593	2 892

¹ Chiffres établis à partir des données extraites du système de mobilisation des ressources et de WINGS pour l'année de contribution 2009.

ANNEXE VII – CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES ² EN 2009 (en milliers de dollars)							
DONATEUR	TOTAL	DÉVELOP- PEMENT	OPÉRATIONS D'URGENCE	CII	IPSR	OPÉRATIONS SPÉCIALES	AUTRES*
GRÈCE	6 028	262	2 038	4	3 715	9	
GUATEMALA	172						172
GUINÉE	118	118					
HONGRIE	65						65
ISLANDE	150				150		
INDE	17 098	3 556			12 241		1 301
INDONÉSIE	1 000				1 000		
IRLANDE	22 549	740	8 859	1 883	6 606	3 673	790
ISRAËL	30						30
ITALIE	30 000	2 755	5 092	383	2 029	231	19 509
JAPON	202 684	28 194	54 180	400	106 547	11 500	1 862
JORDANIE	706		706				
KAZAKHSTAN	40		20		20		
KENYA	14 577				14 577		
CORÉE, RÉPUBLIQUE DE	5 400	1 000	2 900		1 400		100
LIECHTENSTEIN	333			90	243		
LUXEMBOURG	13 625	1 526	2 141	659	4 134	132	5 033
MADAGASCAR	1 919	1 919					
MALAWI	1 957				1 957		
MEXIQUE	50		50				
PAYS-BAS	77 594	1 935	13 230	456	41 044	2 979	17 949
NOUVELLE-ZÉLANDE	3 735	3 297		1	437		
NICARAGUA	24						24
NORVÈGE	40 410	1 073	10 164	12 222	8 360	1 673	6 916
OMAN	100						100
PAKISTAN	28 994		25 542		3 436		16
PANAMA	68						68
PHILIPPINES	102		102				
POLOGNE	535		30	5	500		
PORTUGAL	112	11					101
DONATEURS PRIVÉS**	104 412	20 726	52 520		13 899	1 794	15 473
QATAR	10 217	217	10 000				

² Chiffres établis à partir des données extraites du système de mobilisation des ressources et de WINGS pour l'année de contribution 2009.

ANNEXE VII – CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES³ EN 2009 (en milliers de dollars)

DONATEUR	TOTAL	DÉVELOP- PEMENT	OPÉRATIONS D'URGENCE	CII	IPSR	OPÉRATIONS SPÉCIALES	AUTRES*
ROUMANIE	75				75		
FÉDÉRATION DE RUSSIE	26 800	818	5 707		20 276		
ARABIE SAOUDITE	23 341	5 452	12 666	3	5 220		
SINGAPOUR	30		20				10
SLOVÉNIE	108				108		
AFRIQUE DU SUD	672		327		345		
ESPAGNE	213 852	1 132	18 566	4 159	27 866	2 166	159 964
SUÈDE	72 487	50	26 012	3 930	37 389	4 889	217
SUISSE	39 089	1 573	13 545	2 091	20 140	509	1 232
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	67	67					
THAÏLANDE	97						97
TURQUIE	2 432		1 200	7	1 225		
UKRAINE	580				580		
CERF, FONDS COMMUNS ET ORGANISMES DES NATIONS UNIES	217 449	2 210	90 983		69 626	39 630	15 001
ROYAUME-UNI	127 624	128	23 435	488	97 801	5 772	
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	1 757 330	35 859	822 623		856 413	29 316	13 119
BANQUE MONDIALE	653					332	321
TOTAL GÉNÉRAL	4 022 285	238 250	1 484 451	43 970	1 777 317	152 181	326 116

*Contributions bilatérales***50 000**

* Autres: contributions aux fonds d'affectation spéciale, aux comptes spéciaux et au Fonds général

** Les contributions de donateurs privés ne comprennent pas les dons extraordinaires en nature tels que la publicité.

³ Chiffres établis à partir des données extraites du système de mobilisation des ressources et de WINGS pour l'année de contribution 2009.

ANNEXE VIII A – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION (2006–2009)

	2006		2007		2008 ⁴		2009 ⁴	
	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%
TOTAL GÉNÉRAL	2 664 994	100	2 753 308	100	3 535 746	100	3 985 613	100
DÉVELOPPEMENT	268 210	10	309 318	11	292 112	8	275 906	7
SECOURS	1 962 307	74	2 005 656	73	2 733 744	77	3 239 887	81
OPÉRATIONS D'URGENCE	729 025		716 411		944 581		1 418 385	
IPSR	1 233 282		1 289 245		1 789 163		1 821 502	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	236 336	9	166 244	6	200 252	6	176 364	4
OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ET AUTRES ²	198 141	7	272 090	10	309 639	9	293 457	7
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	1 761 907	100	1 831 640	100	2 214 246	100	2 519 433	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	66		67		63		63	
DÉVELOPPEMENT	130 139	7	154 001	8	165 351	7	187 950	7
SECOURS	1 517 868	86	1 513 588	83	1 892 447	85	2 171 822	86
OPÉRATIONS D'URGENCE	635 785		645 048		719 838		927 054	
IPSR	882 083		868 540		1 172 609		1 244 768	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	112 399	6	134 782	7	141 532	6	130 703	5
OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ³	1 501	0	29 269	2	14 916	1	28 958	1



ANNEXE VIII A – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION (2006–2009)

	2006		2007		2008 ⁴		2009 ⁴	
	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%
ASIE	474 125	100	484 657	100	690 747	100	763 435	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	18		18		20		19	
DÉVELOPPEMENT	94 317	20	121 606	25	83 631	12	77 256	10
SECOURS	274 646	58	320 518	66	551 548	80	650 793	85
OPÉRATIONS D'URGENCE	56 120		36 760		124 197		321 789	
IPSR	218 526		283 758		427 352		329 004	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	99 285	21	28 096	6	44 522	6	27 036	4
OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ³	5 877	1	14 436	3	11 046	2	8 349	1
EUROPE ORIENTALE ET CEI	32 044	100	33 603	100	37 747	100	50 432	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	1		1		1		1	
DÉVELOPPEMENT	-	-	-	-	-	-	-	-
SECOURS	32 044	100	33 597	100	37 192	99	49 992	99
OPÉRATIONS D'URGENCE	5 928		8 053		6 254		9 035	
IPSR	26 116		25 544		30 938		40 957	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	-	-	0	0	555	1	413	1
OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ³	-	-	6	0	-	-	26	0



ANNEXE VIII A – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION (2006–2009)

	2006		2007		2008 ⁴		2009 ⁴	
	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	71 984	100	178 219	100	258 692	100	242 893	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	3		6		7		6	
DÉVELOPPEMENT	24 442	34	30 177	17	26 771	10	22 264	9
SECOURS	46 339	64	48 776	27	100 697	39	113 970	47
OPÉRATIONS D'URGENCE	13 951		15 359		29 167		28 299	
IPSR	32 389		33 418		71 530		85 671	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	1 202	2	473	0	7 485	3	4 232	2
OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ³	-	-	98 793	55	123 739	48	102 427	42
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	91 333	100	117 065	100	159 130	100	175 272	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	3		4		5		4	
DÉVELOPPEMENT	10 090	11	10 128	9	12 358	8	10 440	6
SECOURS	61 150	67	102 383	87	138 288	87	161 727	92
OPÉRATIONS D'URGENCE	9 901		17 199		60 657		111 978	
IPSR	51 249		85 184		77 631		49 839	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	15 783	17	1 736	1	194	0	1 576	1
OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ³	4 310	5	2 818	2	8 289	5	1 440	1

¹ À l'exclusion des dépenses AAP.

² Les dépenses opérationnelles comprennent le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale qui ne peuvent être ventilées par projet/opération.

³ En 2006, seules les opérations bilatérales sont prises en compte.

⁴ Les dépenses de 2008 et de 2009 établies selon les normes IPSAS ne peuvent pas être comparées à celles de 2007 et des années précédentes où le PAM appliquait les normes UNSAS. Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

ANNEXE VIII B – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS (2006–2009) (en milliers de dollars)

	2006					2007					2008 ⁴					2009 ⁴				
	Développement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Développement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total	Développement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total	Développement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total
TOTAL GÉNÉRAL	268 210	1 962 307	236 336	11 764	2 664 994	309 318	2 005 656	166 244	272 090	2 753 308	292 112	2 733 744	200 252	309 639	3 535 746	275 906	3 239 887	176 364	293 457	3 985 613
AFRIQUE SUBSAHARIENNE																				
Angola	-	21 210	6 844	-	28 054	-	3 457	839	-	4 296	-	3 503	-	-	3 503	-	1 015	-	-	1 015
Bénin	2 266	875	-	-	3 141	2 336	528	-	-	2 864	4 333	294	-	-	4 627	2 959	2 283	-	38	5 280
Burkina Faso	5 199	605	-	394	6 199	4 027	6 864	-	855	11 747	4 668	8 531	-	982	14 182	8 689	18 351	-	884	27 924
Burundi	-	46 029	876	65	46 970	-	38 257	0	456	38 713	-	31 738	-	108	31 845	-	44 512	-	462	44 973
Cameroun	1 625	1 115	-	0	2 740	1 953	1 402	-	1	3 356	2 057	5 997	698	-	8 752	3 447	7 735	-	44	11 226
Cap-Vert	932	-	-	-	932	789	-	-	-	789	673	-	-	-	673	385	-	-	-	385
République centrafricaine	2 675	4 345	209	-	7 228	2 147	19 768	3 104	-	25 019	2 641	28 948	4 570	-	36 160	4 270	28 860	3 281	-	36 411
Tchad	4 271	46 270	4 767	-	55 308	4 669	62 028	5 615	-	72 312	3 815	78 844	12 056	-	94 714	9 986	107 412	11 817	343	129 558
Congo	-	2 748	-	-	2 748	-	2 808	-	-	2 808	-	3 411	-	-	3 411	-	4 568	-	4	4 571
Congo, Rép. dém. du	-	43 464	4 409	-	47 874	-	71 776	4 459	-	76 234	-	93 902	7 422	-	101 323	-	165 448	11 932	38	177 418
Côte d'Ivoire	-	21 058	2 466	267	23 791	-	23 289	270	288	23 847	-	16 286	257	-	16 543	916	14 905	151	-	15 971
Djibouti	1 089	4 208	-	-	5 297	1 488	3 125	-	-	4 613	701	7 526	-	-	8 227	552	6 609	-	39	7 200
Érythrée	-	-9 904	-	-	-9 904	-	241	-	-	241	-	137	-	-	137	-	285	-	-	285
Éthiopie	19 037	174 461	882	-	194 380	17 836	148 862	164	2 040	168 902	19 658	261 831	2 578	3 337	287 404	26 414	354 215	4 041	15 178	399 847
Gambie	2 037	92	-	-	2 129	1 919	896	-	-	2 815	2 933	916	-	-	3 849	2 201	556	-	8	2 764
Ghana	1 892	1 369	-	-	3 261	2 275	1 838	316	-	4 430	2 779	6 218	284	-72	9 209	2 956	10 387	-	114	13 457
Guinée	3 004	7 493	165	-	10 662	4 149	6 848	929	14	11 940	5 895	13 209	621	8	19 733	6 312	8 949	332	61	15 653
Guinée-Bissau	-	3 844	-	-	3 844	-	5 078	-	-	5 078	-	3 316	-	-	3 316	-	4 096	-	249	4 344
Kenya	17 180	134 400	1 553	-	153 134	28 532	153 561	8 205	-	190 298	25 022	136 528	681	61	162 293	23 722	222 834	-	449	247 005
Lesotho	2 876	7 761	-	-	10 638	1 331	10 199	-	128	11 658	1 368	9 355	-	204	10 927	1 439	6 257	-	1 133	8 829
Libéria	-	33 832	450	-	34 282	-	31 477	3 166	206	34 850	969	27 277	3 727	7	31 980	1 985	12 990	2 451	188	17 614
Madagascar	3 425	525	-	64	4 014	3 966	9 327	598	0	13 891	4 554	7 891	675	-	13 120	8 706	7 068	24	138	15 936
Malawi	6 743	41 785	-	136	48 664	12 809	30 402	-	1	43 212	12 823	15 961	-	74	28 858	16 303	21 186	-	2 123	39 613
Mali	3 662	12 662	-	572	16 897	3 544	8 360	-	1 237	13 142	4 565	6 880	-	2 133	13 577	6 179	3 185	-	1 297	10 661
Mauritanie	3 753	9 768	-	-	13 521	4 519	14 693	-	-	19 212	6 993	20 666	-	-	27 659	3 454	9 317	-	-	12 771
Mozambique	7 504	29 365	-	2	36 871	12 832	22 206	2 509	95	37 643	9 231	29 813	2 909	102	42 055	5 298	22 508	169	638	28 612
Namibie	-	2 488	-	-	2 488	-	6 369	-	-	6 369	-	3 313	-	-	3 313	-	485	-	15	500
Niger	6 602	31 519	35	-	38 157	5 813	16 853	-	-	22 666	10 997	18 394	1 990	-	31 382	6 206	17 514	1 304	36	25 060
Rwanda	5 196	17 396	-	-	22 592	6 794	8 711	-	-	15 505	7 477	11 586	-	279	19 343	11 363	10 075	-0	504	21 943
Sao Tomé-et-Principe	816	-	-	-	816	956	-	-	-	956	635	-	-	-	635	1 030	-	-	82	1 112
Sénégal	3 464	2 703	-	-	6 167	2 853	3 557	-	8	6 418	3 458	5 101	-	-	8 559	2 201	8 449	-	217	10 867
Sierra Leone	4 275	5 753	90	-	10 118	4 885	7 335	123	7	12 350	3 392	11 169	242	-	14 803	2 657	9 462	171	467	12 756
Somalie	-	53 465	-	-	53 465	-	64 508	3 169	-	67 678	-	168 086	10 696	-	178 781	-	247 236	20 057	596	267 889
Afrique du Sud	893	-	-	-	893	894	-	-	-	894	-10	77	-	-	67	-	7	-	-	7
Soudan	3 191	465 543	88 897	-	557 631	3 340	463 199	98 693	23 653	588 886	5 375	531 255	91 546	7 141	635 316	5 231	527 724	74 197	-225	606 927
Swaziland	-	8 136	-	-	8 136	-	11 155	-	-	11 155	-	9 432	-	-	9 432	-	3 811	-	-	3 811
Tanzanie, Rép.-Unie de	5 409	33 199	-	-	38 608	8 683	31 004	-	33	39 719	6 684	22 345	-	205	29 233	6 907	17 645	399	781	25 733



ANNEXE VIII B – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS (2006–2009)
(en milliers de dollars)

	2006					2007					2008 ⁴					2009 ⁴				
	Développement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Développement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total	Développement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total	Développement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total
Togo	-	465	-	-	465	-	1 836	59	-	1 896	-	3 817	217	-	4 034	-	1 766	-	1	1 767
Ouganda	4 557	98 696	-	-	103 253	3 437	107 029	2 440	234	113 140	4 228	113 236	363	-	117 827	9 969	80 669	-9	205	90 834
Zambie	6 501	53 634	-	-	60 135	5 205	13 654	-	-	18 859	7 438	19 090	0	0	26 529	6 217	9 425	-	375	16 018
Zimbabwe	-	98 870	-	-	98 870	-	97 913	-	25	97 938	-	155 610	-	-	155 610	-	153 769	386	270	154 425
Autres dépenses régionales	66	6 621	757	-	7 444	20	3 173	123	-14	3 302	0	958	0	349	1 307	-6	-1 742	-0	2 207	459
TOTAL POUR LA RÉGION	130 139	1 517 868	112 399	1 501	1 761 907	154 001	1 513 588	134 782	29 269	1 831 640	165 351	1 892 447	141 532	14 916	2 214 246	187 950	2 171 822	130 703	28 958	2 519 433
ASIE																				
Afghanistan	-	81 938	12 934	-	94 872	-	118 893	14 821	6	133 719	-	189 836	14 636	369	204 841	-	189 089	16 457	1 075	206 621
Bangladesh	42 113	4 125	-	3 283	49 521	65 185	12 387	-	1 858	79 430	33 119	62 476	-	-658	94 938	39 299	27 778	-	164	67 241
Bhoutan	1 694	-	-	-	1 694	3 711	-	-	-	3 711	2 210	-	-	-	2 210	1 831	-	-	5	1 836
Cambodge	1 943	11 238	-	759	13 940	2 028	13 459	-	2 883	18 371	1 777	18 059	-	351	20 187	2 254	11 861	-	59	14 175
Chine	181	-	-	-	181	-	-	-	-	-	-	402	-	-	402	-	-	-	-	-
Inde	14 990	-	-	-	14 990	14 879	-	-	6 403	21 282	8 855	577	-	9 696	19 128	5 773	6	-	3 941	9 720
Indonésie	-	63 145	27 047	1 835	92 026	-	36 876	5 171	2 989	45 036	-	24 290	1 007	728	26 025	-	15 495	2 300	539	18 334
Pôle d'Islamabad	-	-	-	-	-	-	49	-	-	49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corée, RPD	-	9 964	-	-	9 964	-	33 699	-	-	33 699	-	73 026	-	-	73 026	-	37 225	-	785	38 010
Rép. dém. pop. lao	3 092	1 305	-	-	4 397	4 356	2 965	-	-	7 321	5 788	3 648	-	-	9 436	7 815	7 496	-	101	15 411
Maldives	-	366	2 943	-	3 309	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Myanmar	-	9 527	-	-	9 527	-	11 307	-	-	11 307	-	54 559	26 606	-	81 165	-	35 086	3 139	54	38 279
Népal	15 215	9 599	531	-	25 345	15 703	21 463	152	-	37 318	6 238	38 150	-	-	44 388	1 296	51 825	-	154	53 274
Pakistan	14 497	45 346	53 438	-	113 281	14 368	11 187	4 171	85	29 812	24 623	21 829	260	79	46 792	18 890	201 826	763	195	221 674
Philippines	-	4 551	-	-	4 551	-	11 588	-	-	11 588	-	8 327	-	-	8 327	-	24 105	2 656	75	26 836
Sri Lanka	592	22 175	824	-	23 591	1 376	38 070	3 329	213	42 988	1 021	48 528	1 958	195	51 702	97	38 615	1 501	188	40 401
Timor-Leste	-	7 275	-	-	7 275	-	8 576	-	-	8 576	-	7 838	-	285	8 123	-	10 388	221	220	10 829
Autres dépenses régionales	-	4 091	1 568	-	5 659	-	-	451	-	451	-	-	55	-	55	-	-	-	793	793
TOTAL POUR LA RÉGION	94 317	274 646	99 285	5 877	474 125	121 606	320 518	28 096	14 436	484 657	83 631	551 548	44 522	11 046	690 747	77 256	650 793	27 036	8 349	763 435



ANNEXE VIII B – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS (2006–2009)
(en milliers de dollars)

	2006					2007					2008 ⁴					2009 ⁴				
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total
EUROPE ORIENTALE ET CEI																				
Albanie	-	8	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arménie	-	2 725	-	-	2 725	-	5 388	-	-	5 388	-	3 824	-	-	3 824	-	449	-	30	479
Azerbaïdjan	-	5 084	-	-	5 084	-	7 836	-	-	7 836	-	1 473	-	-	1 473	-	213	-	-	213
Géorgie	-	4 589	-	-	4 589	-	4 381	-	6	4 387	-	8 956	555	-	9 510	-	15 226	413	-4	15 635
Kirghizstan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	69	-	-	69	-	8 663	-	-	8 663
Fédération de Russie	-	5 931	-	-	5 931	-	8 212	-	-	8 212	-	6 185	-	-	6 185	-	371	-	-	371
Serbie/Monténégro	-	-3	-	-	-3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tadjikistan	-	13 709	-	-	13 709	-	7 780	-	-	7 780	-	16 685	-	-	16 685	-	25 070	-	-	25 070
TOTAL POUR LA RÉGION	-	32 044	-	-	32 044	-	33 597	-	6	33 603	-	37 192	555	-	37 747	-	49 992	413	26	50 432
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																				
Barbade	-	166	18	-	184	-	28	36	-	64	-	84	2	-	86	-	-	-	-	-
Belize	-	-	-	-	-	-	145	-	-	145	-	50	-	-	50	-	-	-	-	-
Bolivie (État plurinational de)	3 500	1 452	-	-	4 952	3 325	3 968	-	306	7 599	3 434	6 773	-	1 184	11 391	1 588	2 973	-	778	5 339
Colombie	0	12 544	-	-	12 544	-	15 480	-	3 858	19 338	-	17 071	-	2 587	19 658	-0	20 581	-	6 104	26 685
Cuba	4 245	862	-	-	5 106	2 036	265	-	-	2 301	2 332	1 802	-	-	4 134	634	3 701	-	-	4 335
République dominicaine	2	-	-	-	2	-	569	-	-	569	-	3 057	-	-	3 057	-	564	-	-	564
Équateur	-	1 146	-	-	1 146	-	890	144	63 433	64 467	-	2 186	9	77 090	79 284	-9	1 745	-	37 739	39 475
El Salvador	422	1 871	1	-	2 293	1 226	1 431	77	-	2 734	2	300	51	3 483	3 837	-	876	-	15 397	16 274
Guatemala	879	14 169	-	-	15 048	2 423	4 132	-	-	6 555	2 874	5 291	-	-	8 165	1 105	7 786	-	486	9 377
Haïti	4 748	9 938	-	-	14 687	11 200	10 542	-	-	21 742	1 649	50 455	7 419	-	59 523	2 482	65 808	4 232	71	72 593
Honduras	788	1 134	-	-	1 922	4 269	1 445	-	17 262	22 976	1 894	966	-	-3 844	-983	7 320	5 939	-	14 756	28 014
Jamaïque	-	-	-	-	-	-	32	-	-	32	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-
Mexique	-	-	-	-	-	-	112	-	-	112	-	314	-	-	314	-	-	-	-	-
Nicaragua	7 639	2 777	-	-	10 416	2 371	5 226	-	-	7 597	8 658	7 236	-	-	15 893	5 474	3 211	-	489	9 174
Panama	-	281	575	-	856	-	17	17	-	34	-	53	2	-	55	-	50	-	-	50
Pérou	1 351	0	-	-	1 352	1 816	4 474	-	13 934	20 223	4 191	4 945	-	43 239	52 375	604	512	-	26 241	27 358
Autres dépenses régionales	869	-	608	-	1 478	1 511	20	198	-	1 729	1 737	113	1	-	1 851	3 154	223	-	366	3 743
TOTAL POUR LA RÉGION	24 442	46 339	1 202	-	71 984	30 177	48 776	473	98 793	178 219	26 771	100 697	7 485	123 739	258 692	22 353	113 970	4 232	102 427	242 982



ANNEXE VIII B – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS (2006–2009) (en milliers de dollars)

	2006					2007					2008 ⁴					2009 ⁴				
	Développement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Développement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total	Développement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total	Développement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat., fonds d'affect. spéciale et autres ³	Total
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD																				
Algérie	-	10 411	-	-	10 411	-	13 278	-	6	13 285	-	22 776	-	-	22 776	-	17 477	-	1 120	18 596
Égypte	1 389	112	-	-	1 501	1 568	-	-	2 684	4 251	4 536	-	-	4 536	5 517	-	-	-	109	5 627
Iran (République islamique d')	-	384	-	-	384	-	826	-	-	826	-	1 238	-	-	1 238	-	2 551	-	-	2 551
Iraq	-	5 851	-	1 420	7 271	-	12 915	-	59	12 974	-	37 144	-	8 244	45 388	-	36 384	-	-	36 384
Jordanie	500	-	-	-	500	516	-	-	-	516	138	-	-	-	138	-	-	-	-	-
Liban	-	6 930	14 519	2 890	24 339	-	470	1 239	-0	1 709	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jamahiyya arabe libyenne	-	-	1 265	-	1 265	-	-	497	-	497	-	-	194	-	194	-	-	-	-	-
Territoire palestinien occupé	-	36 625	-	-	36 625	-	69 993	-	0	69 993	-	52 244	-	-0	52 244	-	60 726	1 576	16	62 317
République arabe syrienne	926	110	-	-	1 036	3 544	2 868	-	69	6 481	639	19 069	-	45	19 753	1 258	21 499	-	22	22 778
Yémen	7 241	649	-	-	7 891	4 499	2 033	-	-	6 532	7 045	5 797	-	-	12 842	3 665	22 903	-	-1	26 568
Autres dépenses régionales	33	78	-	-	111	-	-	-	-	-	-	21	-	-	21	-	187	-	174	361
TOTAL DE LA RÉGION	10 090	61 150	15 783	4 310	91 333	10 128	102 383	1 736	2 818	117 065	12 358	138 288	194	8 289	159 130	10 440	161 727	1 576	1 440	175 183
AUTRES ²	9 223	30 261	7 666	76	233 601	-6 594	-13 207	1 157	126 769	108 124	4 001	13 571	5 964	151 649	175 185	-22 004	90 257	12 404	152 256	232 913

¹ À l'exclusion des dépenses AAP.

² Les dépenses opérationnelles telles que le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale, qui ne peuvent être ventilées par projet/opération, figurent au-dessous du total de la colonne pour 2006.

³ comprend toutes les dépenses pour les opérations bilatérales, les fonds d'affectation spéciale, le Fonds général et les comptes spéciaux.

⁴ Les dépenses de 2008 et de 2009 établies selon les normes IPSAS ne peuvent pas être comparées à celles de 2007 et des années précédentes où le PAM appliquait les normes UNSAS.

Les montants négatifs, représentent les ajustements financiers.



ANNEXE VIII C – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION (2006–2009)

	2006		2007		2008 ⁴		2009 ⁴	
	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%
DÉVELOPPEMENT ET SECOURS:	2 230 517	100,0	2 314 974	100,0	3 025 855	100,0	3 515 792	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²								
PMA	1 598 180	71,7	1 710 707	73,9	2 178 093	72,0	2 392 382	68,0
PFRDV	2 063 484	92,5	2 175 770	94,0	2 810 174	92,9	3 285 073	93,4
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS								
Afrique subsaharienne	1 648 007	73,9	1 667 589	72,0	2 057 798	68,0	2 359 772	67,1
Asie	368 962	16,5	442 125	19,1	635 179	21,0	728 049	20,7
Europe orientale et CEI ³	32 044	1,4	33 597	1,5	37 192	1,2	49 992	1,4
Amérique latine et Caraïbes	70 782	3,2	78 953	3,4	127 468	4,2	136 234	3,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	71 240	3,2	112 511	4,9	150 646	5,0	172 167	4,9
DÉVELOPPEMENT:	268 210	100,0	309 318	100,0	292 112	100,0	275 906	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²								
PMA	184 529	68,8	227 011	73,4	192 657	66,0	193 079	70,0
PFRDV	246 228	91,8	302 146	97,7	273 412	93,6	268 834	97,4
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS								
Afrique subsaharienne	130 139	48,5	154 001	49,8	165 351	56,6	187 950	68,1
Asie	94 317	35,2	121 606	39,3	83 631	28,6	77 256	28,0
Amérique latine et Caraïbes	24 442	9,1	30 177	9,8	26 771	9,2	22 264	8,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	10 090	3,8	10 128	3,3	12 358	4,2	10 440	3,8

¹ À l'exclusion des dépenses AAP.

² Classement réel pour chaque année

³ Secours uniquement

⁴ Les dépenses de 2008 et de 2009 établies selon les normes IPSAS ne peuvent pas être comparées à celles de 2007 et des années précédentes où le PAM appliquait les normes UNSAS.

ANNEXE IX A – PARTENARIATS AVEC DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES						
Partenaires	2007		2008		2009	
	Nombre de projets	Nombre de pays	Nombre de projets	Nombre de pays	Nombre de projets	Nombre de pays
UNICEF	149	72	140	71	138	71
FAO	105	61	99	63	93	61
OMS	68	41	75	46	62	41
PNUD	76	47	67	43	63	36
HCR	63	41	54	43	54	39
UNFPA	51	34	51	38	41	28
ONUSIDA	40	28	40	31	30	26
AUTRES ^{1*}	41	25	29	24	18	12
Banque mondiale	18	14	20	16	23	15
UNESCO ²	14	10	19	14	15	9
OMI	22	18	19	18	22	19
FIDA	17	14	18	14	16	14
CICR	16	12	15	13	12	11
FICR	8	6	13	10	8	8
OIT	14	12	13	11	22	15
UNIFEM ³	9	7	6	6	8	6
PNUE ⁴	2	2	3	3	5	4
ONU-HABITAT ⁵	4	3	1	1	2	2
TOTAL ⁶	208	79	197	78		

¹ Comprend des entités comme les missions des Nations Unies.

² Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

³ Fonds de développement des Nations Unies pour la femmes

⁴ Programme des Nations Unies pour l'environnement

⁵ Programme des Nations Unies pour les établissements humains

⁶ Les totaux ne sont pas la somme des chiffres de la colonne car il y a plus d'un partenaire par projet et par pays.

ANNEXE IX B – ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET SECTEURS DE COOPÉRATION						
Secteur de coopération	2007		2008		2009	
	Nombre d'ONG internationales	Nombre d'ONG nationales	Nombre d'ONG internationales	Nombre d'ONG nationales	Nombre d'ONG internationales	Nombre d'ONG nationales
Promotion de l'agriculture et de la production agricole	50	256	46	213	37	223
Projets d'agroforesterie	18	83	21	88	15	76
Projets d'élevage ou de pisciculture	16	52	5	44	4	33
Réserves alimentaires	9	45	4	32	6	39
VIH/sida	63	387	62	323	53	309
Mise en valeur des terres et des ressources en eau	36	194	51	299	34	202
Alphabétisation	26	260	23	139	3	107
SMI	81	371	87	429	76	432
Crèches et jardins d'enfants	23	354	18	221	17	186
Autres activités VPF	55	361	59	528	54	332
Autres activités VCT	40	212	40	175	40	185
Écoles primaires	80	675	70	831	49	399
Services/établissements scolaires/logements publics	35	92	36	122	25	64
Santé publique/éradication des maladies (hormis le VIH/sida)	60	105	56	139	51	139
Écoles secondaires	17	52	15	36	6	32
Installation/réinstallation	15	26	15	12	4	2
Total des rations gratuites au titre des secours	82	356	89	439	88	550
Transport (routes d'accès, routes rurales, etc.)	25	74	27	104	26	87

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

AAP	budget administratif et d'appui aux programmes
ACF	Action contre la faim
ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
Autres COD	autres coûts opérationnels directs
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
CARE	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere
CCEG	contributions de contrepartie en espèces des gouvernements
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CCS	Conseil des chefs de secrétariat
CDAА	Communauté de développement de l'Afrique australe
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CII	Compte d'intervention immédiate
CRS	Catholic Relief Services
EMMA	Compte spécial de compensation des effets de marché
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIFA	Fédération internationale de football association
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
GNUE	Groupe des Nations Unies sur l'évaluation
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IMC	indice de masse corporelle
INTERFAIS	Système international d'information sur l'aide alimentaire
IPSAS	Normes comptables internationales du secteur public
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
JRC	Centre commun de recherche
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONG	organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PFRDV	pays à faible revenu et à déficit vivrier
PIB	produit intérieur brut
PMA	pays les moins avancés
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour le développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour l'enfance
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPSAP	Programme de protection sociale fondé sur des activités productives

RAIU	Réserve alimentaire internationale d'urgence
RDC	République démocratique du Congo
SAFER	projet concernant les services et demandes d'intervention d'urgence
SC	contrats de service
SMI	santé maternelle et infantile
SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles
SSA	accords de services spéciaux
TIC	technologies de l'information et des communications
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNHAS	Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies
UNHRD	Entrepôt de matériel destiné aux interventions humanitaires des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNJLC	Centre logistique commun des Nations Unies
UNSAS	Normes comptables du système des Nations Unies
VCA	Vivres pour la création d'avoirs
VCT	Vivres contre travail
VPF	Vivres pour la formation
WINGS	Système mondial et réseau d'information du PAM
WRS	Warehouse Receipt System
WVI	World Vision International